



DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Le Monde

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13675 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 14 JANVIER 1989

Du nouveau pour le Karabakh

Réuni à Moscou, jeudi 12 janvier, sous la présidence de M. Gorbatchev, le président du Soviet suprême de l'URSS a pris, pour la première fois, une mesure d'ordre administratif affectant le Haut-Karabakh, cette région de l'Azerbaïdjan que les Arméniens veulent voir rattacher à leur République. Afin de « prévenir l'aggravation des rapports inter-ethniques et de stabiliser la situation », dit un communiqué, la direction de l'Etat a décidé d'introduire provisoirement au Haut-Karabakh une forme spéciale d'administration, tout en maintenant son statut de région autonome [au sein] de la République d'Azerbaïdjan.

Le décret précisant les contours de cette nouvelle administration n'est pas encore publié, mais il n'est pas déraisonnable d'en attendre un petit pas en avant en direction des revendications arméniennes. Jusqu'à présent, des mesures d'ordre économique et social avaient été prises afin de développer les liens du Karabakh avec l'Arménie, mais la région restait sous la coupe des fonctionnaires azéris de Bakou. Les tensions qui en résultaient ont provoqué, depuis novembre, des migrations en masse entre les deux Républiques, ainsi que de nouvelles violences, qui ont causé au moins quarante morts.

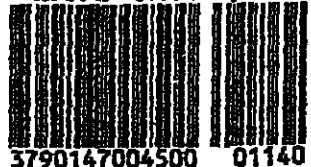
Aujourd'hui, la région se litige ne change pas nominativement de statut, mais elle semble devoir être administrée directement par Moscou. Selon des milieux de l'émigration arménienne, l'organisme qui s'en chargerait comporterait cinq Russes, trois Arméniens et un représentant seulement de la République azérie. Le président en serait M. Arkadi Volski, un haut fonctionnaire du comité central du parti à Moscou qui avait été désigné dès avril dernier comme le représentant spécial du Kremlin dans la région.

Ce dispositif, s'il est confirmé, offrirait de meilleures garanties à la population du Karabakh, composée aux trois quarts d'Arméniens et qui avait moins confiance que jamais dans les autorités de Bakou. Reste à savoir quelle sera la réaction de celles-ci et de la population azérie, d'autant qu'un changement plus officiel de statut ne saurait être exclu à terme.

S'il n'a été évité le rattachement par et simple de la région à la Fédération de Russie, le caractère « provisoire » de cette nouvelle administration n'est pas autrement précisé, et l'on voit mal, de toute manière, comment on pourrait revenir au « statu quo ante ».

On notera que cet aménagement fait suite à de nouvelles mesures de police ayant conduit à la mise sous scrou de l'ensemble des membres du Comité Karabakh, et après une campagne de presse dont le caractère unilatéral avait choqué au lendemain du tremblement de terre. M. Gorbatchev a-t-il voulu seulement donner le change, ou bien procéder à ce dernier aménagement à l'abri des pressions arméniennes et de leurs porte-parole les plus actifs ? La libération des onze membres du Comité s'impose en tout cas à bref délai, si le numéro un soviétique veut continuer d'affirmer à la face du monde, comme il l'a fait à l'ONU, qu'il n'y avait plus de détenus politiques dans l'URSS de la perestroïka.

M0147-01140-4,50 F



La polémique sur la Société générale et Pechiney

M. Mitterrand prend la défense de M. Béréguoy face aux attaques sur les « affaires »

Les propos de M. Fauroux, ministre de l'Industrie, publiés par « l'Express » du 13 janvier, selon lesquels l'affaire de la Société générale apparaît « d'une tout autre gravité » que l'affaire Pechiney, ont spectaculairement déplacé la polémique sur le terrain politique. Vendredi 13 janvier, en Bourgogne, M. François Mitterrand a dénoncé l'opération politique, et manifesté son soutien à M. Béréguoy (lire page 23). M. Rocard devait, par une déclaration publiée le même jour, tenter de ramener le calme dans l'équipe gouvernementale.



Délits d'initiés ou bonne occasion ?

Bonne affaire ou délits d'initiés ? Depuis que M. Georges Pèbereau, président de Marcen Investissements, encouragé par la Rne de Rivoli, a lancé, à l'automne dernier, un raid sur la Société générale, la question est posée dans les milieux financiers.

Associés de M. Pèbereau dans l'offensive sur la banque privée, MM. Jean-Louis Desours (le président des Chaussures André), Gustave Leven (le PDG de Source Perrier), François

Dalle (ancien patron de L'Oréal), mais aussi des personnalités étrangères comme M. Tito Tettamanti, un raider suisse, pourraient avoir réalisé, dans l'affaire et à titre personnel, un joli coup boursier.

Pour avoir évoqué - allusivement - ce soupçon (le Monde du 27 novembre), la presse s'est fait vertement taper. MM. Desours et Leven ont menacé de porter plainte en diffamation contre toute publication qui ferait réf-

rence à ces soupçons. Les déclarations de M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, à l'Express permettent de poser une nouvelle fois la question.

Le ministre déclare en effet que l'affaire de la Société générale « apparaît d'une tout autre gravité » que le dossier lié au rachat d'American Can par Pechiney.

ERIK IZRAELWICZ

(Lire la suite page 23.)

Le Parti socialiste grec à l'épreuve des scandales

Le populisme dévoyé d'Andréas Papandréou

Des sondages défavorables, des ennemis de sang, une liaison contestée, des scandales politico-financiers en série... A cinq mois des élections législatives et européennes, le premier ministre grec, Andréas Papandréou (soixante-neuf ans), et le parti qu'il a fondé, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), traversent une période orageuse.

Lorsque Andréas rentre le 22 octobre, lorsqu'il apparaît sur la passerelle de l'avion qui le ramène de Londres, fatigué et amaigri, ce n'est qu'un seul cri : « Andréas, nous sommes avec toi. Tout le pays te veut. » Ils

sont des dizaines de milliers venus des quatre coins du Péloponnèse. Ils acclament non seulement l'homme qui, au terme de deux mois d'hospitalisation, a vaincu la maladie, mais celui aussi qui a bravé les convenances et qui, en cet instant, tend la main sans honte vers l'illégitime et pimpante Dimitra.

Cet accueil chaleureux n'est sans doute pas dû qu'à la généreuse spontanéité des Grecs : le PASOK a battu le rappel dans toutes les provinces et affrété des dizaines de cars. Le commentaire de la télévision sur cette arrivée « triomphale » et sur « le peuple en liesse » a été préparé, avant même que M. Papandréou n'ait

quitté Londres, par les services compétents du gouvernement, et certains présentateurs qui se refusent alors à le lire à l'écran en sont encore aujourd'hui à comparer les avantages et les inconvénients de la mise au placard.

Pour le parti du premier ministre, après deux mois d'absence de M. Andréas Papandréou, pendant lesquels l'opposition a dénoncé la vacance du pouvoir, après une année pendant laquelle la presse déchaînée a fait de M. Dimitra Liai le sujet politique principal et quasi exclusif, ce moment du retour était crucial.

ALAIN DESOIVE
et CLAIRE TRÉAN.
(Lire la suite page 6.)

Une nouvelle publication du « Monde »

« Le Monde de la Révolution française »

Le premier numéro du « Monde de la Révolution française », mensuel édité par « le Monde » en association avec les CLEF 89 (Comités Liberté-Egalité-Fraternité, regroupant la Ligue française de l'enseignement et la Ligue des droits de l'homme), est présent dans les kiosques depuis le jeudi 12 janvier, au prix de 30 francs. Largement illustrée, en couleur, cette publication, qui compte déjà près de 22 000 abonnés, offrira un fil conducteur tout au long de l'année 1989, tant pour l'histoire de la Révolution que pour sa signification et sa commémoration.

par ANDRÉ FONTAINE

D E toutes choses, disait le philosophe, on peut faire le meilleur comme le pire usage. La Révolution française a combiné les deux. Elle a apporté à ce pays et à bien d'autres le meilleur : les droits de l'homme, à commencer par le principal, cette liberté dont on ne mesure vraiment le prix que lorsqu'on en a été privé. Et le pire : la tyrannie née sur les cendres du despotisme, la Terreur, le début de ces guerres de conscription où allait s'épuiser l'Europe.

Un bilan, positif et négatif, d'une telle ampleur suffirait à justifier l'importance que l'on s'apprête à donner au Bicentenaire. La célébration, en 1989, du millénaire d'Hugues Capet ayant été d'une rare pâleur, certains ne manqueraient évidemment pas de s'étonner que l'on commémore bien davantage la destruction d'un régime que la fondation d'une nation.

Mais c'est en se révoltant contre la monarchie que la nation a pris conscience d'elle-même, et ce n'est pas par hasard qu'elle s'est crue obligée de rompre, par un parricide camouflé en régence légale, le cordon ombilical qui la reliait au roi.

(Lire la suite page 2.)

Rapprochement sino-vietnamien

Dans la foulée de la détente entre Moscou et Pékin

PAGE 4

Le règlement en Angola

Espoir de paix durable à la frontière namibienne

PAGE 4

Des survivants à Leninakan

Six hommes enfouis sous les décombres depuis trente-cinq jours

PAGE 7

Dépistage du cancer

Un article du professeur Gérard Dubois

PAGE 10

Les psychanalystes sortent de l'ombre

Une société parisienne organise à Paris un colloque ouvert au public

PAGE 10

Le sommaire complet se trouve page 28

SPORTS

Paris-Dakar : victoires de Vatanen et de Lalay

Déjà vainqueur du raid-marathon africain en 1987, le Finlandais Ari Vatanen (Peugeot 405 turbo 16) a remporté, vendredi 13 janvier, son deuxième Paris-Dakar. Son coéquipier Jacky Lalay, premier à la veille de l'arrivée, lui a cédé sa place, conformément à l'accord conclu à Gao entre les deux pilotes et la direction de Peugeot Talbot Sport. Chez les motards, la victoire est revenue au Français Gilles Lalay (Honda), qui obtient à vingt-six ans son premier succès, après avoir terminé deuxième en 1986 et troisième en 1988.

Lire page 12.

Le Monde

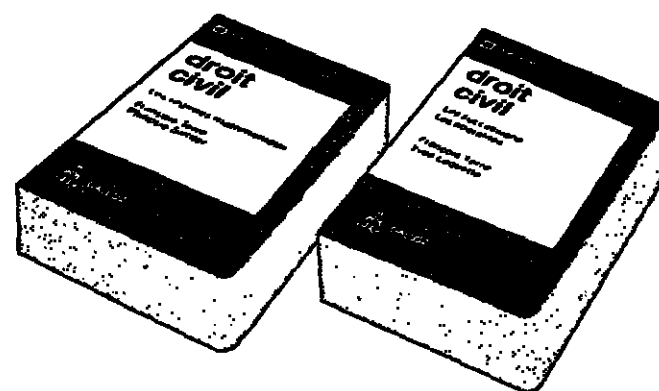
SANS VISA

Le piéton de Moscou

■ Gastronomie : l'école des couscous ; tables gourmandes. ■ Jeux.

Pages 13 à 16

Les précis Dalloz sont les outils de synthèse essentiels à la réussite universitaire ou professionnelle. Constamment réactualisés au fil des rééditions par des professeurs spécialistes du thème traité, ils abordent toutes les matières juridiques. Les régimes matrimoniaux. F. Terré, Ph. Simier. Les successions - Les libéralités - F. Terré, Y. Lequette.



EXHAUSTIF, IVE [egzostif, iv]. adj. du lat. exhaustus. Qui épuise, qui traite à fond un sujet. V. Complet. Etude exhaustive. Des ouvrages exhaustifs : les précis DALLOZ.

SO PRÉCIS DALLOZ • LE DROIT DE COMPRENDRE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 185 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 150 dr. ; Israël, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 50 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (other), 2 \$.

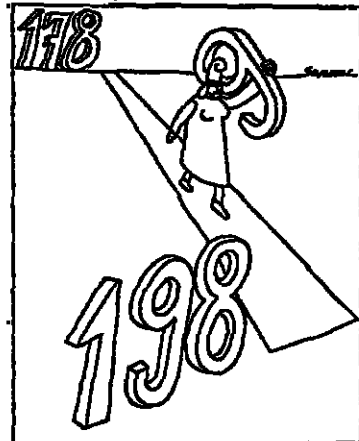
هكذا من الأصل

Débats

Réponse à un « citoyen »

Oui, 89 pour l'égalité

par HARLEM DÉSIR (*)



HERVÉ LOURAU s'inscrit, dans le Monde du 4 janvier, à la campagne « 89 pour l'égalité » menée par SOS-Racisme, pour l'intégration des immigrés et le droit de vote des étrangers aux élections locales. Pour le citoyen Lourau, puisque c'est à ce titre qu'il s'exprime, cette campagne est contraire aux principes des premiers républicains et met en péril les idéaux de la Révolution française.

Quant à moi, c'est la situation présente des immigrés, livrés à la haine et aux mensonges racistes, aux discriminations de toutes sortes, et privés de tous droits civiques, qui m'avait semblé porter atteinte aux droits de l'homme et aux fondements démocratiques de notre société.

Mais peut-être estimera-t-on qu'avant de se confronter aux réalités auxquelles on se confronte mon action, je gagnerais à prendre comme lui de la hauteur en me tournant vers l'histoire ? Nous avons tout à y gagner en effet, et la célébration du Bicentenaire doit nous offrir l'occasion d'une réflexion renouvelée sur nos valeurs. Pourtant, sur ce plan, l'article d'Hervé Lourau contient quelques contre-vérités et un non-sens sur l'interprétation de la Révolution.

Contrairement à ce qu'il défend, il n'y a pas eu pendant la Révolution de lien absolu entre nationalité et citoyenneté. Il fut des citoyens, et non des moindres, qui n'étaient pas français, plusieurs furent même des élus, tandis qu'à l'inverse, de nombreux Français, notamment les femmes, les vagabonds, restèrent à l'écart des droits politiques.

La Constitution de 1793

Si la Révolution arracha le pays aux ordres et à la multitude de statuts hiérarchisés des sujets de l'Ancien Régime pour fonder la citoyenneté, la superposition de celle-ci et de la nationalité n'est pas à proprement parler son œuvre.

Il est vrai que la Révolution française est contemporaine de l'apparition, à l'échelle de l'Europe, de l'Etat-nation. Mais le processus a été complexe et comprend aussi bien l'élan révolutionnaire de 1789, qui culmine dans la Constitution (jamais appliquée) de 1793, que la réaction thermidorienne et l'aventure napoléonienne.

Incontestablement, plusieurs mouvements se superposent, et dans l'histoire des faits et dans celle des idées. Dès 1789 et l'apparition de la citoyenneté, existe une déconnexion entre celle-ci et la nationalité (terme qui, pour être précis, n'apparaît d'ailleurs dans nos lois qu'en 1874). C'est la citoyenneté elle-même qui est scindée entre les citoyens actifs et les citoyens passifs, privés de droits politiques.

La Constituante crée l'égalité juridique mais recule devant l'égalité politique et jamais ne lâche le principe de propriété. Si bien que quoique Sieyès, principal artisan de cette conception, appelle citoyens les individus composant la nation, seule une minorité le devient réellement : les hommes de plus de vingt et un ans qui paient la contribution.

Dans ses balbutiements, la citoyenneté naissante reste ambiguë et tient autant des droits du producteur, du commerçant ou du propriétaire que des droits naturels de l'homme. Cette opposition entre égalité naturelle et égalité méritocratique durera longtemps.

Quant au travail unificateur de la Révolution sur la nation, il ne se fait pas tant contre les étrangers, au moins avant la Terreur, que contre les privilèges et les privilèges. Sieyès considère déjà qu'on aurait plus de raison d'exclure des droits politiques « le noble et l'ecclésiastique », « ces hommes dont l'existence seule est une hostilité continuelle contre le

grand corps du peuple » que l'étranger « qui peut n'avoir pas un intérêt opposé au Tiers Etat ».

Mais c'est la Constitution de 1793 qui ira le plus loin en prenant pour base de l'Etat une conception du peuple très ouverte aux étrangers : « Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt et un ans accomplis — tout étranger âgé de vingt et un ans accomplis qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard — tout étranger enfin, qui sera jugé par le corps législatif avoir bien mérité de l'humanité, est admis à l'exercice des droits de citoyen français. » Voilà ce que disait la première Constitution de notre pays où était inscrit le suffrage universel... sauf pour les femmes !

La Terreur vit l'apparition des premières mesures draconiennes contre les étrangers. Pourtant, les Constitutions postérieures, de l'an III (1795) et de l'an VIII (1799) continuèrent à faire de l'étranger un citoyen français sous condition de résidence.

Considérer que le moment où citoyenneté et nation se recouperont absolument fut un progrès démocratique amènerait à faire l'éloge d'une époque napoléonienne qui fut, sur ce point, également marquée par le rétablissement de l'esclavage.

Donc, nulle part dans la Révolution française ni dans la philosophie des Lumières la connexion nation-citoyenneté ne s'impose de façon absolue et simpliste. De ce point de vue, l'exemple anglais est probant et ne peut pas être rejeté dédaigneusement.

Le Royaume-Uni, qui, on l'oublie trop souvent, a connu lui aussi une révolution inspirée des droits naturels avant la nôtre, pour établir son régime de monarchie constitutionnelle, a également disjoint la nationalité et les droits politiques. Et, en Grande-Bretagne, pas plus qu'en France, le droit de vote n'a été « octroyé » par l'aristocratie sans luttes et sans contraintes pour devenir universel et même bénéficier à tous les immigrés du Commonwealth. Le Royaume dut s'adapter à la crise de son empire, aux réalités économiques et au poids des producteurs.

Diversité des situations

Hervé Lourau tente de mettre en opposition le droit de vote aux élections locales et l'ouverture plus large de l'accès à la nationalité. L'analyse est superficielle quant aux principes et surtout sans rapport avec la réalité. Car les deux choses, loin d'être contradictoires, répondent à la diversité des situations de l'immigration et se complètent pour lutter contre la privation de droits civiques pour près de quatre millions de personnes vivant à nos côtés depuis des dizaines d'années.

Lorsqu'il nous est reproché de ne pas avoir suffisamment milité pour l'élargissement de l'accès à la nationalité, je me demande si c'est moi qui rêve ou si c'est mon concitoyen Lourau qui a eu une absence pendant la législature 1986-1988. Qui davantage que SOS-Racisme s'est élevé contre les restrictions de tout ordre dans l'accès à la nationalité que comportait le projet de réforme du code du gouvernement précédent ? A l'occasion de ce débat, nous avons proposé deux mesures décisives pour ouvrir la nationalité :

- 1) Que l'on considère comme français dès la naissance les enfants d'étrangers nés en France (qui doivent conserver bien sûr à leur majorité leur liberté de réputation) ;
- 2) Que l'on facilite et que l'on incite largement les naturalisations en clarifiant des règles aujourd'hui discrétionnaires et en créant une agence nationale pour les naturalisations, dont la mission serait l'information et l'aide dans leur démarche des personnes concernées.

Pour autant, nous devons tenir compte de la réalité et ne pas nous imaginer que les étrangers vivant ici feront tous des démarches d'acquisition de la nationalité française. A cela de multiples raisons : l'illusion du retour pour certains, mais surtout un attachement à la nationalité d'origine comme élément de leur identité.

Elargir la démocratie

Sur les quatre millions d'étrangers qui vivent en France et dont nous savons que pour l'essentiel ils resteront, un grand nombre n'acquerra pas, en l'état actuel des choses, la nationalité française. Faut-il les sanctionner ? Faut-il renoncer à leur intégration ? Faut-il se résoudre à l'idée que des millions d'hommes et de femmes restent définitivement écartés de toute vie civique ? N'est-ce pas un facteur supplémentaire de leur exclusion et de leur fragilité face à la démagogie xénophobe et raciste ?

Cela signifie que la démocratie doit s'élargir. N'est-ce pas ainsi que l'on est passé du suffrage censitaire au suffrage universel, puis du suffrage masculin au suffrage féminin, puis du droit de vote à vingt et un ans au droit de vote à dix-huit ans ?

C'est pourquoi nous appelons à franchir une nouvelle frontière dans la conquête de l'égalité des droits, c'est-à-dire dans l'accès aux droits économiques, sociaux et civiques pour ceux qui en sont partiellement ou totalement exclus. La question est de savoir si le droit de vote aux élections locales répond à la fois à cette perspective de progrès et à une démarche d'ensemble pour l'intégration des immigrés.

Il est injuste et injustifiable qu'au niveau de la commune où ne se décide aucun enjeu de souveraineté nationale, à l'égalité de devoir il n'y ait pas égalité de droit. Car oui, comme le disent nos affiches, les immigrés sont invités à payer l'impôt comme les Français. Il ne s'agit pas ici d'un argument basé sur le montant de l'impôt.

Les règles de l'imposition et donc de contribution à la richesse commune sont les mêmes pour tous. Or les règles de désignation de ceux qui vont gérer ce budget local sont, elles, discriminatoires. Seuls les étrangers n'ont pas voix au chapitre.

Il n'en va pas ainsi, par exemple, pour la Sécurité sociale, les caisses d'allocation familiale, les comités d'entreprise. Aux prud'hommes, qui sont des tribunaux, ils sont électeurs et non éligibles. Ce qui montre en passant que notre droit a déjà institué ce qu'Hervé Lourau semble redouter comme un effondrement de nos institutions, et que la République, (*) Président de SOS-Racisme.

contrairement à ses affirmations, a accordé la partie sans le tout.

Très rapidement, nous serons confrontés à un autre aspect du problème. Les recommandations du Parlement et de la Commission européenne nous invitent à donner le droit de vote aux ressortissants de la Communauté qui vivent en France. Pouvons-nous accepter un droit de vote sélectif aux élections locales, avec un tri entre les bons étrangers, européens, et les mauvais, non européens ? Ou allons-nous être le seul pays d'Europe à ne pas accorder le droit de vote aux élections locales à des non-nationaux et devenir la lanterne rouge de la Communauté en matière de conquêtes démocratiques ?

Les droits civiques, nous dit-on, seraient secondaires au regard de l'amélioration des conditions de vie concrètes des immigrés. Tant de cités HLM, tant de ZUP ne seraient-elles pas autrement traitées si les élus avaient à compter avec les voix des résidents ?

Oui, on peut réduire une inégalité de fait avec l'instauration d'un droit, ça ne suffit pas, mais c'est nécessaire et, à l'inverse, que vaudront, que dureront tels ou tels correctifs apportés à l'inégalité sans le droit qui permet de les consolider, voire de les défendre ? L'égalité réelle ne s'acquiert pas dans l'inégalité formelle.

Imagination et fraternité

« 89 pour l'égalité » est une campagne pour obtenir un million de signatures pour le droit de vote aux élections locales et pour une loi-cadre pour l'intégration : cela veut dire que, pour SOS-Racisme, les deux exigences ne sont pas dissociables mais complémentaires. L'œuvre à accomplir, c'est de faciliter, sur tous les plans, l'intégration : dans les rapports avec l'administration, la police, la justice, pour le logement, la santé, l'éducation. Cela passe aussi par la participation civique. Et, à un président de la République qui a le courage de se jeter dans cette « galère », nous avons, à SOS-Racisme, des propositions législatives à faire.

Finalement, qu'Hervé Lourau juge que le droit de vote des étrangers aux élections locales risque de « ranimer la violence qui s'est tue », qu'il craigne qu'il ne fasse renoncer la France à son « exclusive maîtrise d'elle-même » ou livre le président de la République aux pressions de « tel ou tel conseil étranger », pour reprendre ses expressions, c'est son opinion, et il a bien raison de la défendre.

La Révolution mérite mieux, elle qui fut audace, conquête, imagination et fraternité, que cette frilosité qui semble habiter certains lorsqu'ils abordent la question des droits des immigrés.

« Le Monde de la Révolution française »

(Suite de la première page.)

Il ne suffit pourtant pas de trancher des têtes, fussent-elles couronnées, pour trancher le fil de l'Histoire. Contrairement aux paroles célèbres de l'Internationale, du passé on ne fait jamais « table rase ». Même pas au Cambodge, où Pol Pot s'y est employé plus que quiconque où que ce soit avant lui. Comme un fleuve qui a débordé, la France, après la bourrasque, s'est retrouvée dans son lit. Les privilèges abolis dans la nuit du 4 août ont reparu sous d'autres formes. Fils de la Révolution, Napoléon s'est employé à reconstruire, en y faisant largement entrer ses parents, les structures qu'elle avait cru abolir pour toujours. Albert Sorel a trouvé des mots étonnants pour montrer à quel point cette même Révolution a repris à son compte avec le mythe des frontières naturelles l'ambition séculaire de ceux-là mêmes qu'elle avait renversés.

Une fois faite la part, considérable, de la continuité, on n'en est que plus à l'aise pour constater l'ampleur du ou plutôt des changements intervenus pendant ces années de feu. C'est alors, pour commencer, que meurt définitivement — partie en terre par la foi, toute nouvelle, dans le progrès — une conception de la société rythmée depuis toujours par les saisons de l'année et de la vie. Le vent d'Amérique a soufflé, sur cette rive de l'Atlantique comme sur l'autre. Les hommes vont prendre leur destin en main.

On discutera longtemps du point de savoir laquelle des trois révolutions a porté universelle, l'américaine de 1776, la française de 1789, la russe de 1917, aura été la plus importante. Ce qui est sûr, c'est que sans la première la deuxième n'aurait pas eu lieu et qu'en ce sens l'idée de la troisième par rapport à la deuxième. Et aussi qu'elles ont en commun de devoir énormément, sinon tout, à la force des idées et tout spécialement — sans vouloir sous-estimer, à une époque sans audiovisuel, le poids de l'éloquence — à celle des idées écrites. On ne dira jamais assez le rôle dans leur déclenchement du Common Sense de Thomas Paine, de la brochure de Sieyès sur le Tiers Etat, ou des « thèses d'avril » (« Tout le pouvoir aux Soviets ») de Lénine.

Quotidienneté de l'événement, puissance des mots, rien d'étonnant que 1789 soit marquée par une fabuleuse floraison de journaux, de livres, de pamphlets de toutes sortes. C'est ce qui fait d'elle l'année fondatrice, en France, de la liberté de la presse. Ce n'est donc que justice si l'on a vu se multiplier un peu partout, ces derniers mois, dans les divers médias les récits de la Révolution. C'est ainsi notamment qu'avec son érudition et son art de conter Michel Winock a fait pour les lecteurs du Monde, l'été dernier, l'histoire de quarante de ces tévrouses « journées ».

Le Monde de la Révolution française, que le Monde tout court présente aujourd'hui au public avec la fierté d'un père devant les belles couleurs de son dernier-né, a une ambition

plus directement pédagogique. Certains auraient voulu qu'il fût hebdomadaire, sinon quotidien. C'est été beaucoup demander aux auteurs et aux lecteurs. Nous avons préféré nous en tenir à un rythme mensuel qui nous permettra de consacrer aux sommaires et à la mise en page, comme on pourra le constater, une attention toute particulière.

Aux lycéens, aux étudiants, aux enseignants, au grand public, le Monde de la Révolution apportera, sous une forme extrêmement claire et accessible, une documentation multiforme, vivante et équilibrée sur les grandes dates, les acteurs, les acquis, l'impact économique, culturel, diplomatique de cet incroyable événement d'événements. Des points de vue très divers, des débats montreront que deux cents ans plus tard l'unanimité est loin de s'être faite sur les causes, les effets, les mérites et les crimes de la Révolution. Du moins est-il évident qu'elle a plus que tout autre événement depuis la Réforme bouleversé l'Europe, et, au-delà, un monde extérieur qui n'en était alors, à bien des égards, que le prolongement.

Ce débat sera vif, mais sans passion. Le rappel de nos déclarations d'indépendance, loin d'effrayer ceux du présent, devrait au contraire nous aider à les surmonter. Trois ans après 1989, un autre rendez-vous attend la France : celui de l'Europe, celui d'un avenir gros à la fois d'espoirs et de risques, qu'elle ne saurait aborder sans tenir compte du passé. Non pour s'y perdre, bien sûr, dans la nostalgie d'un âge d'or qui aurait pour les uns commencé et pour les autres fini en 1789. Mais pour en méditer les leçons, et d'abord celle-ci qu'il n'y a pas d'effet sans cause : un choc de cette ampleur ne se serait pas produit s'il n'y avait eu au sein d'un tel décalage entre la richesse des uns et la misère des autres. Or le fait est que le décalage reste grand aujourd'hui entre les pays développés et trop de peuples du tiers-monde et qu'il est loin d'avoir disparu au sein même de nos sociétés, dont le caractère « dual » sante de plus en plus aux yeux.

L'égalité absolue n'est qu'un mythe, et Chateaubriand n'avait pas tort de noter qu'elle entraînait avec le despotisme des « liaisons secrètes ». Mais la liberté, ça se fait, au cours des dernières décennies, tant de progrès dans le monde, perdrait la signification qu'ont voulu lui donner les grands ancêtres si elle se résumait à la possibilité d'exploiter les autres sans vergogne.

L'idéal serait de concilier les deux, et la troisième mot de la trilogie républicaine nous en propose, avec la fraternité, le moyen. La aussi 1789 nous donne une leçon : la fraternité est possible, puisqu'il a existé des moments où, dans le combat ou dans la fête, les hommes se sont effectivement sentis frères. Mais la suite des événements a aussi montré qu'elle ne leur est pas naturelle, et qu'on aurait bien tort, aujourd'hui comme alors, de trop parler sur elle...

ANDRÉ FONTAINE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Benne-Mary (1944-1969), Jacques Fauriol (1969-1982), André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benne-Mary, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouss, Rédacteur en chef : Daniel Verdet, Coordinateur en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Taper LEMONDE code d'accès ABO

Le Monde

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-98-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 30-15 - Taper LEMONDE

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télécopieur : 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

Tél : (1) 42-47-98-72

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Signature : _____

Date : _____

Signature : _____

Date : _____

Signature : _____

Date : _____

Etranger

Le différend américano-libyen et la controverse sur l'usine de Rabta

Le conseil de la Ligue arabe manifeste son souci d'apaisement

Le conseil des ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe, qui s'est réuni jeudi 12 janvier à Tunis en session extraordinaire, a manifesté son souci de calmer la tension américano-libyenne et son inquiétude face à l'imbroglio libanais.

TUNIS
de notre correspondant

A propos de l'incident aérien au cours duquel deux Mig libyens ont été abattus, les ministres ont adopté un ton extrêmement modéré qui tranche avec les récentes prises de position de leurs gouvernements respectifs et qui pourrait bien constituer une réponse à la décision américaine d'annuler l'exercice de tir de missiles qui était prévu en Méditerranée centrale.

Il est vrai que le chef des relations extérieures de la Jamahiriya, M. Azzouzi El Tahi, avait été le premier à se montrer conciliant. Tout en déplorant « le complot américain qui, à travers la Libye, vise l'ensemble du monde arabe », il s'était abstenu de demander des mesures de rétorsion à l'encontre de Washington.

Le communiqué se borne à condamner « l'agression américaine contre les appareils libyens, qui constitue une menace pour la sécurité arabe et celle de la région méditerranéenne » ; à demander aux Etats-Unis de s'abstenir de toute action contre la Libye « qui pourrait avoir des répercussions négatives sur les rapports arabo-américains » et à exprimer sa solidarité avec la Libye « face à toute agression ou menace d'agression américaine ». Il se félicite aussi des dispositions manifestées par Tripoli en faveur d'un règlement négocié de ses différends avec Washington.

Pas plus que lors de sa réunion du 26 décembre (le Monde du 28 décembre), le conseil de la Ligue n'a repoussé à son compte les déclarations de Tripoli relatives à la fabrication d'armes chimiques dans l'usine de Rabta, que M. Azzouzi El Tahi a pourtant renouvelées.

D'autre part, les ministres arabes ont constitué une commission chargée de prendre contact avec les différents partis libanais « pour recueillir leurs avis et suggestions » et « pour déployer des bons offices en vue de la réalisation de l'entente nationale ».

En marge du conseil de la Ligue, le « comité de l'Intifada », créé il y a

un an pour soutenir politiquement et matériellement le soulèvement palestinien, s'est réuni en présence de M. Yasser Arafat. Sans se référer directement au dialogue américano-palestinien, engagé le mois dernier, le communiqué publié au terme de ses délibérations estime que, « pour mesurer l'évolution de la position américaine à l'égard de la cause palestinienne, un critère valable est la reconnaissance des droits nationaux du peuple palestinien, et particulièrement son droit à l'autodétermination et à l'édification de son Etat indépendant sur le sol de sa patrie ».

MICHEL DEURÉ.

Washington s'attend à la restitution par la Libye de la dépouille d'un avion américain abattu lors des bombardements américains sur ce pays en 1988 et l'accueilleraient comme un geste humanitaire, a déclaré jeudi 12 janvier un responsable du département d'Etat. L'agence libyenne Jana avait annoncé que les restes d'un des avions américains abattus lors des raids américains contre Tripoli et Benghazi, le 15 avril 1988, seraient remis vendredi à un représentant du Vatican. (AFP.)

Informations judiciaires contre la firme Imhausen-Chemie

La justice ouest-allemande a ouvert une information judiciaire contre la société Imhausen-Chemie soupçonnée d'avoir participé à la construction de l'usine chimique libyenne de Rabta, a annoncé vendredi 13 janvier, le parquet de Karlsruhe. L'usine de Rabta, au sud de Tripoli, est soupçonnée d'être une fabrique d'armes chimiques.

Grâce à des informations fournies par des satellites espions et les services de renseignement, les Etats-Unis avaient depuis l'été 1987 que la Libye avait obtenu les composants nécessaires à la fabrication de gaz de combat. C'est ce qu'a révélé la chaîne de télévision américaine NBC, vendredi 13 janvier.

Washington aurait recueilli voici huit mois les preuves que la fameuse usine chimique de Rabta avait commencé à fonctionner, dans des proportions limitées, et qu'une partie de la production avait été livrée à la Libye. La chaîne de télévision a également donné des détails supplémentaires concernant l'implication de la firme ouest-allemande dans la construction et l'équipement de cette usine.

En août dernier, une fuite accidentelle de produits chimiques s'est produite sur le site de Rabta. Peu après cet incident, des responsables libyens ont téléphoné à plusieurs entreprises en Allemagne fédérale — dont Imhausen-Chemie — pour leur demander de participer aux opérations de nettoyage rendues nécessaires par cette fuite. Les communications téléphoniques auraient été interceptées par les services secrets américains.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, a déclaré jeudi que les Etats-Unis apprécieraient les efforts entrepris par le gouvernement de Bonn pour définir les responsabilités de la firme ouest-allemande dans la construction de l'usine Pharma 150 à Rabta. Pour sa part, le représentant de la Libye aux Nations unies, M. Ali Treiki, a confirmé que des sociétés de RFA avaient bien participé à la mise en place des installations de Rabta. « Et d'autres aussi », a-t-il déclaré à la chaîne de télévision CBS.

En Belgique, l'homme d'affaires Louis Godot a été placé, jeudi 12 janvier, sous mandat d'arrêt, interpellé la veille à Bruxelles, à la demande des autorités ouest-allemandes, il est inculpé notamment d'usage de faux et d'abus de confiance. Louis Godot, âgé de quarante-quatre ans, dirige une société, Cross Link Group, spécialisée dans le commerce avec la Libye. Des perquisitions au siège de l'entreprise et à son domicile auraient permis de découvrir de fausses factures et des documents selon lesquels il était en rapport avec trois des cinq sociétés ouest-allemandes qui auraient coopéré avec l'usine de Rabta.

ALAIN FRACHON.

Après la conférence de Paris sur les armes chimiques

Le recours à des sanctions n'est pas prévu...

Plusieurs gouvernements ont exprimé leur satisfaction à l'issue de la conférence sur les armes chimiques, tandis que certains mouvements, comme les Verts allemands, dénonçaient l'hypocrisie de l'Occident, et que certains commentateurs de presse insistent sur le fait que la déclaration finale ne prévoit pas de sanctions en cas d'utilisation de ces armes.

Ce texte effectivement ne mentionne pas expressément, contrairement à ce que nous avions indiqué (le Monde du 13 janvier), le recours à des sanctions en cas de violation du protocole de 1925. Les Etats réunis à Paris affirment cependant dans leur déclaration finale que l'ONU « fournit un cadre et un instrument permettant à la communauté internationale d'exercer sa vigilance » et « confirment leur soutien aux initiatives appropriées et efficaces prises à cet égard par l'Organisation des Nations unies conformément à sa Charte ». La référence explicite au chapitre 7 de la Charte, qui prévoit les actions de l'ONU « en cas de rupture de la paix et d'agression », avait été réclamée notamment par M. George Shultz dans son intervention. Et bien que le texte adopté soit beaucoup moins précis, c'est comme une référence au chapitre 7 de la Charte de l'ONU que le général Burns, membre de la délégation américaine à Paris, l'a interprété.

Répondant à la question d'un journaliste qui l'interrogeait sur cette imprécision en matière de sanctions, M. Roland Dumas a rappelé, lui aussi, mercredi, que « la Charte, dans son paragraphe 7, permet déjà de poursuivre les violations avérées ». La France, a-t-il ajouté, a évoqué aux Nations unies la possibilité de prendre une initiative au Conseil de sécurité en cas de violation. C'était une allusion au discours prononcé par M. Mitterrand à New-York fin septembre, dans lequel le président de la République évoquait entre autres la possibilité d'adopter des mesures d'embargo contre le pays en cause.

L'attestation des faits

La déclaration de Paris est, d'autre part, très explicite sur la question de l'attestation des faits en cas de violation présumée. Elle souligne en effet le soutien des pays réunis à Paris au secrétaire général pour diligenter des enquêtes et demande que l'efficacité des procédures existantes soit renforcée.

On se souvient par exemple qu'en septembre dernier la Turquie et l'Irak avaient refusé de recevoir des missions d'enquête de l'ONU après qu'avaient été formulées de nouvelles accusations d'utilisation par l'Irak d'armes chimiques contre les Kurdes. Un tel refus devient beaucoup plus difficile après la déclaration de Paris.

Amériques

MEXIQUE : les accusations contre l'homme fort du syndicat du pétrole

« La Quina » revient sur ses aveux

Mexico. — « J'ai signé parce qu'on m'a affirmé que, si je ne reconnaissais pas au moins une partie des faits qui me sont reprochés, on allait arrêter des pressions sur les travailleurs et sur ma famille ». Depuis sa prison, en direct devant les caméras de la télévision mexicaine, M. Joaquin Hernandez Galicia, principal dirigeant du syndicat des employés du secteur pétrolier, a pu ainsi revenir sur ses aveux, jeudi 12 janvier.

M. Hernandez Galicia, dit « La Quina », venait d'être inculpé d'homicide, de détention illégale d'armes et de fraude fiscale. Il avait été arrêté mardi dans son fief de Ciudad-Madero, au cours d'une vaste opération de police où un agent du ministère public avait été tué. Deux cents mitrailleurs et trente mille cartouches ont été saisies à son domicile. Dans ses premières déclarations devant la justice, il avait déclaré que ces armes étaient destinées « à la défense des syndicats, étant donné la situation dans le pays ».

Une personnalité du gouvernement, gardant l'anonymat, avait déclaré mercredi qu'il s'agissait de « La Quina » et de quarante-cinq autres membres du syndicat étaient justifiés par le projet prêt à cette organisation

ouvrière de s'opposer par la force à une éventuelle privatisation — partielle — de la compagnie pétrolière nationale PEMEX. Selon certaines informations, non confirmées, le Syndicat des travailleurs du pétrole de la République mexicaine (STPRM) devait, dans ce cas, prendre le contrôle d'installations-clés de la PEMEX. Fort de 10 000 adhérents, le STPRM, véritable « Etat dans l'Etat », aux méthodes souvent « musclées », aurait bâti un empire financier, notamment en « vendant » les emplois au sein de la PEMEX où il dispose d'un quasi-monopole de l'embauche.

Au tri de Joaquin, écoute, le peuple est en lutte », une dizaine de milliers de personnes, membres des syndicats ou de l'opposition de gauche, ont défilé, jeudi soir, devant le palais présidentiel à Mexico, réclamant la libération de « La Quina ». La manifestation s'est déroulée dans le calme. D'autre part, la grève qui avait affecté plusieurs centres de la PEMEX, après l'arrestation de « La Quina », paraît avoir cessé.

M. George Bush a apporté son soutien au président mexicain en déclarant, jeudi, à Washington : « Il semble qu'il [M. Salinas] a adopté une attitude très courageuse. » (AFP, Reuters.)

ISRAËL : accusé de « mollesse »

M. Shamir a été conquis par des colons de Cisjordanie

La révolte des colons israéliens de Cisjordanie s'est poursuivie jeudi 12 janvier et le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a pu lui-même en éprouver l'impact. Le chef du Likoud (droite), le parti qui entend, en principe, défendre les implantations dans les territoires occupés, a été conquis et copieusement insulté par plusieurs dizaines de colons.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

M. Shamir s'était rendu, à la mi-journée, dans la petite implantation de Bracha pour participer à une cérémonie à la mémoire d'un résident de la localité assassiné il y a un mois. A peine avait-il commencé à parler qu'il a été pris à partie par une bonne moitié de l'assistance. Cris, insultes et pancartes accusatrices : « Traître », « Tu es coupable », (des attentats contre les colons), « Tu es en train de créer un Etat palestinien ».

L'ensemble résumait les griefs des colons à l'égard du gouvernement. On lui reprochait, péle-mêle, une répression « trop molle » du soulèvement palestinien, une dégradation constante de la sécurité des implantations israéliennes en Cisjordanie et à Gaza et un projet d'auto-

nomie pour les territoires qui, selon les colons, débouchera forcément un jour sur l'indépendance.

Ailleurs, dans tout le nord de la Cisjordanie, les colons ont observé une grève générale. Plusieurs centaines d'entre eux ont manifesté et là, la plupart du temps très pacifiquement. Avec hésitation, embarras et retenue, l'armée a tenté de disperser ces rassemblements où les femmes étaient nombreuses. L'une d'entre elles a même eu un contact le visage d'un officier des gardes-frontière.

Appel au calme

A Bracha, M. Shamir, qui a dû écourter son discours, a mis en garde contre les querelles entre Israéliens. « Dans une guerre civile, personne n'a raison », a dit le premier ministre, avant de traiter certains de ses interlocuteurs de « fous ». Le ministre de la défense, le travailliste Itzhak Rabin, a, lui aussi, appelé au calme, déclarant que la Cisjordanie ne devait pas devenir le théâtre d'affrontements entre Israéliens.

Le mouvement de colère des colons, dont la télévision a très largement rendu compte, n'a guère suscité d'écho à la Knesset, où seuls les petits partis d'extrême droite s'en sont fait le relais politique. Le nom-

bre d'Israéliens résidant en Cisjordanie a peu évolué au cours des dernières années : de soixante mille à soixante-dix mille personnes.

Simultanément, les affrontements entre l'armée et les manifestants palestiniens se sont poursuivis sans relâche. Dans le nord de la Cisjordanie, à Tulkarem, l'annonce du décès d'un adolescent à la suite de blessures reçues la semaine passée a fait descendre plusieurs centaines de personnes dans les rues. Des drapés palestiniens ont été brandis et des pierres lancées sur les soldats qui ont répliqué en ouvrant le feu : un garçon de douze ans a été tué. Des accrochages ont eu lieu à Hébron, Naplouse et Anabta : une trentaine de Palestiniens ont été blessés par balles, certains très grièvement. Depuis le début de la semaine, chaque journée sans exception s'est achevée avec un nombre de blessés par balles supérieur à dix.

A Jérusalem, le couvre-feu a été instauré jeudi sur le quartier arabe de Silwan, au bord de la vieille ville. Silwan, un village de quelques milliers d'habitants, a été, ces derniers mois, le théâtre de nombreuses manifestations. La mesure n'en est pas moins exceptionnelle : depuis 1967, c'est la troisième fois seulement qu'un couvre-feu est imposé dans le secteur palestinien de Jérusalem.

ALAIN FRACHON.

L'affaire Valente

Une lettre de M. Jacques Miquel

Après notre article consacré à la libération de Marie-Laure et Virginie Bételle, les deux petites filles de Jacqueline Valente enlevées et détenues en otages par le groupe d'Abou Nidal (le Monde du 31 décembre 1988), M. Jacques Miquel nous précise :

Mon confrère, M. Yves-Eric Masciani, conseil de Pascal Bételle, père de Marie-Laure et Virginie et moi-même, conseil de M. Brigitte Valente, mère de Jacqueline Valente et grand-mère des petites filles, sommes intervenus depuis quatorze mois dans ce dossier en parfait concours pour activer la libération des otages, parmi lesquels se trouvaient deux petites filles et un bébé. Le conflit familial consécutif au divorce des parents de Marie-Laure et Virginie était à nos yeux tout à fait accessoire. D'évidence, ce conflit n'a pas été, à plusieurs reprises, comme vous n'hésitez pas à le soutenir, à l'origine de l'échec des négociations dans les mois précédents.

Au-delà de ces inexactitudes et approximations, il convient également de relever le caractère mal fondé de votre propos lorsque vous écrivez que M. Jacqueline Valente n'est pas un otage ordinaire et que, séparée de son compagnon, elle vivrait désormais avec l'un de ses ravisseurs palestiniens.

Cette allégation préjudiciable très gravement aux intérêts fondamentaux de M. Jacqueline Valente et de sa famille. Il est regrettable que, victime du terrorisme, M. Jacqueline Valente soit également victime de rumeurs incontrôlables.

Lors d'un colloque à Paris

Des dirigeants de l'OLP et des députés israéliens demandent l'aide de l'Europe

La salle Médicis du Sénat, à Paris, a été, jeudi 12 janvier, le cadre d'un spectacle peu banal : un conseiller politique de M. Yasser Arafat, le chef de l'OLP, M. Nabil Shaath, et un député israélien, M. Yair Tsaaban, se sont succédé à la tribune pour y lancer un appel à l'aide à l'Europe.

C'était la première fois que des responsables de l'OLP et des élus israéliens se retrouvaient dans une même enceinte depuis la proclamation d'un Etat palestinien indépendant et la reconnaissance par M. Arafat de l'Etat hébreu.

Occasion de cette rencontre : un colloque organisé par l'association Initiative pour la paix au Proche-Orient sur le thème « Comment l'Europe peut-elle contribuer à un règlement politique du conflit ? ». « L'Europe », a répondu M. Shaath, en raison de son passé historique, peut être notre témoin. L'Europe, qui nous a persuadés, peut persuader l'autre côté. Nous avons fait le pas le plus important. A l'autre côté de prendre ses risques. » Président du groupe parlementaire du Parti Mapam — gauche — M. Tsaaban a estimé, quant à lui, que l'Europe, « en raison même de son sentiment de culpabilité à l'égard des juifs, doit aider les Israéliens à surmonter leurs craintes ». « Un grand ami, a-

t-il ajouté, a le droit de critiquer ses amis ».

Trois autres députés israéliens se trouvaient dans l'auditoire : M. Shulamit Aloni, animatrice du Parti de centre gauche Ratz (Mouvement des droits civiques) et deux élus du Parti travailliste, M. Lova Eliav, vétéran des rencontres israélo-arabes, et M. Ora Namir. La présence à Paris de cette dernière est sans doute la plus significative. — bien qu'elle soit une colombe notoire, M. Namir est très proche du ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin.

A la différence de M. Tsaaban et de M. Aloni, les deux députés travaillistes sont venus à Paris à titre personnel. Et pour cause, puisqu'ils ont bravé une loi de 1986 interdisant tout contact entre des Israéliens et des membres d'une organisation « terroriste » (sous-entendu l'OLP). A la veille de leur départ, un groupe de députés de droite a même exercé une ultime pression sur eux en tentant vainement de faire lever l'immunité parlementaire qui les protège contre toute poursuite.

Jeudi, Israéliens et Palestiniens se sont rencontrés mais n'ont pas débattu du conflit qui les oppose. Leur dialogue devait avoir lieu vendredi, seconde et dernière journée du colloque dont ils sont les invités.

JOURNÉES EUROPÉENNES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

BULL.S.A. ■ COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX ■ CRÉDIT LYONNAIS ■ FRANCE TÉLÉCOM ■

31 janvier - 1^{er} février 89
Palais des Congrès, Paris-Issy-les-Moulineaux

FORCES ET FAIBLESSES DES COLLECTIVITÉS LOCALES EUROPÉENNES AVANT 1993

Sous le patronage de Jacques Delors, président de la C.E.E.

Rosa Benayes député de Catalogne	Michel Girard président de l'A.M.F.	Patrick Lucas président de Gras Savoye président du comité de gestion de la F.G.V.	Alain Richard député-maire de Saint-Quentin-launoy, président du conseil d'orientation de la F.G.V.
Juan Antonio Barranco maire de Madrid	Joerg Gomis I Martí représentant du président de la généralité de Catalogne	Robert Maxwell président de Maxwell Communications Corp.	André Rossmat ancien ministre, député-maire de Nant.
Jean Michel Baylet ministre des collectivités locales	De Martin Grüber bourgmestre d'Offenburg	Joey Moinet senateur de Charente Maritime	André Santini ancien ministre, député-maire d'Issy-les-Moulineaux, vice-président de la F.G.V.
Ada Becchi-Collida député italien	Jacques Guyard député-maire d'Evry	Roland Nungesser ancien ministre, député-maire de Nogent-sur-Marne	Gérard Saumade député, président du conseil général de l'Hérault
Jacques Chérèque ministre de l'aménagement du territoire	Dr Joseph Hoffmann bourgmestre de Mavence, président du C.C.R.E.	Dominique Porben député-maire de Chalons-sur-Saône	Pierluigi Severi premier adjoint au maire de Rome
Geoffrey Cook maire de Newcastle	Dr Ute-Lage Kupper directeur du développement de la ville de Cologne	Jean-Marie Rausch ministre du commerce extérieur	Alan Whitehead président du conseil municipal de Southampton
Edith Cresson ministre des affaires européennes	Enkelo Landaburu directeur général à la C.E.E.	Dr Gerhard Rembold adjoint au maire de Karlsruhe	
Jean-Marcel Delbosse ancien ministre, sénateur de Liège	Georges Lemoine député-maire de Chartres		
Mariette Girard directeur au ministère des affaires sociales			

et 40 professeurs, experts ou élus politiques de 11 pays de la C.E.E.

AVEC LA COLLABORATION DU CONSEIL DES COMMUNES ET REGIONS D'EUROPE

FONDATION POUR LA GESTION DES VILLES, 39, RUE LA BOÉTIE, PARIS 8^e
TEL. 42.56.39.70 TÉLÉCOPIE 42.55.89.36

هكذا من الأصل

Diplomatie

Créée il y a un an

La brigade franco-ouest-allemande ne sera pas opérationnelle avant le début de 1991

BOBLINGEN (RFA)
de notre envoyé spécial

Pour l'instant, ce premier détachement reste modeste : un état-major de troupes et un Français et de vingt-deux Allemands qui ont pour tâche, sous les ordres du général Jean-Pierre Senguen (de l'armée française) secondé par le colonel Günther Wassenberg (de la Bundeswehr), de préparer la « montée en puissance » d'une unité qui réunira au total 4 200 hommes (dont 2 063 Français) et environ un millier de véhicules.

« Le premier pas est fait », a dit le général Foray. Il faudra en accomplir encore beaucoup d'autres, car, si les bataillons ouest-allemands, qui composeront la brigade, sont connus, les régiments français, de leur côté, n'ont pas été publiquement désignés. Pour la raison que la mise sur pied de cette unité commune va obliger les Français à remanier leur dispositif. La « gymnastique » sera nécessairement savante. D'abord, constituer la brigade en prélevant, sur le corps d'armée français outre-Rhin, le 110^e régiment d'infanterie cantonné à Donaueschingen avec ses véhicules de l'avant blindés (VAB), et en faisant venir de France un régiment blindé léger (avec ses blindés à roues AMX-10 RC), qu'on installera aussi à Donaueschingen, ainsi qu'un escadron de reconnaissance (avec ses véhicules blindés légers Panhard) qu'on implantera à Boblingen. Ensuite, amener de France un autre régiment, qui remplacera le 110^e régiment d'infanterie au sein du corps d'armée outre-Rhin, pour conserver le même volume des effectifs français (soit 48 000 hommes) en Allemagne.

Pour quelles missions ?

On devine aisément les difficultés logistiques et immobilières qu'il faudra

La brigade franco-ouest-allemande, dont la création avait été décidée il y a un an par M. François Mitterrand et Helmut Kohl, ne sera pas totalement constituée avant octobre 1990, et sa première manœuvre n'est pas prévue avant le début de 1991. C'est le calendrier annoncé, jeudi 12 janvier, devant le front des troupes, par le chef d'état-major de l'armée de terre française, le général Gilbert Foray, et par son homologue de l'armée de terre ouest-allemande, le général Henning von Ondarza, venus tous deux à Boblingen pour installer officiellement le premier échelon de la brigade commune.

surmonter, sans compter les problèmes organisationnels (discipline, modalités de travail conjoint, soldes, uniformes, interopérabilité des matériels, etc.) et avant d'espérer vouloir définir les missions opérationnelles attribuées à la brigade. Les deux chefs d'état-major présents à Boblingen n'ont pas caché qu'ils s'y employaient à raison d'une rencontre formelle tous les deux mois environ.

De part et d'autre, on souhaite que la brigade ne soit pas un « gadget » de la coopération entre les deux pays. Le général Foray s'est beaucoup attaché, devant la presse, à expliquer qu'il s'agit de concevoir une « brigade opérationnelle » devant « contribuer au pilier franco-allemand de notre défense commune ». Pour quelles missions ? « Nous réfléchissons actuelle-

ment à plusieurs hypothèses », a répliqué le chef d'état-major français sans davantage de précisions.

Les deux armées de terre, en effet, sont en quête d'une nouvelle organisation pour l'an 2000, que ne manquera pas de dicter leurs budgets respectifs, la déflation progressive de leurs effectifs, l'introduction de matériels modernes et, naturellement, la diminution de la tension avec l'Est.

En attendant, le schéma retenu pour la brigade est double : soit elle sera placée sous le « contrôle opérationnel » (qui est une forme plus souple de commandement) de l'armée territoriale ouest-allemande — qui relève du chef d'état-major adjoint de l'armée de terre ouest-allemande et non pas de l'OTAN, — soit elle sera sous le « contrôle opérationnel » d'un corps d'armée français ou d'un corps d'armée ouest-allemand. Les Français l'ont préféré ainsi. Histoire de sauvegarder leur autonomie dans l'alliance. « Nous nous confions la mission de réussir », a dit le général Foray à ses soldats.

JACQUES ISNARD.

Afrique

ANGOLA

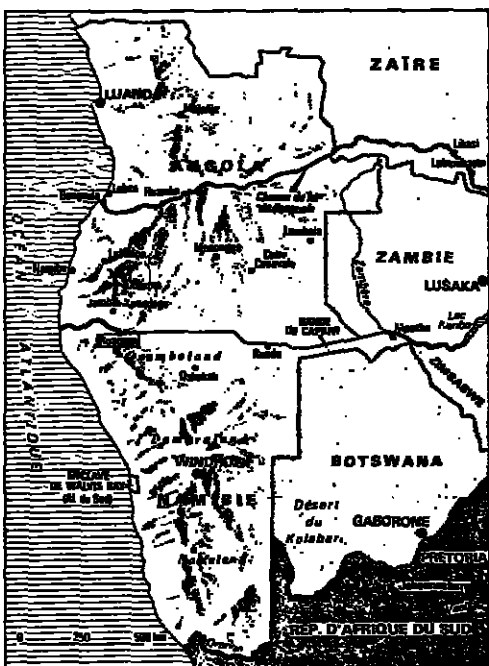
Espoirs de paix durable à la frontière namibienne

La paix est revenue sur la frontière longtemps troublée entre l'Angola et la Namibie. Une paix toujours précaire mais effective depuis les accords de cessez-le-feu d'août dernier suivis à la fin du mois par le retrait des troupes sud-africaines. Tout est parfaitement calme sur les bords de la rivière Camero, qui délimite les deux pays.

RUACANA
(frontière namibienne)
de notre envoyé spécial

Le major angolais Valeriano Martinho affiche une étonnante sérénité. Numéro deux de la commission militaire conjointe de contrôle (JMCC), il arbore au bras droit le brassard orange de sa fonction avec inscriptions en trois langues : africaines, anglaises et portugaises. Ils sont six de chaque camp — Angolais, Cubains, Sud-Africains — à composer cet organisme de vérification de la cessation des combats. Cinq jours par semaine, ils se réunissent pour discuter des éventuelles violations. Le major est formel : il n'y en a eu aucune. Pas le moindre incident n'est venu ternir l'espérance de paix encore toute neuve après vingt-deux ans d'escarmouches, de massacres et plus de dix ans d'opérations sud-africaines en territoire angolais.

Donc, tout va bien. Seul point noir : trois des onze postes de contrôle prévus sur les 950 kilomètres de la frontière n'ont pas été installés le long de la bande de Caprivi. Selon le major Martinho, Pretoria promet toujours de le faire dans un proche avenir, mais rien ne se concrétise. Il hésite donc à y installer ses hommes, car, auparavant, il faudrait débarrasser le terrain des rebelles de l'UNITA et de ce fait



s'exposer aux accusations de violation de l'accord.

Cette situation le préoccupe, car il soupçonne Pretoria de continuer à ravitailler les hommes de M. Jonas Savimbi. Des soupçons seulement, aucune preuve. Comme il ne peut confirmer également que les guérilleros se sont repliés dans la bande de Caprivi dans la crainte, ces derniers mois, d'une vaste offensive angolaise pour déloger le général Savimbi des zones qu'il contrôle dans le sud-est du pays.

D'ailleurs, pourquoi n'aurait pas profité du renforcement militaire de

La Havane dans le sud de l'Angola pour tenter de réduire les maquisards de l'UNITA ? A Luanda, on affirme officiellement que c'est uniquement pour épargner la vie des femmes et des enfants, notamment à Jamba, le quartier général de M. Jonas Savimbi. Sans doute aussi pour éviter une nouvelle intervention de Pretoria, qui ne manquerait pas de voler au secours de son protégé. Si les Cubains patrouillent dans la région centrale de l'Ovambo, ils ne se sont toutefois pas aventurés plus à l'est. Le corps expéditionnaire de M. Fidel Castro a néanmoins consti-

dérablement renforcé son potentiel dans le Sud.

Pour preuve, la base aérienne de Cahama, à 140 kilomètres de la frontière, qui a été inaugurée en juin dernier. Une double piste capable d'accueillir les Mig-23 dissimulés à proximité et qui, comme le précise un immense écriteau reproduisant une déclaration du dirigeant cubain, a été construite en deux mois et deux jours. Plus au sud, la piste de l'aéroport de Xangongo a également été rallongée.

Tout un dispositif qui a contribué à la perte de la maîtrise aérienne sud-africaine dans le secteur et que les Cubains devront abandonner en vertu du redéploiement vers le nord imposé par les accords de New-York du 22 décembre. L'armée angolaise pourra-t-elle par la suite maintenir l'efficacité de ce potentiel ? Là est toute la question.

Pour l'instant, l'humour est plutôt à l'optimisme, à la détente et à la modération. Le major Martinho est confiant. Il estime que les incidents survenus récemment au nord de la Namibie et attribués à la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) ne le concernent pas : « C'est une question interne namibienne ». Pas plus d'ailleurs que l'atterrissage d'urgence d'un Mig-1 à court de carburant, le 13 décembre, à proximité d'Ojivango, au nord de Windhoek. Une violation de l'espace aérien namibien que les Sud-Africains avaient refusé de monter en épingle.

C'est là un signe supplémentaire des nouveaux rapports, détendus, qui se sont instaurés sur le terrain. Il s'agit d'éviter toute bavure dommageable pour l'avenir de la paix.

MICHEL BOLE-RICHARD.

ALGÉRIE : en dépit de pressions

Un débat sur le rôle du médecin face à la torture a eu lieu à Alger

Malgré différentes pressions, une journée d'études intitulée « Le médecin face à la torture » a été organisée, mercredi 11 janvier, à l'hôpital Mustapha d'Alger par des médecins en association avec le Comité de lutte permanent contre la répression et la torture, rapporte l'A.P.P. Un historien, M. Mahfoud Kaddache, a souligné que la lutte contre la torture est « inséparable de celle pour la démocratie ». Un imam, le cheikh Mohamed Saidi, a évoqué le rejet de la torture par l'islam et un journaliste a estimé qu'il existait « une alliance de fait entre tortionnaires et censeurs ».

Cinq personnes — un médecin, un dentiste, un syndicaliste, un journaliste et un universitaire — avaient été convoquées par la Délégation générale à la prévention et à la sécurité (DGPS, ex-Sécurité militaire), en relation, semble-t-il, avec cette journée d'étude. Les intéressés, qui se sont déjà rendus à la convocation, ont déclaré que la DGPS leur avait fait savoir que « la récréation était terminée » et que « l'agitation devait cesser ». Rappelons que trois invités à cette journée d'études ont été refoulés mardi à leur arrivée à l'aéroport d'Alger : le docteur Hélène Jaffé, présidente de l'AVRE (Association d'aide aux victimes de la répression en exil), le docteur Dominique Monchicourt, vice-président

de Médecine du monde, et une autre responsable de cette organisation, le docteur Dinah Vernant (Le Monde des 12 et 13 janvier).

Le quotidien en langue arabe, *Al Chabab*, s'était indigné, mercredi, de la présence à cette manifestation d'une « partie étrangère, noire ennemi d'hier qui ne réagissait pas aux boucheries collectives de l'armée française » au cours de la guerre de libération algérienne. « Ceux qui veulent donner des leçons à l'Algérie dans le domaine du respect des droits de l'homme se trompent dans leurs appréciations », écrit le journal, qui se dit « convaincu que leurs objectifs sont très éloignés de l'humanité ».

Des Touaregs

détenus sans jugement. D'autre part, selon une source privée, les familles d'une dizaine de Touaregs arrêtés le 17 juillet 1988 à Ouargla, dans le sud de l'Algérie, sont de plus en plus inquiètes. Elles n'ont pu les voir depuis leur incarcération et n'ont obtenu aucune explication officielle à leur sujet. Selon cette source, ces dix hommes, dont l'identité est établie, n'ont commis aucun acte de violence mais la Sécurité militaire algérienne leur repro-

cherait des contacts avec des militants berbères de Kabylie.

Depuis 1982, plusieurs séries d'arrestations auraient eu lieu dans les milieux touaregs d'Algérie. Huit Touaregs détenus à Blida ont été jugés et condamnés en 1987 à de lourdes peines pour une obscure affaire d'insurrection au Mali. Mais d'autres — par exemple dix hommes arrêtés en avril 1982 à In-Ghezam — sont détenus sans jugement dans des lieux inconnus sans aucun contact avec l'extérieur.

Le conflit du Sahara occidental : mission de l'ONU à El-Ayoun. — M. Hector Gros Espiell, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, est arrivé, jeudi 12 janvier, à El-Ayoun pour une mission d'information en vue de l'organisation d'un référendum d'autodétermination du Sahara occidental. Il avait été reçu, mercredi à Marrakech, par le roi Hassan II. Ses entretiens avec les responsables marocains portent notamment sur le statut des forces armées et de l'administration marocaine durant la période de présentation du référendum. Après El-Ayoun, il se rendra à Nouakchott, Tindouf, Alger et Bamako. (A.P.P.)

Asie

Dans la foulée du rapprochement sino-soviétique

Le processus de normalisation entre Hanoï et Pékin est engagé

Pompe de discorde entre Pékin et Hanoï, le Cambodge aura été au cœur des discussions qu'a eues le ministre chinois des affaires étrangères, actuellement en visite officielle à Paris, avec les responsables français. M. Qian Qichen, qui a été reçu jeudi 12 janvier par le président Mitterrand, ainsi que par MM. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, a déclaré à la sortie de l'Élysée que Paris et Pékin avaient des « positions identiques ou proches » sur le Cambodge : « Nous souhaitons tous une solution équitable et rationnelle à ce problème, et nos deux pays peuvent jouer un rôle important en ce sens », a-t-il ajouté.

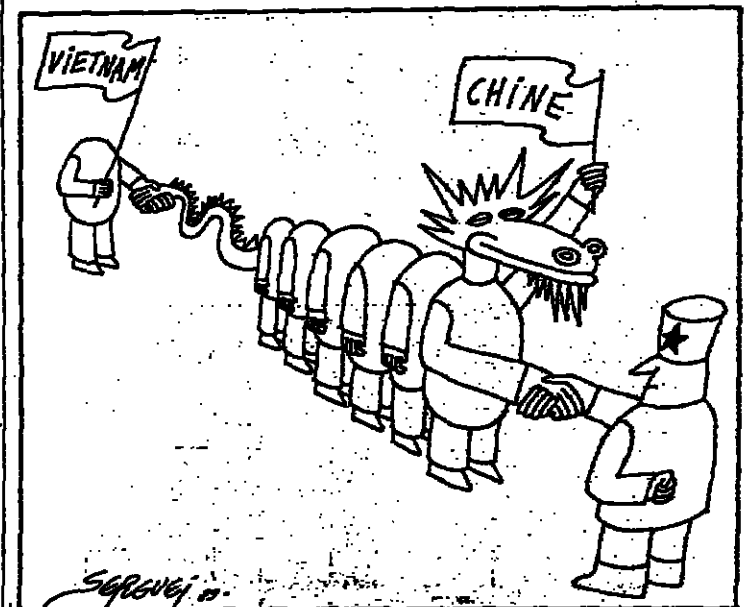
PEKIN
de notre correspondant

Près de douze ans après la rapide détérioration des relations entre les deux alliés qui se disaient jadis aussi proches que « les lèvres et les dents », un processus de normalisation entre la Chine et le Vietnam, à la faveur d'un règlement politique du conflit cambodgien, est bel et bien engagé et semble devoir franchir sous peu une étape importante.

Pékin n'a pas apporté de démenti aux informations annonçant la venue imminente d'un vice-ministre des affaires étrangères vietnamien (Le Monde du 13 janvier) dans la capitale chinoise. Les deux pays passent pour s'être mis d'accord pour présenter cette visite comme « non officielle », ce qui n'a guère de sens autre que purement formel : du « non officiel », il faudra bien passer

en effet, que cette normalisation sino-vietnamienne, dans la foulée du rapprochement sino-soviétique que couronnera la visite de M. Gorbatchev à Pékin dans les prochains mois, sera laborieuse, malgré les efforts déployés en façade. Le contentieux sino-vietnamien a pris des formes particulièrement complexes et s'inscrit dans une longue histoire de rapports conflictuels, passionnels, que n'oblitéreront pas des proclamations de nouvelle amitié.

L'inimitié entre la Chine et le Vietnam avait éclaté au grand jour avec l'exode — « forcé », selon Pékin, « provoqué par Pékin », selon Hanoï — de centaines de milliers de Vietnamiens d'ascendance chinoise à travers la frontière vers la Chine, au printemps 1978. Il était vite apparu, toutefois, que ce n'était là que le symptôme d'une crise plus profonde dont le véritable moteur



ultérieurement au plan officiel et l'on envisage déjà, pour étape suivante, une rencontre entre les ministres des affaires étrangères MM. Qian Qichen et Nguyen Co Thach, dans le courant de cette année.

Le vice-ministre vietnamien en question — son identité n'est pas encore totalement confirmée — pourrait venir à Pékin sous prétexte d'inspecter l'ambassade du Vietnam, qui n'a pas reçu de haut visiteur venu de Hanoï depuis les conversations, totalement improductives, à ce même niveau de vice-ministres des affaires étrangères à la suite du conflit frontalier de février-mars 1979. Le vice-ministre, ne serait donc pas invité par la Chine, mais son séjour serait l'occasion d'une rencontre devant faire office de « courtoisie » initiale du Vietnam envers Pékin, selon un rite vieux de plusieurs centaines d'années entre l'ancien empire du Milieu et son turbulent royaume tributaire du Sud.

Une familiarité réciproque

Il semble, de même, acquis que ce « courtois » devrait avoir lieu avant la venue de M. Edouard Charvardaz, attendu à Pékin au tout début du mois de février — du 2 au 4, selon des sources soviétiques, — de manière à marquer ostensiblement une amélioration du climat entre la Chine et le Vietnam pour la visite de retour du chef de la diplomatie soviétique répondant à celle de son homologue chinois à Moscou fin 1988.

Le déblocage auquel on assiste avait été précédé d'un très discret réchauffement dans les relations tumultueuses des deux voisins. Hanoï a supprimé, fin décembre, du préambule de sa Constitution les remarques explicitement hostiles à la Chine, qui figuraient aux côtés de la France et des États-Unis parmi les ennemis historiques du Vietnam. Peu après, sa radio a cessé d'émettre un programme régulier, préparé par l'armée, qui énumérait les vilénies reprochées à Pékin. Au cours de la seconde moitié de l'année dernière, les diplomates des deux pays ont eu des conversations informelles, certaines à l'occasion de dîners privés. Hanoï a aussi, par un geste de l'eau dans son vin sur le problème cambodgien, en acceptant le principe d'une force internationale de maintien de la paix et en promettant de cesser d'aider la résistance khmère en cas de retrait militaire vietnamien.

Le silence de Pékin sur cette visite prochaine traduit une volonté de ne pas paraître céder à la tentation, prêter à Hanoï, de précipiter les choses. Il ne fait guère de doute,

était le conflit cambodgien naissant entre les Khmers rouges installés à Phnom-Penh et les maîtres communistes du Vietnam réaffirmé qui s'étaient alliés à Moscou.

Par la suite, le conflit de 1979 et les incidents armés qui éclatèrent sporadiquement sur la frontière sino-vietnamienne ont toujours constitué des manifestations de pression militaire liées aux péripéties du champ de bataille cambodgien. Dans le pourrissement généralisé de leurs relations, la Chine et le Vietnam en vinrent à s'adresser les pires insultes et à s'accuser publiquement des atrocités les plus graves survenues, à les en croire, alors même que les deux pays se posaient en frères jurés dans la lutte commune contre « l'impérialisme américain ». L'an dernier, le contentieux s'est encore aggravé avec l'arrivée des forces navales chinoises dans les Spratleys, le plus méridional des deux archipels de mer de Chine mutuellement revendiqués par Pékin et Hanoï, où jusqu'alors les forces vietnamiennes n'avaient pas eu à redouter la présence des Chinois.

L'hostilité sino-vietnamienne et les convergences d'intérêts qui en découlent ont déterminé dans une large mesure, pendant une décennie, l'ensemble des relations des pays de la région Asie-Pacifique. Indirectement, par le jeu des alliances, la rivalité entre Pékin et Hanoï a eu des retombées économiques importantes, comme l'émergence des nations en voie d'industrialisation rapide, la Thaïlande en particulier.

Mais le déroulement de la dernière décennie montre également que Pékin et Hanoï ont toujours parvenus à contenir cette hostilité dans des limites elles aussi héritées de ce passé, virtuellement décidées d'un commun accord. Alors que, d'un commun accord, fin décembre, durant la guerre de février-mars 1979, les troupes des deux pays s'entretenaient sur la frontière terrestre commune, leurs ambassades continuaient de fonctionner pour ainsi dire normalement, au niveau des chargés d'affaires. Malgré l'interruption des communications télégraphiques directes, les deux agences de presse nationales continuaient, sans la moindre interruption, de diffuser par câble leurs informations dans la capitale ennemie. Les déclarations diplomatiques échangées entre Pékin et Hanoï depuis dix ans ont toujours témoigné d'une rare intelligence mutuelle des positions respectives derrière le langage codé des rappels historiques ou des gestes symboliques. Cette familiarité réciproque, enracinée dans l'héritage culturel commun, est à la fois une cause de la bruyante et un atout pour la restauration de rapports normaux entre eux.

FRANCIS DERON.

19, av. Victor Hugo - 16^e

SOLDES D'HIVER

Barnett

Chemisier Habillé

BLAZER Serge P.L.	1980 F
LODGE T-shirt	1980 F
WESTE 100% Shetland	1980 F
COSTUME 100% 100	2200 F
WANTAU 90% 100	2200 F
Chemisier, pull, chemise, gilet, etc.	

Offre spéciale :
PANTON MESSURE INDUSTRIELLE
Pure Laine Fine COSTUME 2200 F

Le processus de normalisation
Hanoi et Pékin est en

Le processus de normalisation
Hanoi et Pékin est en

Le processus de normalisation
Hanoi et Pékin est en

Le processus de normalisation
Hanoi et Pékin est en

Le processus de normalisation
Hanoi et Pékin est en

Le processus de normalisation
Hanoi et Pékin est en



vosre entreprise.

Avec le récepteur de poche Opérateur TDF, vous pouvez recevoir un message envoyé à partir d'un simple téléphone ou d'un Minitel, où que vous vous trouviez en France. Et cela, du monde entier, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. Il suffit que votre

Il vous suffit parfois de monter dans un train pour disparaître. Dès le départ, vous voilà totalement déconnecté du monde des affaires. Cliniquement mort pour

correspondant compose le numéro du centre d'appel Opérateur TDF et donne votre numéro d'abonné. Il peut ensuite transmettre son message que vous verrez apparaître sur l'écran de votre récepteur.

Opérateur TDF garde en mémoire jusqu'à 6 appels différents. Le prix de l'abonnement au service n'est que de 6,50 F HT par jour.

OPERATOR TDF

Votre agent de liaison national.

Plus de 6 millions d'hommes d'affaires américains utilisent chaque jour un récepteur de poche.

Pour ne pas disparaître de la circulation, demandez vite une documentation. Appelez le (1) 45.85.69.69, ou tapez le 3615 TDF, ou bien retournez le coupon ci-dessous.

Nom	Prénom
Fonction	Société
Adresse	
	Tél. LM 2
Opérateur TDF - 72, rue Régnault - 75013 Paris.	

Europe

Le Parti socialiste grec à l'épreuve des scandales

Le populisme dévoyé d'Andréas Papandréou

(Suite de la première page.)

Ce moment-là, cette démonstration massive de popularité, devait effacer définitivement le scandale, tirer le rideau sur les héros fatigués de ce piètre théâtre grec, remettre en selle le chef du gouvernement et le PASOK en bonne posture pour la dernière ligne droite avant les élections du printemps prochain.

Le « scandale Dimitra » ne réside pas tant dans la liaison elle-même — car on n'a pas en Méditerranée ce puritanisme qui, ailleurs, fait s'abîmer pour moins de brillantes carrières politiques — que dans ce qu'elle révèle ou confirme du tempérament de M. Papandréou et de son art de gouverner.

Cette affaire de cœur est née dans la plus parfaite dévotion politique et a commencé vraiment à s'ébruiter en septembre 1987, lorsqu'un journal d'opposition révéla que le premier ministre avait refusé de participer à des cérémonies commémorant le tremblement de terre de Kalamata pour aller filer le parfait amour sur son yacht avec la belle Dimitra. M^{lle} Liani n'était présentée alors dans beaucoup de journaux que comme une hôtesse de l'air inspirant tout sauf le respect. La liaison s'installait, on la traita politiquement, et la dame y gagna progressivement, dans une partie de la presse, grâce aux bons soins toujours des services compétents, une image moralement plus convenable, jusqu'à ce séjour à l'hôpital londonien où elle devint la compagne-infirmière attentive et dévouée d'un homme atteint par une grave affection cardiaque.

Un passé flou

Mais, entre-temps, les langues se sont déliées et, dans ce pays où on ne craint pas d'user de la rumeur, du ragot ou de l'insinuation, on s'en est donné à cœur joie. Qui est donc cet homme qui, pour obtenir le divorce, en évitant d'avoir avec son épouse légitime l'explication qui s'impose depuis longtemps, se fait photographier tant et plus avec sa maîtresse et laisse s'étaler le scandale jusque dans la presse internationale? Les adversaires du premier ministre présentent l'affaire comme une nouvelle illustration de la lâcheté dont ils l'accusent. L'a-t-on d'ailleurs jamais vu en Grèce pendant les années difficiles, les années de sang, celles de la guerre, celles de la guerre civile, celles de la terreur blanche, qui suivirent?

Qui est-il, lui qui n'est pas même rentré au pays lorsque mourut son père en 1968, alors que ses protections étaient telles qu'elles lui avaient ouvert la porte de la prison et qu'il n'avait probablement plus rien à craindre, même des colonels? Qui est cet homme, militant trotskiste pendant la dictature de Metaxas, arrêté en 1939, et dont certains contemporains prétendent que, sous la torture, il « donna » ses camarades puis quitta le pays pour les États-Unis? L'histoire, en Grèce, est encore chaude, et elle a vite fait d'effleurer.

L'affaire de Dimitra, c'est aussi, pendant un an, celle des nouvelles courtoiseries. Les grâces et les disgrâces, pas toujours explicables auparavant, trouvent ici leur sens. L'impressionnante remontée politique qu'a connue, par exemple, M. Maroudas, ministre délégué à la présidence, n'était-elle pas due au fait qu'il avait exprimé très tôt son admiration pour Mme Liani, alors que d'autres avaient l'impression de mettre en garde le premier ministre contre l'effet politique néfaste que pouvait avoir cette liaison?

Et à quoi M. Cotopoulos, obscur fonctionnaire du ministère des travaux publics, peut-il bien devoir la fulgurante promotion qui l'a fait, entre autres, conseiller technique du premier ministre, sinon au fait que sa femme est l'une des plus fidèles amies de Dimitra?

Bref, tout était permis. La presse étrangère s'en mêlait, et l'on a beau, dans ce pays, n'être pas vraiment à cheval sur les principes, la crédibilité de M. Papandréou s'en trouvait durablement écornée.

Enfin, il y eut à la fin de l'été ce long épisode du « gouvernement en exil » à Londres. On a certes compati. Mais il était visible, en même temps, que, pendant ce long séjour hospitalier au loin, M. Papandréou n'avait pour principal souci que d'empêcher quiconque de briller dans le rôle de premier ministre par intérim. Il ne déléguait pas, il gouvernait par téléphone et téléfax. Le ministre de l'économie, M. Koutsouyorgas, son fidèle, qui dut le remplacer pour le traditionnel discours à la Foire de Salonique, début septembre, réussit l'exploit de citer près de quarante fois le nom de Papandréou dans son intervention, en marquant bien le temps d'arrêt nécessaire aux applaudissements.

Les membres du gouvernement se sont succédés à Londres. On ne s'était pas rendu compte, jusque-là, que le conseil

Le populisme enfin a ses limites : à force d'espoirs déçus, d'extravagances et d'autoritarisme, les ressorts du succès de M. Papandréou finissent par s'user, y compris le dernier, ce réflexe par lequel la nébuleuse de la gauche grecque, dès que pointe la possibilité d'un retour de la droite aux commandes, resserte les rangs et fait front.

Le plus Américain des Grecs

M. Papandréou a incarné, lors de son arrivée au pouvoir en 1981, la première revanche de cette gauche au sens large, écartée des affaires, exclue de sa propre histoire, et qui demandait autant que des changements sociaux sa réhabilitation. Elle l'obtint : on reconnut officiellement le rôle des communistes dans la résis-

les pressions de son père, Georges Papandréou, de se présenter à la députation sous l'étiquette de l'Union du centre.

Quatre ans plus tard, après huit mois passés dans les geôles des colonels, il quitta de nouveau la Grèce. Cette fois en tant qu'exilé, pour Stockholm, d'abord, où les étudiants ne le voyaient guère à la chaire d'université que le gouvernement suédois lui avait offerte ; puis pour Toronto, où il fit campagne contre les colons et leurs alliés « impérialistes ». Il ne rentre qu'après la chute de la junte en août 1974, quelques mois après le retour triomphal à Athènes de Constantin Caramanlis. Mais c'est son séjour aux États-Unis, sa fréquentation du milieu universitaire « libéral » du début des années 60, qui ont influencé de façon déterminante son tempérament politique.

Des États-Unis, il a ramené sa femme et le projet d'éduquer ses enfants à l'américaine (son fils Georges, aujourd'hui ministre, a fait, comme lui, ses études outre-Atlantique). Il en a ramené aussi des tics de langage et des anglicismes qui émaillent sa façon de parler le grec. Mais il fut surtout profondément marqué par la critique radicale que développait, il y a vingt-cinq ans, la gauche américaine et qui, parce qu'elle rejoignait le ressentiment qu'une grande partie des Grecs vouaient aux États-Unis, fut pour lui un levier politique majeur.

Ces reliques des débats idéologiques des années 60 ont inspiré la politique étrangère de M. Papandréou, son tiers-mondisme, ses complaisances vis-à-vis de l'Est, l'idée, plusieurs fois formulée publiquement, que les États-Unis sont structurellement agressifs, l'URSS, au contraire, structurellement sur la défensive ; ou bien encore la décision de ne pas faire entrer le PASOK dans l'Internationale socialiste, jugée trop compromise avec le capitalisme.

Arrivé à la tête du gouvernement, M. Papandréou a évidemment dû composer avec le réel. Or, la réalité, c'est que la Grèce n'a pas jusqu'aujourd'hui vu hier les moyens de s'offrir une vraie crise avec les États-Unis. L'idéologie, la propagande électorale, sont une chose ; l'éviction pure et simple des bases américaines en est une autre, impossible entre autres parce que la défense du pays dépend pour une très large part de l'aide fournie par Washington.

Le double langage

De cette réalité, M. Papandréou aurait pu tirer une pédagogie. Il l'aurait pu mieux qu'aucun autre, précisément parce que sa volonté d'indépendance nationale ne pouvait être mise en doute et parce qu'il gardait de son passé américain des relations précieuses. Ainsi, M. Robert Keely, ambassadeur américain à Athènes, partenaire compréhensif s'il en est, qui, au moment de prendre ses fonctions, expliquait devant le Sénat à Washington que les rapports gréco-américains étaient des rapports clients-patron, et que tout cela n'était plus de mise.

Mais M. Papandréou n'est pas Felipe Gonzalez, et plutôt que de choisir d'éduquer l'opinion publique, ce qui suppose un certain courage politique, il a opté pour le double langage : d'un côté, le langage et l'encouragement aux manifestations anti-américaines, de l'autre les accommodements discrets avec les États-Unis. Pendant plusieurs années, M. Papandréou a clamé haut et fort que les bases américaines en Grèce devraient être démantelées, après l'expiration du traité qui les régit, fin 1988.

L'échéance s'approchant, le langage a insensiblement évolué, et l'on dit maintenant, toujours sur le même ton brava, que la conclusion d'un nouvel accord avec les États-Unis est possible si « les intérêts supérieurs de la nation » sont respectés. Un accord sera trouvé selon toute vraisemblance, et si l'on a jusqu'à ce jour tellement tergiversé du côté grec, c'est en vertu de considérations qui relèvent uniquement de la politique intérieure.

Le langage de M. Papandréou à propos de l'Europe a, en revanche, considérablement évolué. Il y a loin du militant du PASOK qui, à la fin des années 70, s'opposait à l'entrée de la Grèce dans la CEE, jusqu'à l'homme qui, de son hôpital de Londres, domine des leçons communautaires à Mme Thatcher.

Mais cette évolution s'est pour ainsi dire imposée d'elle-même sans risque politique, à mesure que la Grèce a pris conscience du bénéfice économique qu'elle tire de la Communauté (en gros, plus d'un milliard de dollars d'entrées nettes sans compter les prêts et les divers programmes de développement). M. Papandréou semble avoir aussi compris récemment — l'évolution des relations Est-Ouest y a aidé — qu'il était plus valorisant pour lui, au plan international, de jouer le jeu européen, plutôt que, systématiquement, l'empêchement de tourner en rond.

La maison se meurt

Il faudrait toutefois beaucoup plus qu'un sommet européen réuni à Rhodes pour redorer le blason de la maison Papandréou. Le jeu n'est plus aussi simple qu'auparavant, le temps n'est plus où l'on pouvait imaginer remobiliser le parti en évitant à la hussarde M. Caramanlis de la présidence de la République, celui où l'on gagnait des élections en faisant campagne contre le « traître » Mitsotakis.

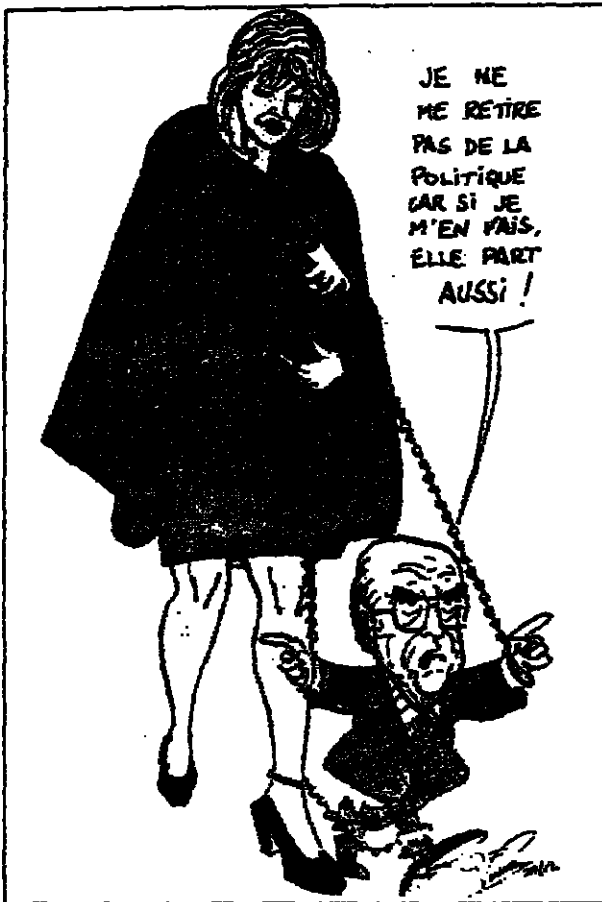
Aujourd'hui chef du principal parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie, M. Mitsotakis a grandi lui aussi dans le giron de Georges Papandréou père. En 1965, prenant parti pour le palais dans la querelle qui l'opposait au premier ministre, il décidait de quitter l'Union du centre avec quelques autres députés, provoquant ainsi la chute du gouvernement de Georges Papandréou. Ce péché originel de M. Mitsotakis a servi ces dernières années d'argument majeur contre l'opposition, mais cela ne suffit plus : la maison se lézarde de l'intérieur, et c'est le PASOK qui se fissure à mesure que se ternit le charisme de l'homme qui le façonna de toutes pièces dans les années 70, et qui régnait sur lui comme un maître absolu.

On lui pardonne difficilement d'avoir sèchement évincé — suivant les conjonctures économiques et l'ampleur de la grogne sociale — des personnalités de premier plan comme M. Arsenis et Simitis, deux anciens ministres de l'économie nationale, dans le seul but, semble-t-il, de préserver son électorat. Autrefois, ceux qui oseraient s'opposer à M. Papandréou ou exprimer une opinion divergente étaient *illico* exclus du parti. Depuis quelques mois, les contestataires, de plus en plus nombreux, n'hésitent plus à braver son autorité. Certains choisissent de démissionner du gouvernement ou du PASOK. D'autres, qui rêvent d'un vrai Parti socialiste moderne et d'une direction politique plus européenne, préfèrent y rester pour ne pas laisser le champ libre aux cadres soupçonnés d'avoir couvert, d'une façon ou d'une autre, les sombres activités de l'escroc Georges Koskotas.

Dans cette situation malsaine, le premier ministre grec paraît de plus en plus se fier au cercle de ses fidèles inconditionnels. Tous les points avec l'opposition sont coupés. M. Mitsotakis, le dirigeant de la Nouvelle Démocratie, avait envoyé un télégramme de sympathie à Londres à M. Papandréou au lendemain de son opération. À Athènes, il a demandé ensuite — en vain — un entretien avec le chef du gouvernement pour faire un « point politique ».

Tous les dirigeants de l'opposition, de droite comme de gauche, sont allés présenter leurs griefs au président de la République, M. Sartzetakis, qui n'a pas, c'est le moins qu'on puisse dire, pris la défense du premier ministre. Pendant ce temps, Andréas Papandréou fréquente tranquillement les boîtes de nuit chic d'Athènes en compagnie de Dimitra.

ALAIN DEBOVE et CLAUDE TRÉAN



Dessiné par dans « Eleftheros Types ».

des ministres ne s'était réuni que tous les trois, quatre ou même six mois, et que cette cérémonie n'avait consisté, de la part du temps, qu'en un monologue télévisé du chef du gouvernement donnant des instructions aux ministres, qui applaudissaient. Le culte de la personnalité n'en est devenu que plus visible.

Dimitra à Rhodes

Penser qu'un accueil populaire à l'aéroport d'Athènes le 22 octobre allait effacer cela était quelque peu naïf. D'abord, parce qu'un scandale peut en cacher un autre : à peine rentré de Londres, M. Papandréou a reçu en pleine face l'affaire Koskotas. Le premier ministre n'était en outre pas d'humeur à jeter sur ses amours un voile pudique. L'épouse délaissée s'en est mêlée, qui, après s'être longtemps drapée dans le mutisme de son honneur bafoué, retrouvera les accents du féminisme américain pour intervenir presque chaque semaine dans les réunions de l'Association des femmes grecques, qu'elle préside. Les enfants, dit-on, ont pris son parti, et, après des mois d'étalage public, on semble encore très loin d'une fin par consensus mutuel. La promenade qu'a offerte M. Papandréou à sa compagne, début décembre, à Rhodes, où étaient rassemblés pour le sommet de la CEE des centaines de journalistes européens, n'a pas été non plus du meilleur effet. Les Grecs ont le sentiment qu'on les ridiculise, et que ce qui avait commencé comme une plaisanterie insolente et machiste n'a décidément que trop duré.

tance contre l'occupant pendant la guerre, on régla la question du retour de ceux qui, par milliers, avaient dû s'exiler.

Pour d'autres, beaucoup plus nombreux encore, M. Andréas Papandréou était le premier chef de gouvernement qui parlait haut et fort au nom d'un Grèce indépendante et souveraine, et qui mettait un terme à une histoire vassale en disant leur fait, notamment aux Américains. Il avait construit son parti au lendemain de la chute des colonels, en 1974, sur le thème du changement social, mais aussi sur deux slogans : non à l'OTAN, non à l'Europe. Il a renoncé, à la tête du gouvernement, à l'un et à l'autre, mais pas à ce qui restait au début des années 80, en Grèce, le plus sûr moyen de se faire aduler : carresser dans le sens du poil un anti-américanisme profondément enraciné dans l'opinion depuis la guerre civile et l'intervention américaine, ravivé sous les colonels, un anti-américanisme dont se nourrissent aussi les tendances profondes au conservatisme (religieux, patriarcal, moral, nationaliste) dans la société grecque.

Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, c'est M. Papandréou, le plus Américain des Grecs, qui a exploité le mieux cette veine. Car Papandréou fut américain de nationalité de 1940 à 1964. Après des études à Harvard, il a servi deux ans dans la marine américaine, avant d'entreprendre une honorable carrière d'enseignant en économie dans les universités de Harvard, du Minnesota et de Berkeley. En janvier 1964, il renouça à Berkeley et à la citoyenneté américaine et accepta, sous

POLOGNE

Menaces de grèves dans l'industrie textile

Les employés de plusieurs usines textiles de la région de Lodz, dans le centre de la Pologne, ont présenté jeudi 12 janvier des ultimatums à leurs directions, en menaçant de déclencher des grèves à partir de lundi si leurs revendications salariales ne sont pas satisfaites, a déclaré M. Ryszard Koszrzewski, porte-parole de la direction régionale de Solidarité.

M. Koszrzewski a souligné que ce mouvement revendicatif était « spontané » et avait éclaté à la suite des importantes hausses de

prix appliquées depuis le 1^{er} janvier dernier.

Évoquant la perspective des grèves, M. Lech Walesa a estimé jeudi, au cours d'une conférence de presse à Gdansk, que la plupart des Polonais « avaient de bonnes raisons de recourir à ce mode de pression ». Le président de Solidarité a fermement invité le comité central du Parti communiste polonais (POUP), qui doit se réunir les 16 et 17 janvier à Varsovie, à adopter des « mesures concertées » pour favoriser le dialogue entre le pouvoir et l'opposition, ainsi que la légalisation du mouvement ouvrier. — (AFP.)

TCHÉCOSLOVAQUIE

Le pouvoir durcit le ton contre l'opposition

Les attaques des médias officiels tchécoslovaques contre l'opposition se sont nettement durcies jeudi 12 janvier, à trois jours du rassemblement prévu par cinq mouvements, dont la Charta 77, à la mémoire de Jan Palach, l'étudiant qui s'était immolé par le feu il y a vingt ans à la suite de l'écrasement du printemps de Prague.

Sous le titre « Où vas-tu, Charta? », *Vecerni Praha* (Prague-Soir) a publié le fac-similé de la lettre reçue par le dramaturge Vaclav Havel — un des animateurs les plus connus de la Charta 77 — dans laquelle un mystérieux « flammbeau

numéro un » annonçait qu'il s'immolerait par le feu dimanche prochain (le Monde du 11 janvier).

Vecerni Praha s'est également livré à une attaque extrêmement violente contre M. Havel, en mettant en cause sa famille pour sa « collaboration » présumée avec la « Gestapo » pendant l'occupation allemande. Le même jour, l'organe officiel *Rude Pravo* a rappelé que le rassemblement prévu pour dimanche était interdit et a qualifié le suicide de Jan Palach d'« action hasardeuse, absurde et tragique ». — (AFP.)

• URSS : Test anti-SIDA pour les étrangers. — Les étrangers résidant plus de trois mois en URSS devront dorénavant subir une prise de sang en Union soviétique s'ils ne disposent pas d'un certificat de leur pays d'origine attestant qu'ils ne sont pas contaminés par le virus du SIDA. s-t-on annoncé officiellement le lundi 11 janvier à Moscou. Les ressortissants étrangers refusant de se soumettre à cette mesure et les porteurs du virus « pourront se voir proposer de quitter » l'URSS, a expliqué M. Guennadi Guerassimov, porte-parole du ministère des affaires étrangères. Les autorités pourront aussi ordonner leur expulsion. M. Guerassimov a affirmé que les résultats des prises de sang auront un caractère « confidentiel » et que la présence d'un diplomate du pays correspondant sera possible lors du contrôle (AFP).

STAGES
INTENSIFS
ANGLAISE
ALLEMAGNE
Toussaint/Noël/Février
5^e A TERMINALE
de 24 à 30 heures de cours
SPÉCIAL "PRÉPA"
30 heures de cours et 6 de T.D.
Toute l'année :
étudiants, adultes.
Documentation gratuite :
EUROLANGUES
53, rue de Rivoli 75001 Paris
Tél. (1) 40 28 00 45

SAMEDI
14
JANVIER
LE PRODUIT ETI TOU EN OUV AU

Europe

URSS

Six hommes sont retrouvés vivants sous les ruines de Leninakan

Moscou. — Six hommes ont miraculeusement survécu au tremblement de terre qui a ravagé l'Arménie le 7 décembre, et ont pu être délogés des ruines de Leninakan, mercredi 11 janvier, trente-cinq jours après le séisme.

L'agence Tass, qui a donné jeudi cette information, précise que les six hommes étaient restés bloqués dans la cave d'un immeuble de huit étages et qu'ils ont pu s'alimenter grâce aux vivres qui étaient entreposés dans ce local.

L'un des survivants, Aikaz Akopian, cinquante ans, a expliqué que, le jour du tremblement de terre, en fin de matinée, il avait demandé l'aide de cinq de ses voisins pour sortir de sa cave deux lourdes jarres (qui, traditionnellement utilisées en Arménie pour la conservation du vin). « Juste à ce moment-là, a-t-il raconté, nous avons entendu un grondement terrible, et les murs commencent à s'écrouler. J'ai cru qu'une guerre venait de commencer. »

La télévision a montré jeudi soir Aikaz Akopian sur son lit d'hôpital, le visage émacié et mangé par une barbe noire. Il a relaté comment il avait été retrouvé, ainsi que ses compagnons, grâce à sa sœur, qui avait refusé de quitter les lieux.

● **BULGARIE** : arrestations confirmées. — Citant un communiqué du ministère de l'Intérieur, l'agence BTA a confirmé jeudi 12 janvier que plusieurs membres de l'Association indépendante pour les droits de l'homme avaient été arrêtés à Plovdiv (le Monde du 13 janvier). L'agence affirme que les personnes arrêtées appartiennent à un groupe

des emmurés, a-t-il poursuivi, se nourrissent de pommes, de confitures, de jambons qui se trouvaient dans la cave et qu'ils n'avaient « jamais eu de problèmes de nourriture » bien qu'ils aient fait « attention à se rationner ». « Nous n'avions aucune idée de ce qui s'était passé ni du temps où il nous faudrait rester emmurés, a en effet expliqué Aikaz Akopian. Nous avions complètement perdu la notion du temps. Mais la conviction qu'on nous libérerait ne nous a pas quittés une minute. Je n'avais qu'une idée : tout faire pour que ces jeunes gens (bloqués avec lui) ne deviennent pas fous. Je les distrais, les calmait comme je pouvais, je chantais et racontais ma vie. »

« Je suis né sous une bonne étoile, poursuit-il miraculé. En 1985, nous construisions un club dans le village d'Amoutink, dans la région de Tioumen (Sibirie occidentale). Je suis alors tombé du deuxième étage mais avec tellement de chance que j'en ai été quitte pour la peur. »

Les cinq autres survivants ont également été hospitalisés, mais leur état de santé, comme celui d'Aikaz Akopian, n'inspire pas d'inquiétude.

de « criminels » qui ont « répandu des affirmations fausses dans le but de semer de la méfiance à l'égard du pouvoir ». Sans préciser le nombre exact des arrestations ni la date de cette mesure, le communiqué cite M. Minev, qui est président de l'Association indépendante, ainsi que MM. Grigor Bojilov, Dimitar Yordanov et Blagoy Topouzliev. — (AFP.)

ESPAGNE

M. Felipe Gonzalez est exaspéré par l'attitude des syndicats

M. Felipe Gonzalez a-t-il réellement songé à « rentrer à la maison » ? Une « petite phrase », prononcée dans un moment d'exaspération, il est vrai, par le chef de l'exécutif espagnol, est en train de provoquer une vague de rumeurs et de spéculations dans les milieux politiques.

MADRID
de notre correspondant

Mercredi 11 janvier. Il est près de 23 heures. M. Gonzalez, flaque de trois ministres, vient de terminer une harassante réunion de plus de six heures avec les principaux responsables des deux grands syndicats, l'Union générale des travailleurs (socialiste) et les Commissions ouvrières (communistes). Les discussions, de toute évidence, ont été aussi inutiles qu'interminables, et chacun réalise de pessimisme pour en décrire les résultats.

« La réunion a été pire encore que ce que nous attendions », assure le secrétaire général de l'UGT, M. Nicolas Redondo. « La volonté de négociation des syndicats s'est heurtée à l'immobilisme du gouvernement », renchérit son collègue des Commissions ouvrières, M. Antonio Gutierrez. M. Gonzalez est visiblement hors de lui. « La concertation sociale, dit-il, telle que nous l'avons connue durant l'époque de la transition vers la démocratie est désor-

mais terminée. » Et d'ajouter : « Je préfère être à la maison que présider un gouvernement à la dérive que l'on obligerait à errer d'une politique à l'autre. »

Certes, M. Gonzalez a aussitôt démenti qu'il songeait à convoquer des élections générales anticipées. Dans son entourage, on affirme haut et fort que le président n'entend nullement jeter l'éponge face aux pressions des syndicats. Reste que la situation est aujourd'hui plus que jamais bloquée : le gouvernement accuse les syndicats de vouloir imposer purement et simplement leurs revendications, sans accepter aucun type de compromis. Des revendications, ajoute-t-on, que le budget de l'Etat ne peut financer, à moins d'augmenter la pression fiscale ou le déficit. Du côté des centrales, par contre, on affirme que l'excédent des recettes fiscales en 1988 par rapport aux prévisions initiales suffirait à couvrir les demandes syndicales.

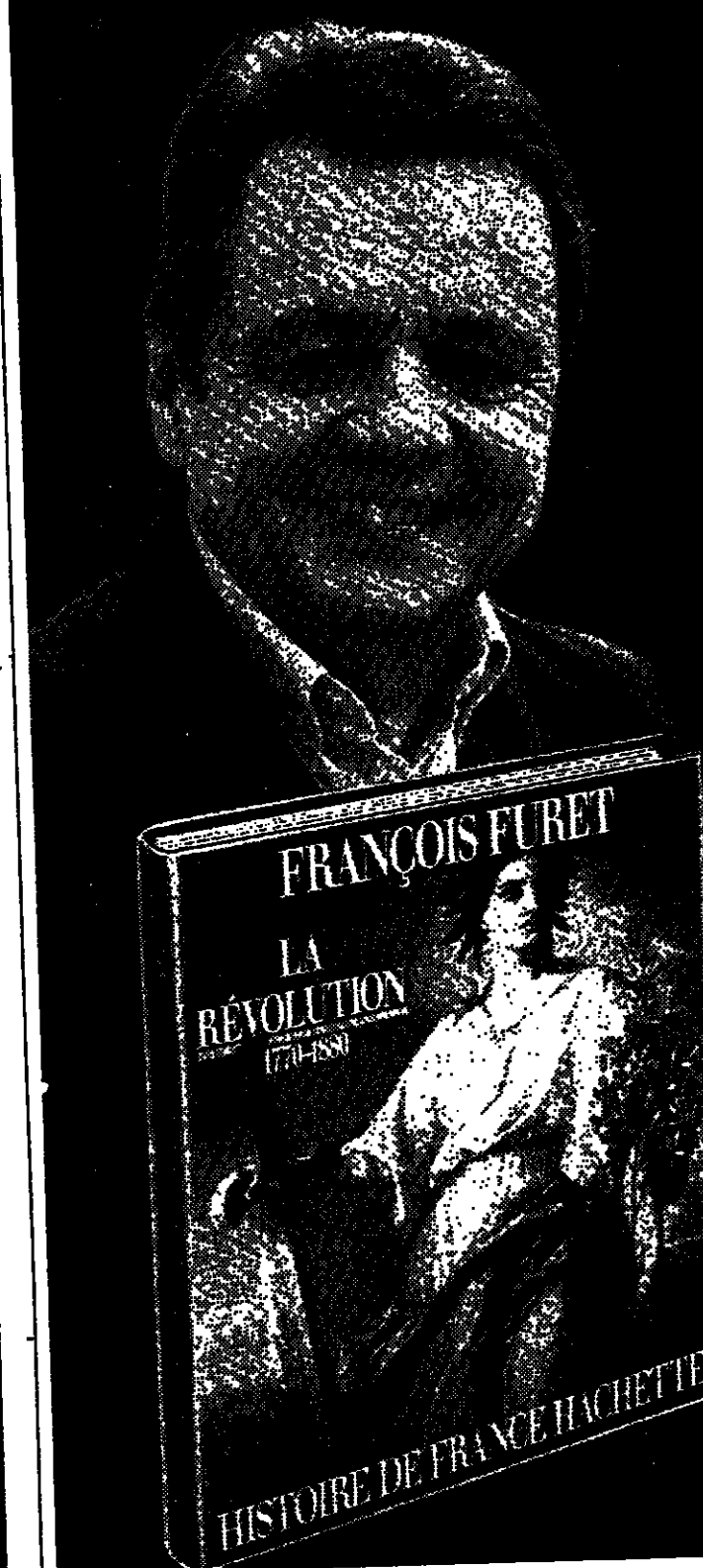
Des représentants du gouvernement et des centrales se réuniront à nouveau lundi prochain. Mais le cœur n'y est visiblement plus et, d'un côté comme de l'autre, on ne croit plus guère à un possible déblocage de la situation. Chacun s'est donné une date butoir pour parvenir à un hypothétique accord : la fin du mois de janvier. Sinon, tout porte à croire que l'Espagne risque d'entrer dans une période de fortes turbulences sociales et politiques.

THERRY MALINAK.

● **SUISSE** : démission « immédiate » du ministre de la justice. — M^{me} Elisabeth Kopp, ministre suisse de la police et de la justice, qui devait démissionner en principe fin février du gouvernement, suite à l'implication de son mari dans un scandale de blanchiment de narco-dollars, a décidé jeudi 12 janvier de quitter immédiatement le conseil fédéral.

M^{me} Kopp, a également affirmé jeudi soir qu'elle renonçait à son immunité parlementaire. La conseillère fédérale (ministre) a ainsi tiré la leçon des accusations prononcées mercredi contre elle par le procureur bâlois, M. Hans Hungerbuehler qui avait demandé aux deux chambres du Parlement helvétique de lever l'immunité de M^{me} Kopp.

FRANÇOIS FURET — LA — RÉVOLUTION — 1770-1880 —



PRIX DE LANCEMENT 398^F
PROLONGATION
JUSQU'AU 28 FEVRIER 1989

Le livre de l'année

(Sélectionné par 24 personnalités pour le Figaro)

Une synthèse dont la maîtrise, l'intelligence étonnent à chaque ligne. Jean-François Revel - Le Point

Une autorité pleinement murie. Un ouvrage magistral. Paul Viallaneix - Le Nouvel Observateur

Un livre de rare intelligence, d'une grande fermeté de plume. Jean-Pierre Rioux - Le Monde

Une puissante synthèse où l'historien renoue avec l'art du portrait. Jean-Maurice de Montrémy - La Croix

SAMEDI
14
JANVIER

1989 LE SALON PROFESSIONNEL DU MEUBLE ET DU LUMINAIRE TOURNE UNE PAGE EN OUVRANT SES PORTES AU PUBLIC!

C'est le Salon Géant ! Enfin ouvert au public !

Du jamais vu à Paris : un événement à ne pas manquer !

1.500 fabricants de meubles et de luminaires du monde entier. 180.000 m² d'exposition. FAN-TAS-TI-QUE ! Toutes les nouveautés, toutes les tendances présentes en avant-première, tous les designers en renom ! Venez rêver le cadre de votre vie, venez chercher des idées neuves et des conseils de décoration dans ce show professionnel qui s'ouvre à vous pour la 1^{re} fois. Décidément, ce sera une journée extraordinaire pour préparer vos futurs achats !

SAMEDI 14 JANVIER 1989

de 9 h 30 à 19 h - Parc des Expositions - Porte de Versailles - Paris.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Politique

Les retrouvailles municipales de la gauche

Moins, mais mieux

Le Parti communiste n'est pas parvenu à dessiner le cadre du « rassemblement » — sinon de l'union — de la gauche, qui fonctionnerait à son détriment depuis 1981, en l'obligeant à apporter ses voix au Parti socialiste sans en retirer aucun bénéfice significatif. L'ouverture lui donnait, pourtant, l'occasion d'une tentative pour transformer les règles du jeu, en occupant l'espace virtuellement libéré par le PS. C'est, sans doute, sur la base de cette analyse que les communistes, il y a trois mois, avaient refusé tout accord national avec le PS pour les élections municipales, gageant que les socialistes, ou une partie d'entre eux, chercheraient à profiter de la liberté qui leur était ainsi offerte.

pouvaient songer à une rupture avec le PCF, ouvrant la voie à une alliance au centre, la pression communiste a démontré qu'il était urgent de « verrouiller » à gauche. M. Michel Rocard a eu à la conclusion lors de son passage à la Sept sur sept le 11 janvier, le 18 décembre, même si ce rassemblement a été en partie masqué par une attaque compensatoire contre le PCF, accusé d'avoir « une vision stalinienne de l'avenir ».

De l'offensive, les communistes ont dû passer à la défensive, ce qui explique qu'ils aient finalement accepté, jeudi 12 janvier, à peu près tout ce qu'ils

refusaient initialement : un accord national comportant un engagement politique ; la prise en compte de la « représentativité actuelle » des deux partis dans la formation des listes municipales (alors qu'ils demandaient la reconduction pure et simple des accords de 1983) et le suivi des négociations au niveau des états-majors.

Il reste que le PCF s'est engagé à « s'opposer » à « toutes les tentatives » de la droite pour « revenir au pouvoir », ce qui, en bon français constitutionnel, signifie qu'il ne votera pas une motion de censure (il n'a pas, en raison du nombre de ses députés, la faculté d'en déposer une lui-même). Ce n'est pas, pour M. Rocard, une assurance tous risques — le jeu parlementaire permet une variété de méthodes de guérilla — mais c'est une garantie non négligeable que la majorité de gauche virtuelle qui existe à l'Assemblée nationale ait une fonction au moins défensive.

PATRICK JARREAU.

Huit jours pour appliquer l'accord

La rencontre — au sommet — (1) entre le PS et le PCF, jeudi 12 janvier, au siège du Parti socialiste, a permis d'aboutir rapidement à un accord sur le texte de la déclaration commune que les négociateurs des deux partis avaient préparé les jours précédents. M. Pierre Mauroy avait soumis ce texte, la veille, aux responsables des différents courants du PS, qui l'avaient approuvé. Aucune modification ne lui a été apportée au cours de la rencontre de jeudi.

En fait, les socialistes avaient tenu à informer les communistes, préalablement à la conclusion de l'accord, de leurs revendications sur la tête de liste dans un certain nombre de villes détenues par le PCF et les villes qu'il avait perdues au profit de la droite il y a six ans (le Monde du 12 janvier). Les communistes n'ont pas répondu à cette information, ce qui autorise M. Marchais à dire qu'il n'y a pas eu de « discussion ».

avec le PCF, d'une part, avec leur base, d'autre part.

Sur les trente villes de plus de vingt mille habitants passées du PCF à la droite en 1983, les socialistes estiment que la tête de la liste de gauche doit aujourd'hui leur revenir dans les quatre cinquièmes des cas. Dans cinq ou six de ces villes, ils jugent que les communistes sont en tête. Ailleurs, par conséquent, ou bien le PCF admet la revendication socialiste — il paraît disposé à le faire dans des villes comme Reims, Béziers ou Arles — ou bien il la rejette, ce qui entraînera des « primaires ».

Des « primaires »

Les socialistes se préparent à disputer au PCF les maires qu'il détiennent dans cinq à dix villes de plus de vingt mille habitants. Cette évaluation n'est pas davantage précisée, dans la mesure où la logique de l'accord implique l'ouverture de discussions locales, mais qui seront suivies nationalement au niveau des états-majors. C'est donc en fonction des réactions communistes que les socialistes ajusteront leurs demandes. Les responsables du PS vont mener une double négociation :

● MULHOUSE : M. Kiffe se représente. — M. Joseph Kiffe, maire (UDF-PSD) de Mulhouse (Haut-Rhin), a annoncé, jeudi 12 janvier, qu'il sera « candidat à sa propre succession ». M. Kiffe a indiqué qu'il conduira une liste d'union UDF-RPR dont il donnera la composition le 3 février et sur laquelle, a-t-il dit, « une large place (...) sera faite aux socioprofessionnels ».

● AIX-EN-PROVENCE : désaccord UDF-RPR. — M. Jean-Pierre de Parati, maire UDF-RPR d'Aix-en-Provence, qui mène la liste commune de la droite, a déclaré, jeudi 12 janvier, qu'il n'accepte pas comme second de liste M. Jean-Pierre Bouvet, RPR, désigné par son mouvement. M. de Parati lui préfère un autre RPR, M. Hervé Fabre d'Aubrey. Après consultation de M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, M. Bouvet a affirmé qu'il n'est « pas question que le RPR change d'avis ».

● BREST : mécontente à l'UDF. — M. André Rosc, premier adjoint au maire (RPR) de Brest et président du CDS de la communauté urbaine de Brest, conteste l'accord « oral » conclu pour la composition d'une liste unique RPR-UDF, entre le maire, M. Georges Kerbrat, et M. Yannick Marzin (UDF), qui avait annoncé, le 1^{er} janvier, son intention de mener une liste centriste autonome. Selon les termes de cet accord, M. Kerbrat sera tête de liste et M. Marzin premier adjoint. Pour M. Rosc, le premier adjoint sortant, « le CDS n'a pas été consulté, en particulier sur la répartition des différentes forces » au sein de cette liste, et il s'agit d'un « accord entre des personnes », non entre des formations politiques.

● LYON : M. Juppé veut dédramatiser. — Le secrétaire général du RPR se dit « surpris par le tohu-bohu provoqué par la candidature de M. Michel Noir, il faut dédramatiser. C'est une dérive comme il y en a dans toutes les élections. Dès en 1983, il y avait eu une « primaire » au premier tour à Lyon et les listes se sont retrouvées pour le second tour. Lorsque le 6 janvier, à Lille, M. Durieux, député CDS, a annoncé qu'il se présenterait face à M. Turk délégué comme tête de liste de toute l'opposition, nous n'en avons pas fait un drame bien qu'il y ait eu le véritablement un accord à Lyon. En effet, aucun accord n'avait encore été conclu, donc il n'y a pas eu de véritablement d'accord. Il ne faut pas que l'arbre cache la forêt. Or la réalité nationale ne trouve dans les listes d'union conclues dans environ 97 % des cas ».

Le PCF organise des rencontres décentralisées avec les « croyants »

Des rencontres décentralisées de communistes et de « croyants » vont avoir lieu, du 20 janvier au 17 février, à l'initiative de fédérations et de sections locales du Parti communiste français. Une centaine de personnes, marxistes, catholiques et protestants, s'étaient déjà réunies à Paris, le 15 novembre 1986, sur le thème « Libération et liberté humaine », à l'occasion du cinquantième anniversaire de la « main tendue » par Maurice Thorez et du dixième anniversaire de l'Appel aux chrétiens lancé à Lyon par Georges Marchais, à l'époque du programme commun.

Le PCF opère une nouvelle relance de ce dialogue, cette fois par la base et en s'adressant à tous les croyants, sans exclure les associations musulmanes avec lesquelles il lui arrive d'avoir des contacts en région parisienne ou dans les Bouches-du-Rhône. Dans vingt-deux villes — dont dix dirigées par un maire communiste — et en pleine campagne des municipales, des personnalités religieuses (dont l'évêque en certains cas), des groupes et mouvements de militants chrétiens (comme la Cimade, le Comité

large possible et, surtout, dans une période où bon nombre de masses chrétiennes et de groupes militants catholiques s'interrogent sur la stratégie de leur hiérarchie.

« L'épiscopat se retrouve parfaitement sur tous les thèmes consensuels. Il se déporte à droite en ménageant les intégrités, quitte à les valider », écrit Mme Lazard dans les Cahiers du communisme de novembre 1988. Elle ajoute cette question : « Les milieux chrétiens, parfaitement engagés dans la vie sociale, vont-ils contribuer à faire prévaloir le consensus ou bien, refusant de se résigner à passer les plates d'une société disloquée, interviendront-ils dans une perspective de lutte et de rassemblement ? »

(1) Ces vingt-deux rencontres du PCF avec des croyants auront lieu dans dix villes dirigées par un communiste (Châlons-sur-Marne, Tarbes, Le Mans, Evreux, Moulins, Marignac, Aubervilliers, Boulogne, Calais, Corbeil), ainsi que dans d'autres grandes villes comme Marseille, Grenoble, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Nantes etc.

Le contentieux électoral en Seine-Saint-Denis

Le Parti communiste contre-attaque

Une nouvelle fois accusés de fraude électorale, les communistes contre-attaquent. Ils en ont « assez des mensonges et des calomnies », a fait valoir, jeudi 12 janvier à Noisy-le-Sec, M. Henri Gouhier, élu le 18 décembre député dans la 9^e circonscription de Seine-Saint-Denis (le Monde du 31 décembre).

M. Gouhier et M. Jean-Louis Mons (secrétaire de la fédération de Seine-Saint-Denis du PCF) s'en sont pris vigoureusement à M. Jean-Jacques Ladet (UDF-Rad.), qui était arrivé en troisième position lors du premier tour de cette élection partielle, le 11 décembre, derrière M. Gouhier et Claude Fuzier (PS), et qui a déposé le 29 décembre un recours en annulation auprès du Conseil constitutionnel. Selon M. Mons, le recours de M. Ladet « est vide » et « les arguments sur lesquels il s'appuie ne sont ni plus ni moins que des mensonges, inventés de toutes pièces pour les besoins de la cause ».

M. Ladet invoque dans son recours des irrégularités qui seraient produites « singulièrement à l'occasion du premier tour (...) dans le bureau de vote numéro 8 de la commune de Romainville ». Selon M. Ladet, « durant le scrutin et tout au long de la journée, la consultation s'est déroulée dans ce bureau sans le moindre contrôle de l'identité des électeurs, attitude encouragée de la part du président du bureau malgré la remarque de l'assesseur représentant ».

Résultat global à comparer avec celui du 8^e bureau de Romainville, où M. Gouhier devançait M. Fuzier de 130 voix (179 contre 49, sur un total de 327 votants). Pour le PCF, il est donc inexact, contrairement à ce que soutient M. Ladet, que « la fraude par vote d'un tiers qui n'était pas l'électeur annoncé par sa carte d'électeur a pu se produire la journée durant dans ce bureau de vote, en totale violation du code électoral ».

M. Mons s'en est pris une nouvelle fois à M. Raymond François Le Bris, préfet de Seine-Saint-Denis, qu'il accuse de n'avoir jamais donné suite aux propositions « susceptibles d'assurer la régularité des scrutins » faites à plusieurs reprises par le PCF : « Sans doute le préfet Le Bris ne veut-il pas déplaire aux amis de M. Bariani, ex-député de Seine-Saint-Denis, actuel maire du vingtième arrondissement [de Paris], et qui, si j'en crois la presse, a une bien curieuse conception de l'inscription sur les listes électorales ».

M. Mons, les communistes n'acceptant pas d'être traités de fraudeurs, le PCF a « pris la décision de poursuivre en justice tous ceux, quels qu'ils soient, qui continueront à mener une telle campagne envers Roger Gouhier ».

D'autre part, le procureur de la République du tribunal de grande instance de Bobigny n'a pas encore décidé de l'ouverture ou non de poursuites, le parquet ayant été saisi par le président de la commission de recensement des votes auprès duquel les magistrats membres de la commission de contrôle des opérations électorales s'étaient plaints de n'avoir pas pu, lors du premier tour, dans deux bureaux de vote exercer normalement leur mission. La justice, « et elle seule », rappelle le préfet de Saint-Saint-Denis dans une lettre adressée le 21 décembre 1988 à M. Mons, « pourra décider si les faits relevés par écrit — car il s'agit d'écrits et non de dires — par les magistrats membres de la commission de contrôle des opérations électorales, dans deux bureaux de vote de la commune de Romainville, le 11 décembre dernier, appellent ou non des sanctions ».

● Législative partielle de Marseille. — Le FN souhaite un accord au second tour avec l'UDF. M. Roland Perdomo, candidat du FN à l'élection législative partielle de la 8^e circonscription des Bouches-du-Rhône, a demandé, jeudi 12 janvier, à M. Jean-Claude Gaudin, chef de file de l'UDF marseillaise, que l'UDF et le FN prennent un « engagement public de soutien réciproque » pour le second tour de cette élection, le 29 janvier. Si M. Gaudin et M. Guy Teissier (candidat UDF) « ne comprennent pas qu'il y va de leur intérêt, notamment dans la perspective des municipales, de se présenter politiquement », a ajouté M. Gabriel Domenech, président de la fédération du FN des Bouches-du-Rhône.

M. Perdomo, pour sa part, a précisé qu'une « entente électorale » constituerait une convergence des objectifs politiques telle qu'elle existe au conseil régional des Bouches-du-Rhône au renouvellement de Marseille tel que le conçoit le FN.

● M. Mitterrand décore un ancien du groupe Manouchian. — M. Mitterrand a remis, jeudi 12 janvier à l'Élysée, les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à M. Drian Voeghtichien, ancien résistant qui a appartenu, en 1943, au groupe Manouchian. Récusé du génocide arménien de 1917, M. Voeghtichien, proche de la famille Aznavour, a été, à l'époque, s'éclaire, réfugié en France avec ses parents. Il est aujourd'hui âgé de soixante-quinze ans.

Politique

Deux décisions du Conseil constitutionnel

- La loi municipale ne peut être modifiée
- Le contrôle financier de Paris est maintenu en l'état

Le Conseil constitutionnel, réuni jeudi 12 janvier, a examiné la conformité à la Constitution de deux textes législatifs. Dans la loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales, qui faisait l'objet de deux recours sénatoriaux, il a déclaré contraires à la Constitution les articles 16 et 17. Le premier abrogeait le régime spécifique de contrôle des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris. Le second étendait aux communes de 2 500 à 3 500 habitants le régime électoral applicable aux communes de plus de 3 500 habitants pour l'élection des conseils municipaux.

En revanche, la loi portant diverses mesures d'ordre social a été déclarée non contraire à la Constitution. Les députés de l'opposition qui avaient saisi le Conseil constitutionnel ne contestaient que l'article 39 de ce texte, modifiant la compo-

sition de la commission médicale d'établissement dans les hôpitaux.

M. Daniel Hoeffel, président du groupe de l'Union centriste du Sénat et rapporteur du projet de loi sur les services extérieurs de l'Etat et la fonction publique territoriale, s'est félicité de la première décision du Conseil constitutionnel, soulignant que « de bonnes lois électorales ne peuvent être votées à quelques semaines d'un scrutin ».

De son côté, le RPR n'a pas manqué d'insister, notamment par la voix de M. Jacques Chirac, maire de Paris, sur l'importance de l'annulation de l'article 17. « J'en prends acte, et je ne cache pas ma satisfaction », a affirmé M. Chirac, car la disposition qui vient d'être annulée avait pour conséquence de rendre la gestion de la Ville de Paris beaucoup plus difficile et d'empêcher notre cité de faire face aux obligations qui sont les siennes ».

Collectivités territoriales : des amendements sans lien avec le projet initial

Pour l'essentiel, les griefs contenus dans deux saisines émanant de sénateurs de l'opposition portaient sur les conditions d'adoption par voie d'amendement des articles 16 et 17 de la loi comportant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales.

L'article 16 abrogeait le régime particulier de contrôle des crédits de fonctionnement du Conseil de Paris. L'article 17 étendait aux communes de 2 500 à 3 500 habitants le régime électoral applicable aux communes de plus de 3 500 habitants pour l'élection des conseils municipaux.

« Le droit d'amendement, qui est le corollaire de l'initiative législative, rappelle d'abord le Conseil constitutionnel, peut, sous réserve des limitations posées aux troisième et quatrième alinéas de l'article 45, s'exercer à chaque stade de la procédure législative ; (...) toutefois, les adjonctions ou modifications ainsi apportées au texte en cours de discussion ne sauraient, sans méconnaissance des articles 39, alinéa 1, et 44 de la Constitution, ni être sans lien avec ce dernier, ni dépasser par leur objet et leur portée les limites inhérentes à l'exercice du droit d'amendement qui relève d'une procédure spécifique ».

Or, poursuit le Conseil, le projet de loi déposé en novembre 1988 sur le bureau de l'Assemblée avait un triple objet défini (la réorganisation des services extérieurs de l'Etat et

deux dispositions relatives à la fonction publique territoriale)... Et un « intitulé en harmonie avec le contenu du texte ».

« En revanche, a estimé le Conseil, ne peuvent être regardés comme ayant un lien avec le texte en discussion les amendements qui sont à l'origine respectivement des articles 16 et 17 de la loi ».

« Sans doute, indique encore le Conseil constitutionnel, lors de l'examen du texte en nouvelle lecture au cours de sa deuxième séance du 22 décembre 1988, l'Assemblée nationale, avant de procéder au vote sur l'ensemble du projet de loi, a substitué à son titre initial celui de « projet de loi portant diverses dispositions relatives aux collectivités territoriales ». Mais (...) s'il est loisible à une assemblée parlementaire de modifier, à l'occasion du vote sur l'ensemble d'un projet ou d'une proposition de loi, l'intitulé qui lui a été donné initialement, une telle modification est par elle-même sans effet sur la régularité de la procédure d'adoption de ce texte ».

C'est pourquoi « il résulte de tout ce qui précède que les dispositions qui sont à l'origine des articles 16 et 17 de la loi sont dépourvues de lien avec le texte du projet de loi au sein duquel elles ont été introduites par voie d'amendement : (...) dans ces conditions, il y a lieu pour le Conseil constitutionnel de déclarer que les articles 16 et 17 de la loi déferée ont été adoptés selon une procédure irrégulière ».

Pêche aux amendements chasse aux « cavaliers »

LES habitudes ont la vie dure. A l'Assemblée comme ailleurs. A gauche autant qu'à droite. Au Palais-Bourbon, à la fin de l'année dernière, MM. Jean-Marie Le Guen, qui est aussi le patron de la fédération socialiste de Paris, et Louis Mexandeau, député socialiste du Calvados, qui fut jadis ministre, n'avaient pas pu (pas voulu ?) s'empêcher de charger la barque d'un projet de loi anodin de deux étranges poissons.

Au départ, un projet aux contours bien circonscrits : réorganisation des services extérieurs de l'Etat et de la fonction publique territoriale. En cours de navigation législative avait eu lieu la coutumière pêche aux amendements hétéroclites. M. Le Guen et ses amis s'en prenaient au régime spécifique de contrôle des crédits de fonctionnement du conseil de Paris. Les « mexandistes » et leurs émules, émoussés par l'approche des élections municipales, abusaient de 3 500 à 2 500 habitants le seul d'application du scrutin majoritaire à dose de proportionnelle.

Il est vrai que la vie financière de la capitale n'offre pas toujours l'exact modèle de la pure transparence. Et que les faits, dans le petit millier de communes concernées par l'amendement Mexandeau, ressemblent souvent, en dépit d'un régime électoral différent, à s'y méprendre au droit que ce dernier voulait y instaurer.

Le Conseil constitutionnel n'a, de toute façon, pas eu à entrer dans ces considérations. Muni du seul vaticane de la constance, il a, comme il le fait depuis 1985, sanctionné l'absence de lien des amendements litigieux avec le projet initial.

Détail amusant : il ne suffit pas, précise cette fois le Conseil, de bouter mécaniquement la manœuvre par un changement d'intitulé de la loi poussé vers le vague de la généralité pour qu'elle s'en trouve transfigurée.

Nette et assez ordinaire, la décision du Conseil constitutionnel pérennise et amplifie un message simple dont on comprend qu'il franchisse difficilement, en toutes saisons politiques, les murs de l'Assemblée : l'élaboration de la loi ne peut s'accompagner à toute occasion de l'injection de « cavaliers » qui ont vocation à utiliser n'importe quel texte comme abri d'intentions hétéroclites sans relation avec ce texte.

La hâte, le commodité, les arrangements dont fourmille la vie des groupes, la surcharge, l'affolement, subi ou utilisé, des fins de sessions parlementaires sont propices à la perpétuation de cette situation, à la répétition du procédé. Mais à quoi bon, s'il doit venir mourir à tout coup, sauf unanimité miraculeuse sur l'opportunité, sur la grande table de dissection des textes du Conseil constitutionnel ?

MICHEL KAJMAN.

BIBLIOGRAPHIE

C'est à se demander pourquoi il y a encore des candidats au poste de premier ministre ! Car enfin, si l'on tient tant à accéder à l'avant-dernière marche du pouvoir d'Etat dans ce pays, c'est que l'on pense se faciliter l'accès à la dernière, la plus haute, la seule qui vaille vraiment devant l'Histoire. Eh bien, pas du tout ! Pierre Servent, journaliste au service politique du Monde, pour lequel il observe avec une gouaille méprisante le Café du Commerce de la République — on veut dire l'Assemblée nationale, son hémicycle et ses couloirs — prévient les candidats : qui veut être président de la République doit se méfier comme de la peste de ce poste second !

Pour deux raisons, l'une d'observation statistique et historique, l'autre plus quotidienne et psychologique. L'histoire de cette cinquième République déjà trentenaire — une génération selon les démographes, — quand on l'observe en vue cavalière, montre qu'à une exception près aucun premier ministre n'est allé au-delà de l'avant-dernière marche : ni Debré, ni Chaban, ni Messmer, ni Couve, ni Chirac — qui s'y prit pourtant à deux fois — ni Barre, ni Mauroy, ni Fabius ne se sont suffisamment haussés du col pour remplacer le patron ou lui succéder. Evidemment, pour certains d'entre eux, il reste quelque espoir, mais on conviendra que la statistique est fâcheuse, en termes de précédents. Bien sûr il y eut un cas, celui de Georges Pompidou, qui fut premier ministre puis chef de l'Etat. Mais on sait ce qu'il advint de son septennat et comme il fut tragiquement amputé par la maladie. On conviendra que ce précédent-là, on n'a, ni de droite ni de gauche, ardeur à s'en inspirer...

Et puis il y a cette satanée fonction d'éternel second — quand on dit éternel, c'est façon de parler... Cela démarre par le choix d'un seul, en fanfaronne et dans la plus grande harmonie. Les débuts sont radieux. On va changer la France, la politique, et pourquoi pas l'Histoire tant qu'on y est ! Las, le sort est cruel. Le patron veut rester le patron, il marque son territoire avec une grandissante férocité. Qui lève le nez de son labour ne tarde pas à en subir les conséquences. Le couple idyllique

● Francophonie : M. Barre à la tête de l'IDEF. — L'ancien premier ministre français, M. Raymond Barre, vient d'être élu président de l'Institut international du droit d'expression française (IDEF), dont le 20^e congrès a récemment réuni, à la Cour des Comptes, à Paris, les ministres francophones de la justice, actuellement en conférence à Paris. M. Barre succède ainsi à René Cassin et Edgar Faure à la tête de l'IDEF, une des plus anciennes organisations non gouvernementales de la francophonie.

ÉDUCATION

Deux nouveaux recteurs à Nice et à Dijon

M. René Blanchet a été nommé recteur de l'académie de Nice, au conseil des ministres du mercredi 11 janvier, en remplacement de M. Pierre Linotte. M. Jean-Claude Fortier a été d'autre part nommé recteur de l'académie de Dijon, où il succède à M^{me} Nicole Ferrier.

(Né le 22 juin 1941 à Chanteloup (Allier), M. René Blanchet est agrégé de sciences naturelles et docteur en sciences. Il a enseigné, de 1956 à 1959, à l'école normale d'instituteurs de l'Allier et du Puy-de-Dôme. Elève-professeur à l'école normale supérieure de Saint-Cloud de 1960 à 1964, il a été ensuite maître de conférences à l'université de Brest, puis, depuis 1987, professeur à celle de Nice. Il est responsable de la commission de réflexion sur les sciences de la Terre et de l'univers, mise en place par M. Jospin en décembre 1988.)

(Né le 9 juillet 1941 à Castres, M. Jean-Claude Fortier est agrégé de droit public. Il a été assistant à l'université de Lille de 1965 à 1974, puis maître-assistant, ne de conférences à l'université de Reims de 1974 à 1980. Il était professeur à l'université des Antilles-Guyane depuis 1981. Il est l'auteur de nombreux travaux de recherche en sciences administratives.)

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par requête du 6/12/1988, le Tribunal de grande instance de Nanterre (92) a été saisi à l'effet de constater l'absence de Bruno Magnaut, né à Alys (Gard), le 5/2/1944, célibataire, fils de Dominique Magnaut et de Denise Voisin, domicilié au dernier lieu à Sceaux (92), 23, avenue Jean-Racine, et qui n'a plus donné signe de vie depuis le 12 juin 1987.

« Edipe à Matignon » de Pierre Servent

Le couple infernal

connaît très vite ses premières crises, ses susceptibilités, ses partages impossibles.

L'image du héros principal se ternit chez l'employé au fil des mois et des années. Jusqu'à de Gaulle qui, en mai 1968, finit par ne plus apparaître infatigable à l'Élysée de Matignon. Chaban éternel Pompidou avec sa « nouvelle société ». Chirac se sent à l'étroit sous Giscard et entravé sous Mitterrand, Mauroy ne se sent plus compris dès lors qu'il n'est plus soutenu. Parfois même, comble du comble, le second, fasciné, souffre le martyr, et le fils, le rejeton bât, Fabius, voit l'univers s'écrouler sous ses pas, en éprouant un « trouble », le dit, s'en fait tancer, s'en vent, se le fait pardonner mais restera blessé, diminué.

Entre les gens du « château » et ces « visiteurs du soir » dénoncés par Mauroy qui eut à en souffrir, l'impopularité qui guette celui qui tient les manettes du social et des désagréments de la vie quotidienne, l'incompréhension qui s'insinue entre deux hommes forcément différents — sinon pourquoi s'adjointre un second ? — la fatalité de la dégradation du couple qui conduit

l'Etat est une constante de la cinquième République. Au moins pour ceux qui eurent du caractère. Les divorces ne se multiplient pas seulement dans la société civile : on est le couple Giscard-Barre, on est celui que formaient Chirac et le même Giscard ? Les rancunes sont longues et les amertumes tenaces, à un point qui étonne le mortel tant on s'imagine qu'en haut de l'Etat on devrait passer sur certains détails proches de l'indifférence. Pas du tout : entre Giscard et Chirac, il y a une terrible histoire de fautes et de chaises lors d'un déjeuner à la Pentecôte 1976 à Brégançon...

Peut-il en être autrement dans ces couples de rencontre, d'intérêt, où l'affectivité — sauf négative — a eu le plus souvent la part la plus minime, au moins dans la durée ? Pour Pierre Servent, nos hommes d'Etat ne font que reproduire, septennat après septennat et gouvernement après gouvernement, la légende d'Edipe, fils du roi Laïos, qu'il finit par tuer, parricide involontaire et maudit. Fascination, conflit de territoire, lente affirmation des ambitions du subordonné : il s'insinue entre les deux hommes une fatalité de la rupture. Ils sont voués, au

bout d'un certain temps de cohabitation et même s'ils sont politiquement de la même eau, à se dévorer l'un l'autre ou à se séparer. On peut songer encore à la légende, tout aussi cruelle, de Prométhée, dévoré par son aigle sur son rocher de souffrances.

On oublie ces querelles qui firent la chronique en sourdine des septennats. Le livre de Pierre Servent aide à s'en ressouvenir, à remuer le tiroir des affaires de famille enfouies. Point trop engageant pour Rocard, présentement occupé à cette impossible fonction. C'est le seul à qui on déconseillera la lecture de ce livre... Il est vrai que ce premier ministre-là a inversé les rôles : il commença par tuer le père avant de le rejoindre. C'est une trouvaille. Pour les autres, ceux d'hier et ceux de demain, qu'ils n'oublient pas de méditer la formule pleine de sagesse de Mencius. Selon le philosophe chinois, « le ciel n'a pas deux soleils, le peuple n'a pas deux souverains ».

BRUNO FRAPPAT.

★ Pierre Servent : *Edipe à Matignon, le complexe du premier ministre*, édition Balland, 306 p., 119 F.

FOURRURES GEORGE V

OUVERTURE
exceptionnelle
du MAGASIN
DIMANCHE
15 janvier

AVANT FERMETURE DEFINITIVE

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

des plus importants stocks de Paris

Vendredi 13, Samedi 14, Dimanche 15,
Lundi 16 Janvier, et jours suivants

MANTEAUX

Vison dark	29500 ⁰⁰ 13750 ⁰⁰
Vison luninaire	28750 ⁰⁰ 16450 ⁰⁰
Vison dark Saga	24750 ⁰⁰ 15850 ⁰⁰
Vison Koh-i-noor	55000 ⁰⁰ 18750 ⁰⁰
Vison pastel morceau	13750 ⁰⁰ 6250 ⁰⁰
Castor Canada	55000 ⁰⁰ 18750 ⁰⁰
Astrakan noir	11750 ⁰⁰ 5850 ⁰⁰
Renard lustré Lynx	17850 ⁰⁰ 9750 ⁰⁰
Renard bleu	28750 ⁰⁰ 9650 ⁰⁰
Marmotte Canada	26850 ⁰⁰ 12750 ⁰⁰
Zorinos	4850 ⁰⁰ 1350 ⁰⁰
Chevette grise	4850 ⁰⁰ 1350 ⁰⁰

VESTES

Vison luninaire	21500 ⁰⁰ 12850 ⁰⁰
Vison tourmaline	45000 ⁰⁰ 14750 ⁰⁰
Vison blanc et strass	55000 ⁰⁰ 17250 ⁰⁰
Renard bleu	13500 ⁰⁰ 7850 ⁰⁰
Renard Virginie	18750 ⁰⁰ 6450 ⁰⁰
Renard roux	8750 ⁰⁰ 5450 ⁰⁰
Marmotte	14750 ⁰⁰ 5250 ⁰⁰
Coyote	14850 ⁰⁰ 4650 ⁰⁰
Astrakan beige	8750 ⁰⁰ 1650 ⁰⁰
Lapin cotelé	3500 ⁰⁰ 1450 ⁰⁰
Mouton	8450 ⁰⁰ 1350 ⁰⁰
PELISSES int. Lapin col vison ou col renard	2850 ⁰⁰ 1450 ⁰⁰

HAUTE FOURRURE MANTEAUX

Zibeline russe	235000 ⁰⁰ 75000 ⁰⁰
Zibeline blonde	195000 ⁰⁰ 65000 ⁰⁰
Lynx du Canada	95000 ⁰⁰ 25000 ⁰⁰

MANTEAUX DU SOIR

Vison blanc et Renard	95000 ⁰⁰ 15000 ⁰⁰
Vison luninaire	85000 ⁰⁰ 15000 ⁰⁰
Vison ranch ou dark	55000 ⁰⁰ 13500 ⁰⁰

à 2 pas des Champs Élysées
40, Avenue George V, Paris 8^e

Société

Le redémarrage de Superphénix

Condamnation des écologistes français...

Le feu vert des autorités françaises pour le redémarrage du surgénérateur de Creys-Malville (Isère) a suscité une levée de boucliers chez les écologistes et les adversaires du nucléaire. Le groupe Initiative pour un débat sur Superphénix, lancé il y a quelques mois, dénonce une décision « prise sans débat démocratique, par un quatuor de nucléocrates qui se réservent de gérer entre eux, au jour le jour et au coup par coup ». Reçu dès le 12 janvier par le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, le président des Verts, M. Antoine Waechter, a condamné une « décision injustifiée » et appelé que le président de la République s'engage, en 1981, à abandonner la filière des surgénérateurs.

Les Amis de la Terre, pour leur part, se déclarent « révoltés » par une décision prise, selon eux, pour éviter une nouvelle enquête publique, rendue aujourd'hui indispensable par les modifications apportées au fonctionnement de la centrale. Le Groupe scientifique pour l'information sur le nucléaire (GSIEN) constate que « le lobby nucléaire a encore gagné » et dénonce « une protestation scientifique devant une telle inconscience ». Enfin, la Fédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature (FRAPNA-Isère) a annoncé son intention d'engager une procédure judiciaire.

Mais c'est en Suisse, et notamment à Genève, que les protestations sont les plus vives.

...et indignation en Suisse

GENÈVE
de nos correspondants

Inépuisable et indignation se manifestent à tous les niveaux à Genève face à la nouvelle de l'autorisation donnée par Paris au redémarrage de Superphénix. La ville internationale est en effet située à 70 kilomètres à vol d'oiseau de la centrale nucléaire. On reproche notamment à la France d'avoir violé le traité de l'EURATOM, selon lequel une telle décision ne pouvait être prise sans que les pays voisins fussent prévenus. On s'insurge contre le fait que le feu vert a été donné avant que soit connu le résultat des examens que devaient effectuer les experts suisses.

Les écologistes genevois, particulièrement compétents et sérieux (notamment des scientifiques et des universitaires) ne sont pas les seuls à laisser éclater leur colère. Le conseil d'état (gouvernement cantonal

genevois) a publié un communiqué dans lequel il regrette « vivement la précipitation de l'autorité française, compte tenu de l'intervention judiciaire faite devant le tribunal administratif de Grenoble par divers plaignants suisses » ; il déplore que la France « n'ait pas cru devoir attendre une détermination de ce tribunal français avant de prendre sa propre décision, administrative et politique, et qu'elle ait délibérément laissé hors débat les expertises extérieures dont elle avait promis l'examen ». Quant au maire de Genève, M. Guy Olivier Segond, il rappelle que les autorités de sa ville avaient été « mandatées par le peuple pour s'opposer à l'implantation de centrales nucléaires à Genève comme dans les proches limites du canton ». Enfin, l'avocat de la ville de Genève, M. Robert Cramer, compte déposer un recours auprès du Conseil d'Etat français.

L.V.

Un colloque inédit à Paris

Les psychanalystes sortent de l'ombre

La psychanalyse sortirait-elle de sa tour d'ivoire ? Fait sans précédent, la Société psychanalytique de Paris (SPP), la plus ancienne des associations françaises de psychanalystes ouvrira les portes de son savoir au public, samedi 14 et dimanche 15 janvier, au palais de l'UNESCO. Le temps, devant plus d'un millier de personnes attendues — d'exposer les plus récentes réflexions sur la théorie et la pratique de ses membres.

« La Société psychanalytique de Paris a connu depuis deux ans un profond mouvement de rénovation (réforme de ses statuts, nouvelle constitution) qui constitue pour son fonctionnement un progrès notable », souligne son président, André Green, au cours de la conférence de presse organisée le 10 janvier, en prévision du colloque. Or, après plusieurs décennies d'évolution, la situation de cette discipline est devenue « extrêmement confuse », le terme même de psychanalyse recouvrant « à peu près tout et n'importe quoi ». C'est pourquoi la SPP, qui se veut la gardienne rigoureuse de l'héritage freudien, semble décidée à porter sur la place publique ce qu'elle entend par la « pratique psychanalytique », selon le titre d'une plaquette d'information qu'elle vient d'éditer (1).

Au-delà des déchirements internes qui opposent depuis plus de trente-cinq ans freudiens et lacaniens, il n'est un secret pour personne que le renouveau culturel et social dont a bénéficié la psychanalyse depuis les années 60

s'est accompagné de multiples abus, dévoiements, quand il ne s'agit pas d'escroqueries pures et simples. Ainsi, la question n'est pas tant pour les futurs patients de savoir comment choisir leur analyste que de pouvoir déparquer qui est psychanalyste... et qui ne l'est pas. Surtout lorsqu'on sait que plus de deux mille personnes disent exercer en France cette profession en dehors de tout contrôle, pour un petit millier seulement d'analystes appartenant aux principales institutions reconnues.

Y a-t-il un moyen de se prémunir contre certains charlatans de la souffrance ? « Pour le moment, aucun », répondent abrubement les garants de l'art. Aucune disposition légale ne réglemente la pratique de la psychanalyse en France. Seul garde-fou envisageable : l'appartenance de l'analyste à une société affiliée à l'Association psychanalytique internationale (API). Fondée en 1910 par Freud lui-même, cette dernière regroupe environ sept mille psychanalystes dans le monde entier, répartis en soixante-huit sociétés nationales, parmi lesquelles deux institutions françaises : la Société psychanalytique de Paris (quatre cent trente-sept membres, dont, malgré son titre, environ un quart exercent en dehors de la région parisienne) ; et l'Association psychanalytique de France (cinquante-cinq membres) — qui naquit en 1953 après la démission de plusieurs membres de la SPP (rejoints peu de temps après par Lacan) sous le nom de Société française de psychanalyse.

Si ces deux sociétés, comme le précise André Green, « n'ont certes pas le monopole des spécialistes

compétents », au moins présentent-elles le mérite de garantir une réelle expérience professionnelle. L'API édicte des règles de fonctionnement très strictes, tant sur le plan de la formation (un psychanalyste doit avoir lui-même été en analyse pendant plusieurs années, avoir obtenu l'autorisation de conduire plusieurs cures sous supervision, et avoir suivi un enseignement théorique de longue durée) que de la pratique (durée des séances fixée à 45 minutes, fréquence de trois à quatre séances hebdomadaires).

Vers un diplôme officiel ?

Longtemps considérée comme une thérapeutique de luxe, la psychanalyse s'est nettement démocratisée. Ses adeptes s'étaient progressivement résolus à dégrader du degré socio-économique des écrits, financiers, pas de résultats, cette évolution a permis la conventionnement de certains analystes-médecins, et le développement de plusieurs centres de traitement entièrement gratuits. Fondé en 1952 sur la base d'une convention passée avec la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale (DASS), le Centre de consultations et de traitements psychanalytiques de la SPP, qui regroupe à Paris une cinquantaine de spécialistes, assure actuellement cinquante-sept analyses, soixante-dix cures psychodrames non payantes. Bien qu'offrant une capacité d'accueil plus réduite, de nombreux points de rencontre se sont d'autre part mis en place dans plusieurs centres de soins publics, grâce

auxquels ces chiffres, sur l'ensemble du pays, peuvent approximativement être triplés.

Reste que l'information n'envoie pas, à elle seule, la promotion des prétendus chirurgiens de l'âme, qui, parfois, n'hésitent pas à emprunter le vocabulaire des petites annonces pour attirer le client. La création d'un titre ou d'un diplôme officiel ne serait-elle pas le véritable garde-fou institutionnel contre la pratique sauvage de cette discipline ?

Les analystes ont toujours refusé le lien que leur a tendu l'Etat à plusieurs reprises (en leur proposant notamment de reconnaître la psychanalyse comme une discipline « scientifique » à part entière), arguant que leur formation n'était « guère comparable » à l'expérience personnelle de la situation analytique peu évaluable selon des critères universitaires. Mais là encore, le vent de la réforme pourrait bientôt se lever. « Jusqu'à présent, nous avons préféré éviter le problème, reconnaît André Green. Mais il est fort possible que la situation devienne tellement chaotique que nous n'ayons plus le choix. Et que nous soyons obligés, si tant est que les pouvoirs publics recroquisent notre pouvoir de formation sans nous confier d'un corps professionnel extérieur à la psychanalyse, d'en arriver à cette solution ».

CATHERINE VINCENT.

(1) Disponible gratuitement à la Société psychanalytique de Paris, 187, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

QUATRE-VINGT-DIX MILLE : tel serait le nombre, plutôt modeste, des dossiers déjà acceptés pour l'attribution du revenu minimum d'insertion dont le Parlement, dans un bel élan charitable, vient, quasiment unanime, de voter le principe.

Il seraient donc si peu nombreux ceux dont les fins de mois commencent le 15 ? Elles seraient donc totalement fausses les statistiques qui chiffrent par centaines de milliers les habitants de l'Hexagone qui ne disposent pas de ce que l'on appelle eurofins le minimum vital, expression parlante s'il en fut.

Les nouveaux pauvres, venus s'ajouter à la cohorte de ceux qui sont accoutumés à cet état, ne seraient donc que des simulateurs qui se gardent de soumettre leur mystification à la sagacité d'un guichetier ?

Cela se pourrait bien. L'image de profusion universelle que diffuse la télévision à journées faites n'est-elle pas la preuve que cette profusion est également partagée, également accessible ? Si l'impérialisme publicitaire est à ce point triomphant qu'il achète en devient un devoir civique, n'est-ce pas qu'on ne peut être un citoyen si l'on n'est un acheteur et qu'il n'y a pas de citoyen qui ne puisse l'être ?

Qu'il soit pourtant permis de douter que la création du RMI ait eu pour premier effet de démontrer aux Français que le pauvre leur était épargné comme le sont désormais le peste, le choléra et la fièvre typhoïde.

Cette idylle conclusion ne serait qu'une de ces illusions que suscite l'éternelle prétention des chiffres à dire la vérité. Quatre-vingt-dix mille, ce n'est pas un chiffre, mais un bobard, une erreur d'un échec. On attend mieux. En un sens, heureusement.

Il suffit de se promener dans la rue, d'observer, fût-ce indistinctement, les passants et les voyageurs pour deviner, à certains détails, à des traits du visage, des pièces de l'habillement, que la croissance économique ne répand pas ses bienfaits autant que le suggèrent la bonne conscience, le désir de ne pas s'en faire... et la publicité.

Pour ne rien dire des mendicants (les « nouveaux » mendicants, peut-être ?), qui sont loin d'être tous des professionnels de la manche, s'y sont « convertis » sans le moindre stage préalable et meublent, plus ou moins de biais, le coin de la rue, la sortie d'un magasin ou le détour d'une station de métro. Ceux-là n'ont rien à voir avec le jeune parvenu qui demande une pièce ou le clochard baptisé « typique » qui va à la pêche aux « clops ».

LORS ? Que font-ils ces vrais pauvres qui ont un si grand besoin de cette manne, ou demeurant limités, et qui cependant ne la sollicitent pas ? C'est sans doute, d'abord, que solliciter ne les enlève pas. De toutes les formes de prestations sociales, celle-ci est la pire puisqu'elle est un aveu et une confession ; un aveu de pauvreté, une confession de faiblesse.

De manière probablement inévitable, elle n'a aucun caractère automatique, à la différence de toutes les autres, qui relèvent de la déclaration plutôt que de la démonstration. Allez donc prouver que vous êtes pauvre ! L'agréable finit par l'inutile ! Il se peut donc, tout bêtement, que les éventuels bénéficiaires n'aient pas, ou n'aient pas envie de se déclarer.

Il se peut aussi qu'ils ne sachent pas que le RMI existe, ou qu'ils ignorent à qui s'adresser. Ce n'est pas une révélation de rappeler que la misère tout court va souvent de pair avec la misère intellectuelle. Comme par hasard et a contrario, on relèverait 25 % de bacheliers parmi les premiers demandeurs. Les autres, personne n'est vraiment là pour leur tenir la main. Serait-ce vraiment surprenant ?

Alors ? Alors la démonstration est simple et même pas nouvelle. Il ne suffit pas de voter une « bonne » loi (ou l'on se souvient des risques et les ambiguïtés de celle-ci) pour que ses effets répondent à ses intentions. Air connu.

M. Rocard a eu beau, et à juste titre, parler du fonctionnement des ascenseurs lors de son discours inaugural de premier ministre à l'Assemblée nationale, on continue de se préoccuper moins de leurs défaillances que de leur retard de faire.

Quotidien

AUSSE suspects que finiront par paraître les coups de chapeau rétrogrades qui lui sont décernés ici, force est de reconnaître que M. Pierre Joxe, dans le domaine qui est aujourd'hui le sien, ne se borne pas à décorer que la pauvreté doit être exclue et l'insalubrité déclarée hors la loi. Il va voir.

Le cas échéant en entraînant le président de la République, comme il le fit à l'époque du ministère de l'Éducation, pour que le chef de l'Etat apprenne de visu ce qu'était la situation des policiers dans un commissariat semblable à beaucoup d'autres.

Or personne n'a à gagner que certains commissariats s'apparentent à des taudis. Ni le public, qui a tendance à ne pas être rassuré en pénétrant dans des locaux aussi rébarbatifs, ni les policiers, qui ne sont pas incités à se conduire en gentlemen si on les traite en piteux.

Qu'aujourd'hui le ministre de l'Intérieur s'efforce d'éviter que les policiers parisiens n'habitent à des heures de trajet de leur lieu de travail procède de la même préoccupation. On ne peut pas dire qu'elle soit la mieux informée par ses collègues du gouvernement. Le quotidien de ce pays fait figure de portion congrue.

Ce n'est pas, du moins espérons-le, bien protégés que sont ces ministres dans leur automobile, par leur secrétaire, par leurs officiers de sécurité, par la révérence obligée dont ils sont l'objet constant, qu'ils le désignent, ce quotidien, c'est qu'ils le méconnaissent.

Il monte si vite le mur entre l'élite et ses mendiants ! Combien de ministres socialistes ont oublié le sens de l'étiquette qui les a conduits là où ils sont ? Combien savent encore ce que c'est que de faire avec un organisme de sécurité sociale ? Combien ont dû ramper pour faire inscrire leurs enfants dans l'établissement de leur choix ? Combien se sont échinés à obtenir une carte de séjour bien qu'ils soient ressortissants de la communauté européenne ? Combien peuvent annon-

cer, parce qu'ils cherchent un logement à Paris, « je suis prioritaire depuis six ans », ainsi qu'on l'a entendu sur FR3 dans une émission intitulée « C'est pas juste » ?

Avant renoncé à ces formes brutes et primaires de la torture que sont les brodequins et les teneilles, puis, plus récemment, à la bagnoire et à la gégène, la France en maintenant vivante et prospère une forme mineure, physiquement moins douloureuse, plus subtile, mais pas moins efficace : le guichet. A sa suite, sa fille, la file d'attente, son fils, le téléphone qui ne répond pas ou est occupé (1).

Avec cette précision qu'il ne s'agit même pas d'une torture utilitaire, grâce à laquelle la victime dit ce qu'elle sait, cède ce qu'elle possède, renie sa foi ou abjure ses convictions, mais d'une torture gratuite, qui ne « produit » rien, si ce n'est, selon les moments, l'exaspération ou l'écabement.

Pour certains avec les meilleures intentions du monde, les ministres légifèrent, les ministres réglementent et, cela fait, estiment avoir tout fait. Ils s'opposent à de grandes tentes quand le public attend d'eux de petits gestes. C'est de là aussi que vient le rejet de la loi. Ce n'est pas du poujadisme, du basisme ou de la démagogie que de dire cela, c'est la vie normale.

Il y a au moins deux causes pour expliquer le divorce entre le personnel gouvernemental et le pays. La première, c'est que les ministres réfléchissent, raisonnent et décident en termes généraux et de masse. Mais la référence à « l'intérêt général » et aux « grands équilibres » finit par être une excuse et pas seulement une ligne de conduite. Ce n'est pas faire le bien que le faire de trop haut. L'interlocuteur du Français (serait-il étranger), ce n'est pas le Journal officiel, c'est un guichet ou un inaccessible bureau.

Les individus, sans être pour cela égoïstes, raisonnent et vivent au singulier. C'est particulièrement net en matière financière. Une augmentation de salaire de 2 %, c'est peut-être lourd collectivement, c'est désastreux pour l'individu qui doit cependant s'en déclarer ravi.

La deuxième cause de quiproquo entre gouvernants et gouvernés, c'est que les ministres ont ou doivent avoir une vision à long terme alors que, au moins par partie, les hommes se préoccupent du jour le jour.

Quand les autorités décrivent un séduisant (toutes proportions gardées) plan de carrière, les intéressés font, non sans motif, la fine bouche. Lorsque les personnels hospitaliers réclament 1 000 F ou 1 500 F « tout de suite », ces trois mots dissimulent quel est le décalage entre les hommes et ceux qui les gouvernent. L'homme attend moins facilement qu'un schéma directeur ou une loi programmatique.

Il est vrai qu'il ne faut pas manger son bœuf en herbe, mais il est peu engageant de se croire condamné au son. En outre, ce que réclame le public n'est pas toujours, et de loin, de nature pécuniaire, même si ces revendications-là sont les plus faciles à exprimer, les plus habiles à rassembler.

Pour répondre à ce désir de mieux vivre, on ne voit pas venir grand-chose. Or le vrai discours anti-politique, il se nourrit aussi de l'image d'indifférence qui est celle des gouvernements. Si cette image est fautive, il faudrait songer à la prouver.

(1) La dégradation des PTT dans ses fonctions traditionnelles n'est plus, sur ce point, à décrire.

Une journée consacrée au dépistage des maladies

La Société française de médecine préventive et sociale organise, samedi 14 janvier, une journée consacrée au dépistage des maladies (affections héréditaires, cancers du col et du rectum, du sein et du col de l'utérus, maladies cardio-vasculaires), aux techniques utilisées et à l'avenir du dépistage en France. Nous publions un point de vue du professeur Gérard Dubois, qui vient d'être nommé par M. Claude Evry, ministre de la santé, avec les professeurs Claude Got, François Grény, Albert Hirsch et Maurice Tubiana, dans le groupe des experts chargés de définir rapidement un plan d'action de santé publique, qui sera en partie consacré aux dépistages.

POINT DE VUE

Prendre le cancer de vitesse

par Gérard Dubois
professeur de santé publique

Il y a chaque année en France 540 000 décès. Dans 135 000 cas, la mort est le conséquence d'un cancer. On sait que le nombre global des cancers pourrait être fortement diminué par l'arrêt du tabagisme et la diminution de la consommation d'alcool. Cet objectif relève de l'éducation sanitaire, les cancers concernés (surtout ceux du poulmon et des voies aérodigestives supérieures) ne peuvent être dépistés de manière efficace.

Dépister consiste à proposer un test simple à réaliser pour détecter suffisamment tôt les maladies dans la population générale afin de pouvoir modifier favorablement le pronostic de la maladie. Le principe est donc simple mais on se heurte dans ce domaine à plusieurs erreurs, la principale étant de proposer, comme le font certains, des « tests biologiques », notamment biologiques, comme l'analyse d'urine des marqueurs biologiques des cancers.

Il y a encore une dizaine d'années, le dépistage des cancers était une affaire passionnelle. Depuis, fort heureusement, on dispose de données objectives, de nombreuses études ayant indiqué clairement qu'il n'y avait aucune possibilité en ce domaine. En pratique trois cancers sont aujourd'hui dépistables.

Le cancer recto-colique. Il tue 15 000 hommes et femmes chaque année. C'est la première cause de mortalité par cancer. Il n'est en pratique dépistable que par la recherche de sang dans les selles par le test Hemoccult. Les expériences menées à l'étranger et en France dans les centres d'examen de santé, depuis 1983 et depuis 1988, dans onze caisses d'assurance-maladie ont montré la voie à suivre. Réalisés tous les trois ans après l'âge de quarante-cinq ans, avec 40 % de participation, ce test conduirait à pratiquer 2 100 000 examens chaque année. Seuls 500 000 examens sont actuellement réalisés. Non remboursés, l'initiative individuelle ou celle d'organismes locaux, le dépistage du cancer colo-rectal n'est pas collectivement mis en œuvre comme il le devrait.

Le cancer cervico-vaginal. Il tue 4 700 000 hommes et femmes chaque année. Quatre à cinq millions suffiraient à surveiller toutes les femmes concernées tous les trois ans, rythme optimum de surveillance. Or on

sait aujourd'hui qu'à mieux 50 % des femmes sont surveillées à la trentaine, 30 % à la quarantaine, 20 % à la cinquantaine. 2 000 femmes continuent ainsi de mourir chaque année de ce cancer, alors que 90 % de ces décès pourraient être évités par une radiocollage correcte des frottis réalisés.

Le mammographie radiographie des seins. C'est le seul mode d'efficacité de dépistage du cancer du sein. Elle doit se limiter à la classe d'âge cinquantaine/soixante ans. La surveillance tous les trois ans de ces femmes (soit 1 120 000 examens par an) éviterait 500 décès chaque année. En 1988, 1 500 000 mammographies ont été réalisées en France, dont 1 220 000 dans un but de dépistage. Le nombre total nécessaire est, là aussi, déjà atteint, mais il faut que près de 700 000 examens, soit plus de la moitié, soient réalisés chez des femmes de moins de cinquante ans, âge où la mammographie de dépistage n'est pas efficace. Seules un tiers des femmes de cinquante à soixante-dix ans bénéficient de cet examen. Chiffres terribles.

Comme pour les vaccins, où l'obligation a longtemps paru suffisante et très peu de politique jusqu'à une époque récente, on pense depuis trop longtemps que le remboursement du dépistage des cancers suffit et peut servir lieu de politique.

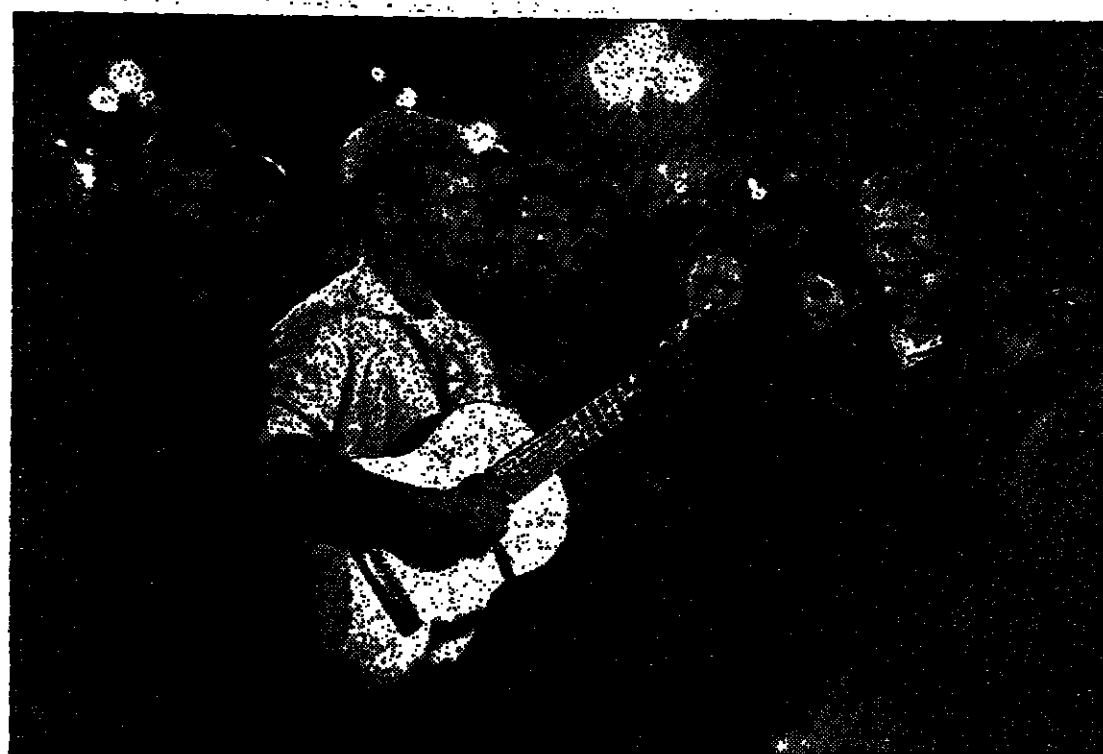
Ce n'est pas le cas. Pour dépister il faut informer, éduquer, convaincre et encore. Dans notre système, rien n'empêche d'aller au-delà du rationnel et de multiplier les examens. C'est la Sécurité sociale, qui paie. Cependant, on ne peut accepter qu'une minorité bénéficie d'examen inutilement multipliés alors que les autres sont privés de ceux qui leur sont nécessaires.

Il y a urgence à organiser le dépistage des cancers en France. Les solutions existent. La ramassage systématique organisation des dépistages n'a été entreprise en France en tant que tel. Le législateur a prévu un Fonds national de prévention, créé par la loi du 5 janvier 1988. Dès le 26 février, l'assurance-maladie a proposé, par la voix unanime de son conseil d'administration, d'organiser dans ce cadre le dépistage des cancers avec la profession médicale. Elle en a prévu le financement le mois dernier.

La technique est prête, les financeurs sont prêts, la profession médicale est prête. Les conditions sont donc réunies pour que puisse enfin être prise la décision politique qui permettra d'organiser le dépistage efficace des cancers en France.

Le Monde SANS VISA

Le piéton de Moscou



A Moscou, les flâneurs sont rares. On va toujours quelque part. La foule, mouvante, affronte le flot qui vient en face. Parfois elle se fige, compacte, tendue. Dériver dans la ville, c'est se laisser balloter d'une grappe humaine à l'autre.

par Yves-Marc
Ajchenbaum

Sil n'y avait cette très particulière odeur faite d'un mélange de naphthalène, de gas-oil et de désinfectant « made in USSR », on pourrait se croire dans la cuisine d'un hippy californien des années 60. On s'installe sur une banquette de bois, dos au mur. Le thé fume, les coudes collent sur une table dessinée de mille auréoles. Le Moscou intime, une sorte de capharnaüm de livres dominé par une collection de falences bleues. Dans un coin, l'énorme réfrigérateur, plus ou moins vide selon les époques, impose sa présence.

Chez Sacha, on se réchauffe en parlant, il aime recevoir, discuter, se chamailler. La vodka trône, même en période de sécheresse, et le caviar, quand il y en a, se dégoûte à la petite cuillère.

Le palabre démontre au quart de tour, rite du dimanche. C'est une nécessité vitale. Sa pensée se dévide comme une pelote. Sacha trébuche les mots : « En Russie, la dissidence n'existe pas. Le peuple et l'Etat se soutiennent dans une même volonté, faire de l'argent sans travailler, faire de la combine un véritable système économique. » Une gorgée de vodka interrompt le raisonnement, quelques grains de caviar se perdent dans sa moustache, « ainsi est né l'homme soviétique ». La rengaine est déjà connue mais amis et voisins ne se lassent pas d'entendre l'hôte, géant un peu lourdaut, se complaire dans son rôle préféré, la tendresse cynique.

Le décor est planté, Mikhail Gorbachev, personnage principal

du récit, a pris des allures de pasteur luthérien, sévère, droit, un peu terne. Mais, s'exclame Sacha, debout face à ses poteries : « Lorsqu'il parle de socialisme, il est beau. Il reste le seul Soviétique à croire aux lendemains qui chantent. »

Moscou se cache ainsi derrière des fenêtres à triple épaisseur de verre. Les appartements sont surpeuplés mais chacun essaye d'y trouver un coin. La cuisine devient parfois un no man's land hospitalier. Dehors, la ville - huit fois la superficie de Paris - s'étend sur un rayon de 20 kilomètres. Huit à neuf millions d'habitants se meuvent le long de larges boulevards, chaussées, perspectives percées à travers les quartiers anciens.

Vivre à Moscou est le rêve de plusieurs centaines de milliers de Soviétiques, tous les moyens sont bons pour le réaliser : mariages fictifs, pots-de-vin, piston. Si tout cela est impossible, reste la vie semi-clandestine.

Combien sont-ils, ces immigrés de l'intérieur ? Sans doute plusieurs dizaines de milliers mais la rumeur amplifie encore le phénomène, impossible à vérifier. « Les statistiques relatives aux migrations demeurent, comme avant, inaccessibles », annonçaient encore récemment les Nouvelles de Moscou. Toujours est-il qu'ils sont là, vivent de petits travaux, logent chez un parent ou sous-louent, au prix fort, à une famille, l'une des deux pièces de l'appartement. Les marchands de sommeil existent. Petits besogneux, ils économisent pour acheter une voiture ou passer quinze jours sur les bords de la mer Noire où, à leur

tour, ils loueront « au noir » une chambre à une famille indigène.

L'homme est maigre et édenté. Il aspire goulument une dernière bouffée de sa cigarette puis laisse le mégot doucement s'éteindre sur le bord de la lèvres inférieure.

« Les autobus ne passent qu'à ceux qui travaillent, ils oublient toujours ceux qui se promènent. » La phrase, lancée à la cantonade, se perd un peu le long du quai Berejkovskaja, face à la tumultueuse gare de Kiev et à ses éternelles vendanges de roses et de glaïeuls bleu pâle. Cela n'a aucune importance, l'homme n'attend jamais de réponse ni de réaction. Vieux Moscovite devant l'Éternel, son amour pour la ville s'est réduit au fil des ans. De ses compagnons d'émotion, il ne reste que le théâtre de marionnettes de la rue Sadovo-Samotchnaïa et le fleuve.

Son sac plastique fermement agrippé à la main, il prend place sur le petit bateau, sorte de navette qui tranquillement suit le courant de la Moskova au rythme de son diesel.

Caisnes d'oranges

A Moscou, rares sont les flâneurs, on va toujours quelque part. Les épaules en avant, la tête enfoncée, les vieux médaillés, les adolescents en jeans, les jeunes élégantes ou les travailleuses qui nettoient les trottoirs, badigeonnent les façades ou gâchent le ciment, tous posent leur sillon à même le bitume. En avant !

La foule est toujours là, mouvante, prête à affronter le flot qui vient en face. Parfois elle se fige, elle fait la queue, compacte, tendue, toujours prête à réagir contre les éventuels rassembleurs. Tout d'un coup une vendesse ouvre des caisses d'oranges d'Égypte ou des cartons de chaussures « made in Germany » et c'est la ruée. Les coudeuses s'enfoncent dans les côtes, le milicien s'éloigne.

Dériver dans Moscou, c'est ainsi se laisser balloter d'une grappe humaine à une autre ; le vieux Volodia préfère le bateau. On glisse sur le fleuve aux larges courbes et Moscou se dévoile, tantôt ville-dortoir, tantôt puissant bastion de l'Église orthodoxe. Elle présente ainsi les restes de la vanité des princes. La ministre des affaires étrangères et l'hôtel

Ukraina, pures expressions de l'architecture stalinienne, s'éloignent pour laisser paraître le monastère Novodievitchi. Le délire architectural traverse les siècles et, comme toujours, le gigantisme tend à ridiculiser les petits instants de la vie quotidienne.

L'œil de Nikita

Au pied du monastère fortifié, écrasé sous les coupelles dorées, se cache un petit cimetière. Interdit au public sous l'ère brejnévienne, il a rouvert ses portes au cours de l'hiver 1986-1987 et n'est accessible depuis quelques mois que lors de visites guidées. Drôle d'endroit : un sous-bois agréable, de l'herbe folle, des bosquets de lilas d'où émergent des pierres tombales de marbre rehaussées souvent d'un buste de bronze. Les croix orthodoxes sont un peu perdues au milieu de cette floraison de sculptures officielles.

Au fond du cimetière, une œuvre de Netvestny, la pierre tombale de Nikita Khrouchtchev. Il ne faut pas s'arrêter trop longtemps à cet endroit. Selon les vieilles du quartier, le buste de l'ancien dirigeant soviétique, prisonnier entre deux engrenages de marbre, l'un blanc, la pureté absolue, l'autre noir, le mal éternel, était à l'origine recouvert de feuilles d'or. Khrouchtchev, lumineux, jovial accompagnait, à l'époque, les visiteurs de son regard rieur. Dix ans plus tard, aux premiers jours de la réouverture du cimetière, l'or a disparu, le visage s'est assombri, mais le regard est toujours là : le mauvais œil.

La tombe de Tchekhov est plus discrète ; celle de Chaliapine imposante : le parti a fait de l'exilé un pur héros de la culture soviétique. Devant Anastassi Ivanovitch Mikoyan, l'un des rares dirigeants communistes à avoir survécu à toutes les purges après son arrivée au comité central en 1923, on ne s'arrête pas.

Sur la stèle polie de Vassili Staline, le fils maudit du « Petit Père des peuples », une main a posé trois œillets. En face, un buste encastré dans un cube de plexiglas regarde la scène : Nadieja (l'espoir) Alliloueva, la seconde épouse du dictateur, morte mysté-

rieusement en novembre 1932. Une main habile a glissé des tulipes de plastique rouge entre le marbre et le heaume protecteur. On ne se promène pas au cimetière de Novodievitchi, on se recueille à peine. On fait silence et un siècle d'histoire défile au milieu des odeurs d'humus et de fleurs fanées.

Le fleuve, imperturbable, contourne la ville et se love au pied du Kremlin. Le vieux Volodia choisit cet endroit pour quitter le navire : Bolchoï Kamenny Most, le grand pont de pierre. Là commence le quai Maurice-Thorez, le lieu idéal pour, d'un seul regard, découvrir l'architecture du centre politique du pays : un étrange mélange de renaissance italienne et de culture russe.

Un métro sans graffiti

Komsomolskaja, vers le nord-est de la ville. Les plafonds de cette imposante station de métro célèbrent les luttes nationales et prolétariennes du glorieux peuple soviétique. Tout est propre, net, impeccable. Ni graffiti ni musi-

que, seulement des couloirs et du marbre, tout fonctionnant. A l'air libre. Trois gares se font face, petits pains d'épices au bord d'une vaste place, sorte de « melting pot » soviétique en mouvement. Les salles d'attente récupèrent les plus fatigués. Les jeunes militaires et les vieilles paysannes s'installent, délimitant tant bien que mal leur espace vital. Le ronflement des dormeurs se mêle aux effluves de cornichons dans leur saumure, la Russie profonde, « claustrée dans sa chaleur utérine, traditionaliste jusqu'à la mort » (1), attend son train. Le petit peuple soviétique arrive, repart, stationne. Les sacs débordent des objets les plus divers. Des milliers de valises en carton, plastique ou cuir sont portées, hissées, repoussées, ficelées. Un courant dominant traverse la place du Nord au Sud, se fraie un passage vers un bâtiment d'apparence banale, plusieurs étages de brique et de brique dans un décor grisâtre, éclairé de néons.

(Lire la suite page 15.)

(1) Joseph Brodsky, in : revue L'Aure Europe, n° 5, 1985.

LISBONNE

OFFRE-SPECIALE
POUR LES AMOUREUX
DU TAGE

à partir de **1.995 F**

Ce prix comprend le transport A/R par avion, le séjour en chambre double (pour un week-end dans un Hotel de 3*) avec petit déjeuner et les transferts aéroport/hôtel/aéroport.

Consultez votre Agence de Voyages,

PORTUGAL ou le

Centro de Turismo de Portugal em França

Tél: (1) 47 42 55 57

Inoubliable LISBOA

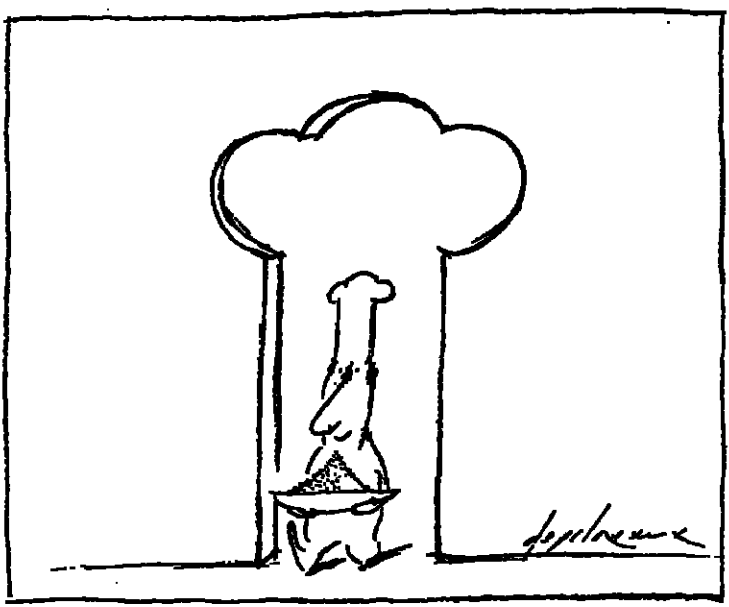
هكذا من الأصل

LA TABLE

L'école des couscous

COUSCOUS! Un plat multiple et multiforme commun à tout le Maghreb. Mais, en vérité, il s'agit de la graine, cette semoule de blé dur (parfois, en Tunisie, d'orge ou de blé vert) cuite à la vapeur dans un récipient de terre percé de trous s'adaptant à la marmite où bout le liquide (eau ou bouillon). D'où peut-être le nom du plat : onomatopée imitant le bruit produit par la vapeur du liquide passant entre les trous du récipient et les graines. Mais d'autres y voient une forme française de *rac kek* : broyer menu. Le Larousse le fait découvrir par les Français au moment de la conquête de l'Algérie. C'est peut-être oublier que Rabelais parle déjà de cocossous à la mauresque.

Ce qui différencie les couscous est l'accompagnement. Autrement dit, le plus souvent, ce qui a cuit parallèlement dans l'eau ou le bouillon fournissant la vapeur. A moins de proposer un couscous sec, avec la viande grillée du méchoui comme, par exemple, le cher *Wally-le-Berber* sous sa tente saharienne du 16, rue Le Regrattier dans l'île Saint-Louis (Paris-4, tél. : 43-25-01-39, fermé le dimanche).



DESKOZEAUX

Mais ce ne sont pas à Paris les «couscoussiers» qui manquent. De *Martin-Alma*, (44, rue Jean-Goujon, Paris-8, tél. : 43-59-28-25), qui livre à domicile au *Timagad* (21, rue Brunel, Paris-17, tél. : 45-74-23-96), au bien joli décor...

Je le faisais remarquer l'autre jour à mes compagnons du prix Marco-Polo-Casanova, cette multiplication des restaurants de cuisine étrangère conduit à une inflation des ersatz, des «arrangements» permettant une sorte de braderie donnant une fausse image des vraies cuisines d'ailleurs. Combien d'officiers sino-vietnamiens osent afficher que le beaufolais nouveau est arrivé? Et j'ai lu sur une vitrine : «Sandwichs vietnamiens»! Passons.

L'école des couscous? On la peut aller chercher au *Dey*. Petit restaurant caché du 15^e de cuisine traditionnelle algéroise. M. Rabah, un ancien confrère, et son épouse, en cuisine, proposent à la carte quatre couscous différents : aux brochettes de gigot d'agneau, à l'épaulé d'agneau cuit dans le bouillon de couscous, aux merguez grillées, et enfin «maison» avec épaule, brochette, merguez et... caille grillée (d'élevage bien sûr, mais, comme dit M. Rabah, caille d'élevage est encore meilleure que poulet de batterie). Et puis, sur commande, six autres couscous : aux légumes secs et viande au choix, au mouton et bouillon de légumes frais, mesfoul (cuit vapeur avec petits pois frais, sucre en poudre ou miel, sans sauce), mekfoul

(légumes frais sans sauce), berkoussas (couscous gros grains) et complet à la graine brune. Ouf! Belle occasion d'emporter chez soi ces divers couscous et de les étudier en détail. Ils suffisent à un repas avec une salade d'agrumes à la fleur d'orange par exemple. Le *Dey* est donc un excellent restaurant-école où l'on peut apprendre pour 150-200 F (vins rouge et rosé du Maghreb de 55 F à 60 F, mais croyez-moi, préférez le thé à la menthe).

Un lauréat tout trouvé pour un futur prix Marco-Polo-Casanova.

LA REYNIERE.
● LE DEY
109, rue de la Croix-Nivert.
75015 Paris.
Tél. : 48-28-81-84.
Fermé le dimanche. CB - AE.
Salon quinze couverts.

Un sauvetage
Une étoile au *Bottin-Gourmand*, 2 toques (16/20) au *Gault-Millau*, une étoile aussi au *Michelin* (mais qui l'inscrit à Clichy ce qui peut rebouter le chaland, alors qu'une partie de la maison est sur le territoire d'arrondissement : c'est le *Barrière de Clichy* (2, boulevard de Douaumont, Paris-7^e et 1, rue de Paris à Clichy, tél. : 47-37-05-18) où le talentueux Gilles Le Gallais s'assoiffie au « piano » dans l'attente de la clientèle qu'il mérite.

Les médias ne se sont point enjambés de cette enseigne. On n'y voit ni le grand Chose ni M^{me} Machin, pas le moindre scandale mondain, Corydon enfin n'est point son cousin. Mais le charme de sa gentille épouse cadre bien avec le décor rose et blanc, chaud et distingué. Avec aussi la cuisine, nouvelle mais sage : haddock vinaigrette de poireaux, saumon cru mariné au miel, encompas farcis au foie gras, des de maquerons, fricassée de sole au ris de veau, etc. Comptez 350 F au moins, mais avec, aux déjeuners, un menu à 245 F.

Gilles jette-t-il l'éponge? Ou bien les gourmets avisés lanceront-ils la mode de cette maison qui en vaut la peine?

L. R.

SEMAINE GOURMANDE

Le Vivarois
Heureuse surprise l'autre midi de trouver, malgré la quasi-silence des médias et les réticences des guides (deux étoiles seulement au *Michelin* II), la salle pleine et de voir, en fin de repas, un Claude Peyrot venir, visage joyeux, saluer ses clients, non moins heureux! Evidemment, à la carte, l'addition est une addition... de fête. Mais quelle fête, aussi, que cette cuisine si bien « pensée ».

Les huîtres chaudes au curry, le coq ivre de Pomard, le soufflé à l'écurcul de la carte, mais aussi vingt autres trouvailles selon le marché, l'instant et l'humeur! Alors, vous découvrirez les ravioli aux câpres, un délicieux feuilleté (style André Guillo) à l'anguille fumée, un œuf de caille sur un oursin-épargne, que sais-je...

Le déjeuner d'affaires (290 F, vin et café compris) comporte une entrée, deux plats, fromage ET dessert avec, par exemple, une demi-chapon 1988. Mais Jean-Claude Vinader, le jeune et précieux sommelier, vous conseillera peut-être aussi le saint-joseph de même millésime, signé Bernard Gripa (de Narbonne en Vivarais) : une merveille sur la poularde brassée au vinaigre comme sur le rognon de veau noble cru. Service impeccable, ambiance ensoleillée du sourire de Jacqueline Peyrot. Une grande soirée!

● LE VIVAROIS
192, avenue Victor-Hugo.
75016 Paris.
Tél. : 45-04-04-31.
Fermé samedi et dimanche.
CB - AE - DC

Les Princes
C'est le restaurant « gastro » de l'hôtel George-V, dans son nouveau décor d'une fastueuse élegance et donnant sur le patio admirable de l'été à venir. C'est aussi, grâce au nouveau cuisinier, Pierre Larapied (hier au Clovis; où il me paraissait moins « assés »), un re-nouveau. Une très grande carte et des prix non moins solides — mais comment le touriste à l'œuf poché et chantilly de caviar, le foie gras d'ole au kirch, la grouse rôtie aux aïelles et son jus au pur malt pourraient-ils se proposer au prix des « chiens

chauds » de la « néfasto-food »?

Là encore, il s'agit d'une fête et mon déjeuner — consommé de crustacés au farci de corail, noisettes de biche en venaison, cépages à la bordelaise, entrées au chocolat et piscasses — est enchanté Dodo-Bouffant. Tout comme un nouveau vin de la cave (excellent sommelier), un châteaillon 1985 de Noyat-Gachet, dont le *Guide Hachette* 89 des vins dit justement qu'il « engage la conversation avec cœur et esprit ».

A 800 F, cet éblouissement de puissance et d'élégance est exceptionnel! Bon service de palais sous la direction de M. Frison. Menus à 250 F (déjeuner), à 490 F et carte.

● LES PRINCES
81, avenue George-V.
75008 Paris.
Tél. : 47-23-54-00.
Ouvert tous les jours.
CB - AE - DC

Le Relais Louis-XIII
En ces vieilles pierres qui vivent peut-être jour le petit dauphin Louis, qui était fils le troisième du nom, aux portes sculptées d'époque, aux toiles authentiques et aux vitrines musées (avez-vous déjà vu une ceinture de chasteté pour homme?), il est bon de constater que le nouveau chef, Georges Pron, remplace sagement l'excelsior Martinez (parti à la Tour d'Argent).

Sa carte d'hiver est « passionnante », depuis la soupe de pruneaux à l'armagnac accompagnant une simple terrine de foies de volailles jusqu'au pied de porc et queue de bœuf aux deux choux en passant par un blanc de turbot rôti au jus de crustacés assés et bigorneaux et la canette de barbare mi-sauvage, aux poires (avec sa bordelaise liée de vin). Très belle carte des vins. Service de qualité. Un menu déjeuner à la carte coûte 800 F pour cette régalade historique.

● RELAIS LOUIS-XIII
8, rue des Grande-Augustins.
75006 Paris.
Tél. : 43-26-75-96.
Fermé dimanche et lundi midi.
Salon 24 couverts.
Parking : Mazyrine.
AE - DC - CB

L. R.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Ardèche
FERME DE LA BESSE XV^e siècle
SÉJOURS SKI DE FOND SUR LE HAUT PLATEAU ARDÉCHOIS : 7 jours pension + matériel 1800 F à 2000 F.
MEJEAN Gérard, 07510 RIETORD.
Tél. 75-38-88-84.

Montagne
MASSIF DU CANTAL
L'AUBERGE DU COL **
CALME - DÉTENTE - SKI DE FOND
Alt. 1000 m. Situation panoramique. Ambiance chaleureuse. Ski, balades et animations par vos hôtes.
Chambres B/D, w.-c., salons, cheminée. 7 jours p. c. 1260 F à 1610 F. 1/2 p. 1100 F à 1200 F.
AUBERGE DU COL
COL DE CUREBOURSE
15800 VIC-SUR-CÈRE - 71-47-51-71.

SAVOIE
SKI-DÉTENTE
CHALET-HOTEL de l'OLIVE ROUGE ***
Logis de France. Guide *Auto-Journal*. 1600 m. Domaine skiable LE CORBIER-LA TOUSSAIRE, 10 chambres personnalisées dans chalet confort. 18^e s. Vaste terrasse panoramique plein sud. Cuisine du terroir. Les disciples d'Epicure sauront s'y retrouver.
Pens. 285 à 310 F TTC - 1/2 pension. Familial SURVIE.
Le Chalet, 73530 ST-JEAN-D'ARVES.
Tél. 79-59-70-99.

Provence
ROUSSILLON 84220 GORGES
Vacances d'hiver
au MAS DE GARRIGON ***
(COV et départ d'Avignon)
Séjour détente à prix doux dans le PETIT HOTEL DU LUBERON.
Stages de cuisine.
Stages d'équitation.
Espace gourmande.
Renseignements et réservations : 90-85-63-22

Grande-Bretagne
68 - QUEENSGATE
EDEN PLAZA HOTEL
68 QUEENSGATE
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 19-44-1-370-6111. Tél. 916228.
Tél. 19-44-1-370-6570.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods, Hyde Park, musées.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES ***
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc. Ambiance intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-33-33 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.
Télécopieur : 041-520-37-21.

Suisse
CH-3962 CRANS-MONTANA
Mes vacances d'hiver, je les passe à L'HOTEL EL DORADO ***
J'y trouve le confort, une cuisine excellente dans une belle ambiance.
Familie B. BONVIN.
Tél. (1941) 27-41-13-33.

LEYSIN (Alpes françaises)
1300-2200 m. à 4 h 30 de Paris par TGV. Station réputée pour ensoleillement et climat vivifiant. Sports, loisirs, détente. Offres variées, qualité et accueil suisses compris. Exemple forfait ski 8 jours en demi-pens. dès 460 FS (env. 1900 FF).
OFFICE DU TOURISME, CH-1854 LEYSIN.
Tél. : 19-41/25/34-22-44

HOTEL MONT-RIANT **
35 LITS. Tout confort. Très tranquille. Cuisine haute qualité. Régimes.
Pension complète : 62 à 80 FS (env. 260 à 340 FF).
Tél. 19-41/25/34-12-35, CH-1854 Leysin.

SAINT-MORITZ (ENGADINE)
KULM-HOTEL
L'hôtel de 5 étoiles avec la plus grande tradition. Centre mondain et sportif.
CH 7500 St-Moritz - Tél. : 19-41 82/4 11 51 Fax 82/3 27 38, TL 85 21 72

3920 ZERMATT-VALAIS-SUISSE
HOTEL HOLIDAY ***
Appartements avec service d'hôtel, 60 lits. Situation tranquille, à proximité du funiculaire Sunnegga. Tous les studios avec balcon, cuisine, frigidaire, bain, w.-c., radio. Hall d'accueil avec bar. Entrée gratuite dans une piscine couverte. Restaurant. Prix spéciaux en jan. dès 70 FS (env. 250 FF), demi-pension.
Tél. 19-41/25/34-12 03.
Fax. B. Perren. Tél. 472107.

TOURISME MONTAGNE
Découvrez et pratiquez le ski en février ou à Pâques avec le CLUB DES 4 VENTS
Association agréée Jeunesse et Tourisme, créée en 1953.
Des programmes sur mesure pour les enfants et les adolescents, par groupes n'excédant pas cinquante participants. Des stations de qualité en France, Suisse et Andorre. Du ski non stop, un encadrement spécialement formé et une animation à laquelle tout le monde participe. Et des prix tout compris, depuis PARIS...
Vive, laissez-vous glisser...
CLUB DES 4 VENTS, 1, rue Goulin, 75006 PARIS. Tél. (1) 45-25-46-26.

TOURISME Golf à bâbord!

GREENS à bâbord! Greens à tribord! C'est ce que proposent aux golfeurs ayant bon pied, bon swing, les trois croisières organisées à leur intention à bord du *Mermoz*.

Aux charmes traditionnels de la croisière (détente, farniente, gourmandise — trois restaurants, — fête et « enfièvre » du jeu dans un casino flottant digne de Las Vegas) s'ajoute, selon la croisière retenue, la découverte de quelques-uns des plus beaux parcs de golf de la Caraïbe : le Mahogany Run à Saint-Thomas (les Vierges), le Cedar Valley Golf à Antigua, le La Toc Resort à Sainte-Lucie, le Sandy Lane à la Barbade, le golf de Saint-François à la Guadeloupe, le golf de l'Impératrice, à la Martinique, ou le Frigates Bay Gold Course, à Saint-Kitt's. Compétition quotidienne (stableford avec classement net et brut) pour les joueurs munis d'un handicap ne pouvant excéder 35.

Le prix de la croisière dépend naturellement de la cabine choisie.

sie (compter autour de 13 500 F par personne pour une cabine double extérieure avec douche) et s'y ajoutent les excursions et, pour les joueurs, un forfait golf de 1 800 F comprenant transferts, green fees et vêtements électriques.

Les croisières ont lieu du 11 au 19 février (tarification avantageuse pour les enfants), du 11 au 19 mars et du 18 au 26 mars. Renseignements dans les agences de voyages ou au siège des Croisières Paquet, au 3, boulevard Malesherbes, 75008 Paris (42-68-44-86).

Ceux qui préfèrent les îgunes aux greens peuvent encore s'embarquer pour la croisière exceptionnelle de huit jours que le même *Mermoz* effectuera, au départ de l'équateur, du 18 janvier au 5 février, aux Galapagos, au Costa-Rica (via le canal de Panama), puis dans les Caraïbes avec débarquement en Floride. A partir de 19 790 F en cabine triple intérieure.

GASTRONOMIE

Rive gauche
Alexis
Déjeuner - Dîner - Souper
28, rue de l'Exposition, 75007 PARIS
Réservation : 47-05-80-39

Rive droite
POUR VOS INVITATIONS
LE SOUFFLÉ
Sa bonne cuisine française et ses soufflés.
31, rue de MONTMARTRE (près de la place Vendôme)
Réservation 42.80.27.19
Fermé le dimanche.

● Solliellou. — On connaît cet artisan d'épicerie ensoleillée de Selernes (Tél. : 94-70-60-88 à Selernes, dans le Var). Condiments, confitures, miels, etc. On y peut ajouter d'amusants confits (de noisettes, d'amandes en purée, au miel) ainsi qu'une intéressante huile de pépins de raisin aromatisée aux herbes (estragon, serpolet, basilic).

● Porcelains des bois! — Des petits cochons élevés en plein air sur les Causses du Quercy, c'est ce qu'ont tant deux éleveurs de l'Isère. La charcuterie Chédévère (leurets de l'AAAAA), 12, rue du Marché-Saint-Honoré, Paris 1^{er}, en a réservé les arrivages pour les fêtes. Espérons que l'expérience se renouvellera.

L. R.

DÉSERTEZ!
VOYAGES A PIED EN 4x4 ET SOUS LES ÉTOILES
SAHARA, YEMEN, NEPAL...

NOMADE
SAHARA, YEMEN, NEPAL...
50 Avenue des Lignes
75007 Paris - Tél. 42 42 42 42



Interlpen-Hotel Tyrol.
De toute chose la meilleure.
En plein milieu des majestueuses montagnes tyroliennes, sur le haut plateau de Seefeld, se trouve cet hôtel de grand standing international.
Le cadre est constitué par des restaurants, des bars, des cafés et des salons au décor somptueux.
Les appartements comprennent poêle en faïence, balcon, penderie, et sont très confortables.
Les hôtes sportifs trouveront toutes sortes d'installations telles une piscine couverte avec bassin de 50 m, saunas, salles de tennis, terrains de jeu, ainsi qu'un golf de 18 trous situé à proximité.
Garage souterrain gratuit.
Ecrivez-nous, nous vous ferons en plaisir de vous communiquer tous les renseignements dont vous aurez encore besoin.
INTERLPEN-HOTEL TYROL
S. P. 06, A-6110 Telfs-Boden, près d'Innsbruck.
Tél. : 19-43/52 62/42 42, Tél. 047200, 534 804

Culture

MUSIQUES

Consécration de la Halle aux grains

Les vingt ans de Michel Plasson

Rénovation de sa plus belle salle de concerts, fêtes en l'honneur de Michel Plasson, fidèle entre les fidèles, Toulouse vit des heures musicales heureuses.

Depuis quarante ans, la Halle aux grains est le haut lieu de la musique symphonique à Toulouse. Dans cet ancien palais des sports, qui résonnait de clameurs forcenées au temps des matchs de catch, Michel Plasson a forgé la réputation de son Orchestre du Capitole, dont toute la ville rose est tombée amoureuse lors des cycles Beethoven et Brahms des premières années.

Et la ferveur a redoublé grâce aux représentations d'opéra (*Fidelio*, *Salomé*, *les Maîtres Chanteurs*, *Faust*, *Parafal...*) qui mettaient en valeur les qualités éminentes de ce lieu. Mais savages que jadis, les applaudissements et les clameurs ne sont pas moins frénétiques aujourd'hui.

Digne d'un théâtre antique

Lieu unique, en effet, que cet hexagone où deux séries de gradins superposés encerclent l'orchestre et la scène, ce qui donne une intimité, une chaleur et une impression de communion exceptionnelles avec les

artistes, grâce à une acoustique naturellement excellente.

Cette enceinte, digne d'un théâtre antique, restait cependant quelque peu spartiate avec ses gradins de béton sans dossiers qui rendaient héroïques les auditeurs de *Parafal...*

Vendredi 6 janvier, samedi et dimanche, on inaugurerait donc une presque nouvelle Halle aux grains, réalisée en un temps record (quatre mois et demi) et pour une dépense de 25 millions de francs environ, dont la Ville a pris la plus grande part.

Des gradins de bois tout neufs, fixés sur les structures de béton, ont reçu deux mille cinq cent soixante-dix sièges (impossible désormais de tasser plus de trois mille auditeurs sur leurs bancs comme des sardines !); l'acoustique semble s'être encore affinée; la brigue toulousaine des pilons et les fines décorations des chapiteaux ont reparu au milieu des bois étincelants; et les services de sécurité sont satisfaits qu'on ait enfin construit des escaliers pour séparer les spectateurs des différents niveaux.

Côté scène, les améliorations sont également considérables: l'hexagone central est monté sur vérins, et la hauteur des éléments du plateau pourra ainsi varier de trois mètres. L'orchestre est maintenant au niveau des auditeurs les plus bas, pour les concerts, et disposera d'une véritable fosse pour les opéras. Une dernière phase de travaux permettra

l'aménagement des locaux techniques en vue des productions lyriques qui reprendront dès la saison prochaine.

Pour cette nouvelle « consécration de la maison », Michel Plasson avait choisi, non l'*Ouverture* op. 124 écrite sous ce titre par Beethoven lors de la rénovation d'un théâtre viennois en 1822, mais la *Neuvième Symphonie* (qu'elle accompagnait d'ailleurs lors de la création de celle-ci).

Une émotion quasi religieuse

Il y avait quarante ans que cette *Neuvième* n'avait pas résonné en ces lieux et je vous laisse à penser la ferveur, l'émotion quasi religieuse qui s'est emparée de l'orchestre, du public et des chœurs du Capitole (associés aux superbes Chœurs de la télévision hongroise), non moins que du chef.

Plasson, avec ses gestes d'échassier un peu gauche, transmet une énergie électrique à ses musiciens, une passion ardente qui bouscule parfois la rondeur du phrasé, la respiration de la musique, mais il frappe au cœur. Certains temps rapides, tel celui du scherzo, frémissent d'enthousiasme, comme ses mains et ce visage tendu, d'une expression presque sauvage, soudain baignés de douceur, désarmés par la tendresse de l'adagio.

Et tout le final se déployait avec une grande majesté, montant de plus en plus vers le bonheur, dans cette

farandole des chœurs qui s'enchaînaient avec quatre excellents solistes (Ellen Shade, Margarita Zimmermann, Vinson Cole, Siegfried Vogel).

Les acclamations interminables, saluant la *Neuvième* et ses interprètes, étaient aussi un hommage particulier à ce chef: malgré nombre d'obligations internationales (il est premier chef invité à la Tonhalle de Zurich et vient de diriger *Manon* pendant un mois à Covent Garden), Plasson reste depuis vingt ans fidèle à l'Orchestre du Capitole, dont il a fait l'un des meilleurs de France et certainement le meilleur défenseur de la musique française (1).

Ce mardi, une foule d'amis, de mécènes, d'officiels, viennent de toute la France assister à la grande fête que lui donnent les Berganza, Kraus, Lafont, Mesplé, Courbas, Amoyal, Tacciano et d'autres dans un programme éclectique et brillant qui ne comporte pas moins de vingt-quatre pièces, plantureux gâteau d'anniversaire en cette Halle aux grains.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Comme en témoigne son abondante discographie chez EMI, qui vient encore de s'enrichir d'un disque *Stabat Mater* (Parade, Relâche, etc., CDC 749-4712); rappelons qu'on lui doit en majeure partie la redécouverte d'Alfred Niemann avec *Guerceur* (198-1938), la *Deuxième Symphonie*, la *Quatrième Symphonie*, l'*Hymne à la Justice*, la *Chant funèbre* (149-0802 et 147-3732).

VARIÉTÉS

Michel Sardou à Bercy

L'homme tranquille A guichets fermés, le chanteur, dans sa maturité, chante Van Gogh et la Révolution.

En vingt ans, Michel Sardou est devenu le chanteur le plus sympathique à un large public, qui s'identifie immédiatement à lui. Son air toujours aussi insaisissable et peu loquace, son humour pragmatique, les revanches narquoises prises sur ceux qui ont décliné autrui des polémiques contre lui, tout mis d'emblée à l'aise avec le spectateur qui a excusé facilement son aspect bourru, sa rudesse, sentant bien que rien n'était calculé. Sardou, et c'est cela sa force, est avant tout un professionnel et il bénéficie de l'admiration que le public, qui retrouve ses préoccupations et ses convictions dans les chansons, accorde aux professionnels. D'autant plus que ce fils et petit-fils d'artistes chez qui la tradition du spectacle est de rigueur depuis sept générations utilise constamment le « je », ajoute une volonté de dramatisation, se révèle incapable de faire l'économie de ses passions et se retrouve dans le *no man's land* qui sépare la réalité de la fiction.

Chanteur populaire au sens plein du mot, ayant fait un parcours sans faute paré de toutes les épreuves et de controverses, Michel Sardou n'est comparable à personne avec Jacques Revaux, le compositeur attitré, et avec la collaboration des paroliers Pierre Delanoë, Didier Barbelivien et Jean-Michel Bérati: des *Bals populaires à la Java de Broadway*, de la *Maladie d'amour aux Lacs du Connemara* et à *Musulmanes*.

Imaginez-nous Sardou installé dans le goût de la bravade ou de la provocation, qu'il devient tendre, plus en demi-teintes qu'on ne pouvait le penser. Déroulant et finalement indéfinissable, voici Sardou au Palais omnisports de Bercy, où il a affiché complet trois semaines avant l'ouverture du spectacle. Celui-ci, avec un dispositif scénique sobre, ingénieux et un décor de lumières de Jacques Rouveyrolis, fait découvrir presque un nouveau visage du chanteur: une sorte d'homme tranquille, heureux, épanoui, et même souriant. Qui chante d'affilée vingt-quatre chansons — dont *Le Paraguay* n'est plus ce qu'il était, qui a la particularité de relever de l'écriture automatique, et *Vincent*, en hommage à Van Gogh. Michel Sardou démarre à chaque fois sur un son ou sur des cris, en glissant les mots dans la musique avec une voix pleine, nette, qui claque. Le concert se termine avec une séquence conçue par Robert Hossein autour de la chanson *la Révolution*, « qui avait de bonnes intentions ».

CLAUDE FLÉOUTER.

* Palais omnisports de Bercy, 21 heures, jusqu'au 29 janvier.

CINÉMA

« La Vouivre », de Georges Wilson

Les femmes mènent le jeu

Une créature surnaturelle envoûte un paysan. Georges Wilson dirige son fils Lambert dans une adaptation réussie de Marcel Aymé.

En 1919, Arsène Muselier (Lambert Wilson), que l'on croyait mort à la guerre, revient dans son village du Jura. Or « la Vouivre », la fée des eaux, qui se promène nue dans les étangs et les marais pour tenter les hommes, son diamant pendu au cou, vient de disparaître. Louise (Suzanne Flon), la mère d'Arsène, a trop de bon sens pour s'en préoccuper. L'été est brillant, il faut faire les moissons. Requièm le fossoyeur (Jean Carmet), lui, croit à la Vouivre, voudrait s'emparer de son diamant pour être riche et épouser la Robidet (Macha Meril), sa compagne ivrognesse qu'il voit comme une princesse. Arsène garde un morceau de fer dans la tête, des suites d'une blessure. Un jour, il rencontre la Vouivre (Laurence Trill).

Quand un homme de théâtre arrive au cinéma, ou se méfie. Georges Wilson a adapté un étrange roman de Marcel Aymé en le déplaçant dans le temps, il a travaillé avec des acteurs qui ont l'expérience de la scène et de l'écran, et bien qu'il dirige son fils Lambert, ne fait pas de son film une affaire de famille.

L'adaptation est réussie. Dans de superbes paysages d'étangs et de forêts, dans un village ressurgi du passé, Georges Wilson et son chef-

opérateur André Neau donnent à voir l'univers de Marcel Aymé, dont le réalisme paysan le plus poussé (on n'est pas si loin de la *Jument verte*) bascule dans l'imaginaire et le fantastique. Créature surnaturelle régnant sur les vipères ou sorcière réelle, la Vouivre, force biologique, incarnation de la nature, cherche à donner aux hommes une sagesse qu'ils ne peuvent ni comprendre ni accepter.

L'inspecteur Harry est la dernière cible, le dernier sur la liste établie par un tueur maniaque, qui s'inspire d'un jeu de société plutôt douteux: il s'agit d'inscrire les noms de dix personnes dont on pense qu'elles mourront dans l'année. Le gagnant est celui qui a le mieux deviné.

L'histoire se passe pendant le tournage d'un film d'horreur, dont la vedette est un rocker camé — la première victime. Que vient faire l'inspecteur Harry Callahan dans cette intrigue vaine? Que vient faire Clint Eastwood dans cette galère? Il s'ennuie.

Son personnage de fils teigneux, agressif, amer, solitaire, désespéré s'est complètement dilué. Il abat sans conviction des truands abominables, échappe à tous les dangers avec tant de désinvolture qu'on a pas peur pour lui, sauve un imbécile

Les femmes mènent le jeu, à commencer par Louise. Sans doute, Georges Wilson a-t-il pris plaisir à créer, avec ses interprètes, une galerie de personnages pittoresques. Et Lambert Wilson, bon, tourmenté, partagé entre le désir d'amour et l'angoisse d'une fin brutale, effectue un extraordinaire rétablissement après quelques rôles plutôt conventionnels où on ne le sentait pas à l'aise.

JACQUES SICLIER.

« La Dernière Cible » de Buddy Van Horn

Qui a tué Harry?

Qui veut se brûler vivant devant les caméras de la télévision pour qu'on fasse attention à lui, embarque comme en baïllant la blonde journaliste. Il n'est plus accompagné de ce chien Wilcox, bon, tourmenté, partagé entre le désir d'amour et l'angoisse d'une fin brutale, effectue un extraordinaire rétablissement après quelques rôles plutôt conventionnels où on ne le sentait pas à l'aise.

Le film de Buddy Van Horn se veut une satire de la télévision: en général, du journalisme de faits divers en particulier et des ringards du cinéma B. Mais l'ironie est lourde, le scénario mal ficelé, la réalisation molle. Clint Eastwood est toujours très beau, mais Dirty Harry n'existe plus.

C. G.

AU GRAND REX EN GRAND LARGE



Communication

Alors qu'elle s'engage dans la télévision haute définition

La SFP cherche encore son équilibre financier

La Société française de production (SFP) et les industriels Philips et Thomson vont créer dans les jours qui viennent un groupe d'intérêt économique (GIE) pour développer et promouvoir la télévision haute définition (TVHD). Baptisé International HD, ce groupement s'ouvrira à des partenaires étrangers — l'allemand Bosch notamment — au 1^{er} juillet prochain, dès que les textes communautaires autoriseront la création de groupements européens d'intérêt économique (GIEE). La nouvelle entité s'installera sur 900 mètres carrés au siège de la SFP. Un « coup de foudre » nouveau pour la société publique de production qui vient de traverser en 1988 une nouvelle année difficile.

Le nouveau PDG de la SFP, M. Philippe Guillaumet, fait il y a un an sur de son fait. Une croissance de 10 % de son chiffre d'affaires et un quasi-retour à l'équilibre n'étaient pas des objectifs hors de portée. Réformes de structure, nouvelle politique commerciale et économiques internes aidant, confiant-il, la société publique allait enfin s'adapter à un nouvel univers concurrentiel.

Las! Les premières estimations comptables montrent qu'il n'en a rien été. Le chiffre d'affaires devrait tout juste dépasser le milliard pour les douze mois écoulés, contre 1,35 milliard en 1985. Quant aux pertes, après avoir atteint 160 millions de francs deux années consécutives (1), elles devraient s'inscrire dans une fourchette allant de 100 à 140 millions. « Ne soyons pas inutilement pessimistes, corrige le directeur du développement et de gestion, M. Patrick Vernay. S'il est vrai que notre chiffre d'affaires régresse, notre déficit commence à se réduire après avoir été stabilisé. Notre société, dont on a trop souvent critiqué la rigidité, a su absorber son point mort — dans une conjoncture difficile — suppressions d'emploi (trois cent quatre-vingts en trois ans), fermeture des laboratoires de Cognac-Jay et du studio 101 de la Maison de Radio-France, etc., rien n'a été négligé.

Aujourd'hui, les difficultés persistantes de la SFP, selon ses responsables, s'expliquent davantage par le comportement des chaînes et les mécanismes mêmes du marché, que par on ne sait quel refus interne de s'adapter. Il y a d'abord le non-respect par TF1 des engagements pris devant la CNCL lors de sa privatisation. Ses dirigeants, dans le cadre du « mieux-disant culturel », s'étaient engagés sur 380 millions de commandes à réévaluer de 5 % par an pendant quatre ans! « Nous sommes loin de compte, reconnaît presque à regret le PDG de la SFP. Seuls le gouvernement et la CNCL peuvent exiger de la Une qu'elle respecte les termes de sa décision d'autorisation. » M. Guillaumet se fait en revanche plus critique à l'égard d'Antenne 2, société « cousine » du secteur public accusée de privilégier, à qualité et prix comparables, la production privée.

Plus inquiétant encore, le changement de certaines règles du jeu. La SFP excellent autrefois dans la production exécutive de tournages de fiction. Un métier plus rentable que la seule prestation de services, et qui ne réclamait aucun investissement particulier. « L'émergence de producteurs privés a changé tout cela, explique M. Vernay. La production déléguée a quasiment disparu et la SFP, si elle ne veut pas se voir ravir un rôle de simple prestataire, n'a plus d'autre choix que d'investir dans la production. » Ce qu'elle fait — 90 millions en 1988, 130 millions en 1989 — alors qu'elle n'en a pas réellement les moyens.

Côté variétés, les changements sont aussi profonds. Hier, une émission coûtait 1,5 million. Aujourd'hui, 3,5 millions en moyenne, alors que la facturation des prestations SFP n'a pas varié. La différence, explique-t-on aux Bureaux-Chaumont, provient de la multiplication des maisons de production fondées par les auteurs de variétés qui jouent un rôle nouveau d'intermédiaire. Enfin, le marché de vidéo-mobilité — les gros cars de reportage — est aujourd'hui largement saturé. La bataille des prix fait rage et la Société française de production reconnaît avoir perdu des marchés au profit du secteur privé et de... FR3 qui bénéficie, elle, de la redevance.

Reste que la SFP ne peut se contenter d'une stratégie purement défensive. Tout nouveau plan social étant pour l'instant écarté, il lui faut absolument retrouver le chemin de la croissance. Les récents accords signés avec TF1, les négociations en cours avec Antenne 2, devraient y contribuer. Tout comme la multiplication d'accords-cadres avec les producteurs privés comme Hamster ou GMT.

PIERRE-ANGEL GAY.

(1) Chiffre globalisant à 130 millions, le déficit a été définitivement arrêté à 160 millions en avril dernier.

La création de International HD

La GIE International « HD » fondé par la SFP, Thomson et Philips, aura pour mission centrale de faire connaître la nouvelle norme européenne de télévision haute définition mise au point dans le cadre du programme industriel Eurêka 95. D'une part, en multipliant les démonstrations en faveur des professionnels, de la presse et du grand public, et d'autre part, en se lançant dans la production de programmes — du clip vidéo aux émissions de plateau en passant par le tournage d'une fiction — qui seront réalisés dans des conditions commerciales. L'équipe — internationale — de dix personnes sera dirigée par M. Patrick Samuel, qui quittera, dès le 1^{er} février prochain, le ministère de l'Industrie pour prendre la fonction d'administrateur-directeur général du GIE. Les investissements s'élevaient à 85 millions de francs la première année, dont 20 millions pour la fonctionnalité. Mais, au total, la Communauté européenne, les États et les industriels apportent à ce nouveau projet, chacun 105 millions de francs sur trois ans.

Cure de jouvence pour « le Point »

Les stars de la politique et du spectacle, qui claboussent il y a quelques mois sur les affiches publicitaires consacrées à l'hebdomadaire: « le Point, je suis pour que je le lise... », trouveront lundi 16 janvier une raison de plus pour se plonger dans les pages de leur news magazine favori. Le journal, fondé en 1972 par une équipe de journalistes dissidents de l'Express, modifie de fond en comble sa formule à cette date.

Tout en demeurant fidèle à ses conceptions — primant l'information, volonté d'indépendance — le Point a pris le poids de l'information paysanne médiatique. Les suppléments, en vogue dans la presse quotidienne, la multiplication des émissions de télévision fournissant des informations rapides et générales ont incité l'équipe de l'hebdomadaire à concevoir une formule où réflexions et explications constituent le pendant de l'information. Le ton et l'écriture seront volontairement plus incisifs et les choix de la rédaction clairement identifiés grâce aux éditoriaux signés par Claude Imbert, directeur de la rédaction, et les chroniqueurs Jean-François Revel ou Alain Duhamel.

Enfin, l'espace consacré aux phénomènes de société et à la culture est élargi (dix-sept pages pour la seule culture — cinéma, musique, théâtre, etc.) et une bande dessinée, réalisée par un ancien de *Pilote*, Denis Fremont, fait son apparition. Un dossier de trois pages illustrées — le Pointrama

constitue ainsi l'une des nouveautés de l'hebdomadaire, au même titre qu'une page consacrée à la vie en Europe (« Avec les Européens ») ou à la mise en relief des évolutions de société (« Les Français sont comme ça »).

Conçu par l'équipe de l'hebdomadaire, et étayé par les études sur son secteur menées par Ipsos, cette nouvelle formule du Point bénéficie aussi d'un renforcement de la maquette (quadrillage, graphisme plus soigné, nombreuses photos). Grâce à cette cure de jouvence, le Point espère pallier l'érosion de sa diffusion (330 000 exemplaires), recueillir davantage de recettes publicitaires et concurrencer l'Express sur le terrain des offres d'emploi et des petites annonces, afin de conserver son équilibre financier.

Y.-M. L.

● Canal Plus renonce au décodeur « universel ». — France-Télécom et Canal Plus, qui envisageaient de mettre au point un boîtier unique permettant la réception et le décodage de tous les programmes de télévision, hertzien, par câble ou par satellite, ainsi que le contrôle d'accès aux chaînes payantes, y ont renoncé. Un tel appareil serait trop onéreux. En revanche, les deux partenaires auront le maximum d'éléments communs (et notamment le dispositif essentiel du contrôle d'accès) dans la famille de matériels qui va voir le jour, adaptée à chaque mode de transport des signaux.

PHILADELPHIA

Dimanche 15 janvier

Dimanche 15 janvier

TF 1

LE DIALOGUE
*Rendez-vous avec
les Valeurs du Trésor*

sur FR3

le samedi
14 janvier
à 8 h 05
le mardi
16 janvier
à 8 h 00

VALEURS DU TRÉSOR
LA LIQUIDE DU MARCHÉ
à 8 h 00

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
- R. RUFFO

5 2 11
E Days

mode

stible par l'esprit du café-théâtre. On prend plaisir de film, on multiplie les références (cinéma, BD, etc.) et les plombs des mots s'amusent à encastrer. Les balbutiements de la génération Splendid : on est aussi loin de Brechtelmeier que de métonymie. 1,60 Journal de minuit. 0,05 Clémence : Barthesiana un Film franco-italien de Roger Vadim (1967). Avec Jane Fonda, John Philip Law, Ugo Tognazzi, Transposition de l'œuvre de Marcel Schwob. 0,05 Claude Forest : aventures dans l'espace et le temps, à la manière de l'« heroic fantasy » anglo-saxonne. Vadim ne croit pas une seconde à l'univers fictif qu'il décrit : tout est basé sur la réalité. 0,05 Les aventures de Tintin : rien ne va. Ce qui aurait pu être un film fantastique linguistiquement fort surmonte un scénario sur les années 70 et ses sottises. Dommage. 1,42 Clémence : Douches hostiles. Documentaire de Jean-Pierre L'Évêque (1975). Avec John Philip Law, Gert Fröbe, Nathalie Delon. Un exploit éphémère et cultueliste enquêté sur la mystérieuse disparition de plusieurs milliers de femmes du monde entier. 0,05 L'adaptation de BD aurait fait sourire, mais le film de Christian-Jaques vient trop tard : cette série Z est effrayante et ne mérite aucune indulgence. 3,30 Vidéon, vidéo (trouvé). 4,50 France 2. Documentaire.

**Donc
jeudi**

à Souchon, de Lavilliers à Hige
23.40 Musiques, musique. Klaw
tliche n° 2, de Schubert, par Cyp
Katsaris, pianiste.

7. Inventory

**Rhap
B&A**

M6

8.40 *Dans le soleil* : La lecture d'Amélie. 9.00 *Jeu* : CRP. 9.40 *Édénice*. 11.00 *Revenez quand vous voudrez*. Irrité : Marguerite Göttsbittel. 11.55 *Information*. 12.00 *Information* : M 6 continue. 12.25 *Mécanique* : Chiffre 6. 12.30 *Siège* : La petite maison dans la prairie. 13.30 *Téléfilm* : Unst. 4ème. Une nuit spéciale qui soulage les services de la police. 14.30 *Téléfilm* : Chasse tragique. Une chasse au bétail sauvage dégringole. 15.40 *Série* : Poignés de fer et séduction. 16.05 *Série* : L'aventurier.

23.28
quantity

vaillés. De Lex Marinos, avec W Hughes, Richard Moir. *L'ancien de Jenny que celle-ci a fait interner dans un hôpital psychiatrique réa-*

1.48 De
In sam

zone :
d'inf

16.25 H2, H3, H4, H5, H6, H7, H8, H9, H10, H11, H12, H13, H14, H15, H16, H17, H18, H19, H20, H21, H22, H23, H24, H25, H26, H27, H28, H29, H30, H31, H32, H33, H34, H35, H36, H37, H38, H39, H40, H41, H42, H43, H44, H45, H46, H47, H48, H49, H50, H51, H52, H53, H54, H55, H56, H57, H58, H59, H60, H61, H62, H63, H64, H65, H66, H67, H68, H69, H70, H71, H72, H73, H74, H75, H76, H77, H78, H79, H80, H81, H82, H83, H84, H85, H86, H87, H88, H89, H90, H91, H92, H93, H94, H95, H96, H97, H98, H99, H100, H101, H102, H103, H104, H105, H106, H107, H108, H109, H110, H111, H112, H113, H114, H115, H116, H117, H118, H119, H120, H121, H122, H123, H124, H125, H126, H127, H128, H129, H130, H131, H132, H133, H134, H135, H136, H137, H138, H139, H140, H141, H142, H143, H144, H145, H146, H147, H148, H149, H150, H151, H152, H153, H154, H155, H156, H157, H158, H159, H160, H161, H162, H163, H164, H165, H166, H167, H168, H169, H170, H171, H172, H173, H174, H175, H176, H177, H178, H179, H180, H181, H182, H183, H184, H185, H186, H187, H188, H189, H190, H191, H192, H193, H194, H195, H196, H197, H198, H199, H200, H201, H202, H203, H204, H205, H206, H207, H208, H209, H210, H211, H212, H213, H214, H215, H216, H217, H218, H219, H220, H221, H222, H223, H224, H225, H226, H227, H228, H229, H230, H231, H232, H233, H234, H235, H236, H237, H238, H239, H240, H241, H242, H243, H244, H245, H246, H247, H248, H249, H250, H251, H252, H253, H254, H255, H256, H257, H258, H259, H260, H261, H262, H263, H264, H265, H266, H267, H268, H269, H270, H271, H272, H273, H274, H275, H276, H277, H278, H279, H280, H281, H282, H283, H284, H285, H286, H287, H288, H289, H290, H291, H292, H293, H294, H295, H296, H297, H298, H299, H300, H301, H302, H303, H304, H305, H306, H307, H308, H309, H310, H311, H312, H313, H314, H315, H316, H317, H318, H319, H320, H321, H322, H323, H324, H325, H326, H327, H328, H329, H330, H331, H332, H333, H334, H335, H336, H337, H338, H339, H340, H341, H342, H343, H344, H345, H346, H347, H348, H349, H350, H351, H352, H353, H354, H355, H356, H357, H358, H359, H360, H361, H362, H363, H364, H365, H366, H367, H368, H369, H370, H371, H372, H373, H374, H375, H376, H377, H378, H379, H380, H381, H382, H383, H384, H385, H386, H387, H388, H389, H390, H391, H392, H393, H394, H395, H396, H397, H398, H399, H400, H401, H402, H403, H404, H405, H406, H407, H408, H409, H410, H411, H412, H413, H414, H415, H416, H417, H418, H419, H420, H421, H422, H423, H424, H425, H426, H427, H428, H429, H430, H431, H432, H433, H434, H435, H436, H437, H438, H439, H440, H441, H442, H443, H444, H445, H446, H447, H448, H449, H450, H451, H452, H453, H454, H455, H456, H457, H458, H459, H460, H461, H462, H463, H464, H465, H466, H467, H468, H469, H470, H471, H472, H473, H474, H475, H476, H477, H478, H479, H480, H481, H482, H483, H484, H485, H486, H487, H488, H489, H490, H491, H492, H493, H494, H495, H496, H497, H498, H499, H500, H501, H502, H503, H504, H505, H506, H507, H508, H509, H510, H511, H512, H513, H514, H515, H516, H517, H518, H519, H520, H521, H522, H523, H524, H525, H526, H527, H528, H529, H530, H531, H532, H533, H534, H535, H536, H537, H538, H539, H540, H541, H542, H543, H544, H545, H546, H547, H548, H549, H550, H551, H552, H553, H554, H555, H556, H557, H558, H559, H560, H561, H562, H563, H564, H565, H566, H567, H568, H569, H570, H571, H572, H573, H574, H575, H576, H577, H578, H579, H580, H581, H582, H583, H584, H585, H586, H587, H588, H589, H590, H591, H592, H593, H594, H595, H596, H597, H598, H599, H600, H601, H602, H603, H604, H605, H606, H607, H608, H609, H610, H611, H612, H613, H614, H615, H616, H617, H618, H619, H620, H621, H622, H623, H624, H625, H626, H627, H628, H629, H630, H631, H632, H633, H634, H635, H636, H637, H638, H639, H640, H641, H642, H643, H644, H645, H646, H647, H648, H649, H650, H651, H652, H653, H654, H655, H656, H657, H658, H659, H660, H661, H662, H663, H664, H665, H666, H667, H668, H669, H670, H671, H672, H673, H674, H675, H676, H677, H678, H679, H680, H681, H682, H683, H684, H685, H686, H687, H688, H689, H690, H691, H692, H693, H694, H695, H696, H697, H698, H699, H700, H701, H702, H703, H704, H705, H706, H707, H708, H709, H710, H711, H712, H713, H714, H715, H716, H717, H718, H719, H720, H721, H722, H723, H724, H725, H726, H727, H728, H729, H730, H731, H732, H733, H734, H735, H736, H737, H738, H739, H740, H741, H742, H743, H744, H745, H746, H747, H748, H749, H750, H751, H752, H753, H754, H755, H756, H757, H758, H759, H760, H761, H762, H763, H764, H765, H766, H767, H768, H769, H770, H771, H772, H773, H774, H775, H776, H777, H778, H779, H780, H781, H782, H783, H784, H785, H786, H787, H788, H789, H790, H791, H792, H793, H794, H795, H796, H797, H798, H799, H800, H801, H802, H803, H804, H805, H806, H807, H808, H809, H810, H811, H812, H813, H814, H815, H816, H817, H818, H819, H820, H821, H822, H823, H824, H825, H826, H827, H828, H829, H830, H831, H832, H833, H834, H835, H836, H837, H838, H839, H840,

des In-
dustrie-

John, Charles Gray. Le marché diamant est en pleine ébullition mystérieux acheteur bloque d'importantes quantités de pierres. James E.

born : S
: Histo

17.55

la note, les jésuites s'efforçaient de terminer chaque semaine par la mort des candidats : l'un d'entre eux résiste. En adaptant une nouvelle de Robert Shockey, Yves Robert voulait dénoncer le pouvoir des médias et fausser la bêtise télévisuelle. Il n'y parvient qu'à moitié : le film est efficace, bien, que mis en scène dans un style étonnamment impersonnel, mais le discours est ambigu. Une œuvre décevante.

22.15 Six minutes d'Informations.

22.25 Capital (prof.). 22.30 Cinéma : Maciste en enfer ou Film italien de Riccardo Freda (1962). Avec Kirk

1000

Morris, Vira Silenti, Hélène Chanel. C'est aux enfers que Maciste doit aller sauver une jeune femme des griffes d'une démoniaque sorcière... Freda transporte Maciste, le héros inventé par Ciccociola, de l'Antiquité latine à l'Ecosse du Moyen Âge. Ce qui l'intéresse, c'est le brassage des mythologies : l'Inquisition même à un enfer dantesque, où Prométhée lui-même montre la voie au héros. Devant les trouvailles plastiques et la tonicité de ce cinéma populaire, on pardonne la nullité de l'interprétation et du doublage. Une

17.40
minutes

jour, un oiseau : La pie ; Enquête
musée : Les cuirasses de Marmesse ;
jour, un arbre : Le châtaignier ; Més-
d'avenir, mode d'emploi : Les micro-

Waste Scavenger

Une

FRANCE-CULTURE
20.30 Atelier de création radiophonique.

630 1

bre des années : Hélène Grimaud (piano) et Henri Demarquette (violoncelle) interprètent Brahms, Debussy, Rachmaninov. 23.35 Magazine Sports 3. Invité : Serge Blanco, rug-

(cont'd)

**d'Oz,
Matt**

que. Entre terre et ciel on l'oiseau sans ailes. 22.35 Musique : Le concert. Musiques et danses de Cuba. Concert enregistré au Festival de Lille en novembre 1988. 6.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : *Roméo et Juliette*, Symphonie dramatique op. 17, de Berlioz par l'Orchestre national de France, et le chœur de Radio-France, dir. Lorin Maazel ; soliste : Kathleen Kuhlmann, mezzo-soprano, Gérard

உதாரணம்

(1979). Avec Jamie Lee Curtis, Johnson. Quelques étudiants réservent une farce macabre à l'un de leurs camarades ; trois ans plus tard, la vengeance est terrifiante. Insolite et astucieux.

maison

Thierry

23.05 Climats. Musique persane.
0.30 Archives dans la nuit. Les grandes heures du Festival de Montreux : Scherzo à la russe, L'oiseau de feu (suite), Scènes de ballet (pour orchestre), Petrouchka (suite), de Stravinski (25 septembre 1956)

puſ

Audience instantanée, France entière 1 point = 183 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDE LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
18 h 22	53,4	Sous-Breters 20,5	Actual. région. 10,1	Actual. région. 12,0	Top 60 4,4	2 Flics à Miami 3,2	Reunus parade 3,0
19 h 45	60,4	Roue fortune 34,5	Tel père tel fils 8,0	19-20 Info 7,1	Nuile para 4,9	2 Flics à Miami 2,7	Reunus parade 3,1
20 h 16	70,6	Journal 30,2	Journal 17,6	La classe 11,6	Nuile para 2,8	Journal 4,7	Cooly show 3,7
20 h 55	71,8	Passe café 23,7	Passeurs rose 21,1	Au-délà du réel 11,4	Vis et raimes 2,1	La création 5,8	Les Brancées 10,8
22 h 6	65,2	Séance 10 h. 9,4	Passeurs rose 21,7	Au-délà du réel 14,0	Vis en masse 0,8	La minime 7,7	Histoire de fer 3,0
22 h 44	24,7	Une jeunesse 6,5	Edt. spéciale 6,1	Journal 3,1	Dix Command. 0,5	Paris-Denis 5,4	Histoire de fer 3,4

[illegible]

Informations « services »

PARIS

Présentation du futur marché Saint-Germain

Le maire de Paris a présenté, jeudi 12 janvier, la dernière maquette du bâtiment qui, au cœur du sixième arrondissement, remplacera le marché Saint-Germain, construit de 1813 à 1818 par les architectes Blondel et Houson, et amputé des deux tiers de sa surface à la fin du siècle dernier par une Maison des examens. Les travaux, période électorale oblige, vont commencer. Ils dureront quatre ans, en deux tranches. Le projet qui répond — enfin — « à toutes les demandes émises par la commission des sites » reproduit la silhouette d'origine, avec arcades en pierre de taille et toit en double profil recouvert de tuiles. La Maison des examens sera rasée. Le rez-de-chaussée abritera un marché alimentaire de 1 000 mètres carrés et, sous les arcades du pourtour, un centre commercial. Une gracie de quatre-vingts berceaux, une halte-garderie, un foyer pour handicapés, une salle polyvalente de cinq cents places et le conservatoire de musique du sixième arrondissement occuperont le premier étage. Un parc de stationnement de trois cents places complètera au sous-sol les équipements construits en 1984 : piscine, gymnase et parking.

● Histoire de l'art. — Des cours publics et gratuits, avec projections, auront lieu à partir de la semaine prochaine dans plusieurs quartiers de Paris. Ils sont financés par la donation d'un célèbre médecin du début du siècle, le docteur Lamoignon, qui voulait offrir au plus grand nombre un accès gratuit à la connaissance des chefs-d'œuvre. Faits par des spécialistes et ouverts aux adultes comme aux plus jeunes, ces cours ont lieu : le lundi, à 18 h 45, au lycée Edgar-Quinet, 63, rue des Mathématiques (9^e) ; le mardi, à 18 heures, au collège Saint-Michel, 62, rue de Picpus (12^e) ; le mercredi, à 18 h 45, au lycée Buffon, 16, boulevard Pasteur (15^e) ; et le mercredi, à 20 heures, au JET Didot, 41, rue Didot (14^e).

PHILATÉLIE

Boulevard du « poste art »

Quel est le point commun entre un soutien-gorge, une assiette en carton, une chaussure à talon, des gants, une pivevue sèche japonaise ?... Ces objets d'art sont tous affranchis à l'aide de timbres, obliques, ont voyagé par la poste... et sont exposés dans la galerie du Messager du Musée de la poste de Paris jusqu'au 25 mars.

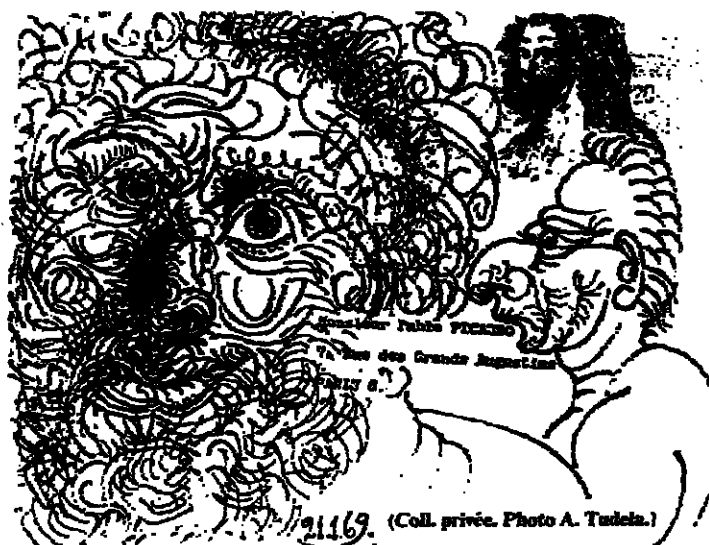
Avec « Coups d'envoi ou l'art à la lettre », pour la première fois au monde, le « poste art » est une réalité boursée de dynamisme et d'humour, d'une tradition ancienne, concrétisée par la création, en 1962 par Ray Johnson, de la New York Correspondence School of Art.

Le visiteur est accueilli à l'entrée par une superbe *Victoire de Samothrace* signée Emile Tramon, tableau composé de 80 000 timbres (ce qui lui a valu de figurer au Guinness des records).

La galerie du Messager s'est revêtue, pour la circonstance, d'un remarquable habit bleu marine : sol, plafond, murs, rien n'a échappé... à la peinture. Ce décor théâtral accueille divers espaces thématiques. Les objets bizarres, inhabituels, ayant voyagé, déjà cités (pourquoi n'essayez-vous pas ?) ; des vignettes en provenance de pays fantaisistes (Woodland, Katibou, République de Tinsie), les correspondances d'artistes célèbres comme Cocteau, Vassarely, Léonard Fini, Mallarmé, Eluard ou Desnos, des cartes de vœux de Miro, Braque ou Tinguely. Vous n'avez peut-être jamais pensé à mettre votre courrier dans une machine à laver ? Une vidéo vous donne un aperçu du résultat. Les plus grands noms de l'histoire de l'art contemporain sont représentés : Picasso, Combas, Kandisky, Steinberg, Tapiés ; à noter, une compression de cartons d'emballage de César et une poubelle d'Arman.

Côté purement philatélique, le musée a sorti de ses collections le superbe travail préparatoire d'Alechinsky pour son timbre *Rose d'écriture*, paru en 1985. Dail, Soulaget et Brague sont aussi au rendez-vous. Vous pourrez expédier pendant trois semaines un courrier original acheté sur place à partir du « cabinet d'écriture », dans lequel figure en bonne place une lettre d'amour de Victor Hugo à Juliette Drouot.

Les gagnants du concours « Bien envoyer, bien recevoir » voient leurs œuvres exposées : lettres de toutes formes, de toutes couleurs, de toutes matières, réalisées par exemple à



PABLO PICASSO : lettre du 30 février 1968 (sic) dessin au feutre et stylo bille sur papier.

l'aide de pâtes alimentaires (alphabétiques bien sûr), boîtes aux lettres transparentes ou spatiales... Les philatélistes auront ainsi l'occasion de prendre un bon bol



ALECHINSKY : timbre émis en 1985 sur fond de texte de Bataïev.

d'art. Pour sa part, la nouvelle équipe dirigeant ce musée, avec sa tête, depuis le 1^{er} juillet 1988, Marie-Claude Le Floch, donne le coup d'envoi de sa nouvelle politique tournée vers la modernité, la communication, l'art contemporain et non plus seulement vers l'histoire et la philatélie. Un pari sans doute gagné au vu de l'affluence le jour du vernissage.

Marie-Claude Le Floch ne compte pas s'arrêter en si bon chemin puisqu'elle envisage de créer une « ligne Musée de la poste » d'objets anciens à usage moderne (une sacoche de télégraphiste-sac à main, par exemple), d'éditer, sous forme de cartes postales, les timbres révolutionnaires de 1989 et même d'ouvrir un Café de la poste.

PIERRE JULLIEN.

★ Coups d'envoi ou l'art à la lettre. — Jusqu'au 25 mars, au Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris 15^e. Tél. : (1) 43-20-15-30. Du lundi au samedi, de 10 heures à 17 heures. Entrée : 10 F. Affiche : 30 F. Catalogue : 90 F. Une oblitération spéciale illustrée est en service au musée durant l'exposition.

Robrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Cassagne, 75009 Paris. Tél. : 42-47-99-08.

EN BREF

● Vente aux enchères pour l'Arménie. — La vente aux enchères au profit des orphelins d'Arménie, parrainée par l'association Aznavour pour l'Arménie et organisée par la Compagnie des commissaires-priseurs de Drouot, à Paris, est une nouvelle fois reportée du 21 au 31 janvier « en raison du nombre croissant d'objets mis en vente ». Cette vente, qui doit avoir lieu au Théâtre des Champs-Élysées, à Paris, sera précédée d'une exposition publique à Drouot-Montaigne, le 28 janvier (de 11 heures à 19 heures), le 29 (de 15 heures à 20 heures), le 30 (de 11 heures à 22 heures) et le 31 (de 11 heures à 15 heures).

● Concert pour les enfants arméniens. — Le chœur Des Dées Bridgewater et son orchestre de jazz donneront, le 27 janvier, à 20 h 30, à l'UNESCO un grand concert gratuit au profit des enfants arméniens. Chaque spectateur donnera ce qu'il pourra, et la somme totale sera utilisée par l'UNESCO pour envoyer des fournitures scolaires, qui font gravement défaut en Arménie.

★ UNESCO, salle 1, 125, avenue de Suffren, 75015 Paris. Tél. (1) 45-68-10-00.

● Conférence-débat. — L'Association universitaire protestante et l'Eglise réformée de Paris organisent, le 20 janvier, une conférence-débat sur le thème : « Les leçons de l'histoire : quelle égalité ? », avec Emmanuel Le Roy Ladurie et Jean Baudouin.

★ 18, boulevard Arago, 75013 Paris. 20 h 30. Entrée libre.

● Cycle de conférences à Sciences Po. — L'Institut d'études politiques de Paris organise un cycle de vingt conférences sur le thème : « La vie politique en France en 1989 : réalités françaises et réalités européennes », sous la conduite de M. Alfred Grosser, professeur à l'IEP. S'adressant à un large public, ces conférences auront lieu les lundis et jeudis, de 18 h 30 à 20 h 30, du 16 janvier au 30 mars prochain, plus une séance spéciale le 18 juin, lendemain des élections européennes.

★ Réservations et inscriptions : 45-49-50-99 ; 45-49-51-95 (Sciences Po, 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 12 janvier 1989 :

DES DÉCRETS

● N° 89-14 du 10 janvier 1989 relatif aux montants de la taxe perçue sur les farines, semoules et gruaux de blé tendre au profit du budget annexé des prestations sociales agricoles au cours de la campagne 1988-1989.

● N° 88-1275 du 30 décembre 1988 fixant la liste des forêts et terrains à bois ou à restaurer appartenant à l'Etat, dont la gestion et l'équipement sont confiés à l'Office national des forêts.

UN ARRÊTÉ

● Du 15 décembre 1988 relatif à l'augmentation du titre alcoométrique naturel des raisins frais, des moûts et des vins à appellation d'origine de la récolte 1988.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Drouot : samedi 14 janvier, 14 heures : papier peint et toiles imprimées XVIII^e au XIX^e siècle ; 15 h 30 : foraines.

ILE-DE-FRANCE

Samedi 14 janvier
Contoismiers, 14 heures : vins, alcools.

Dimanche 15 janvier
Louviers, 14 h 30 : préhistoire, archéologie. Sens, 14 h 30 : tableaux, mobilier, objets d'art.

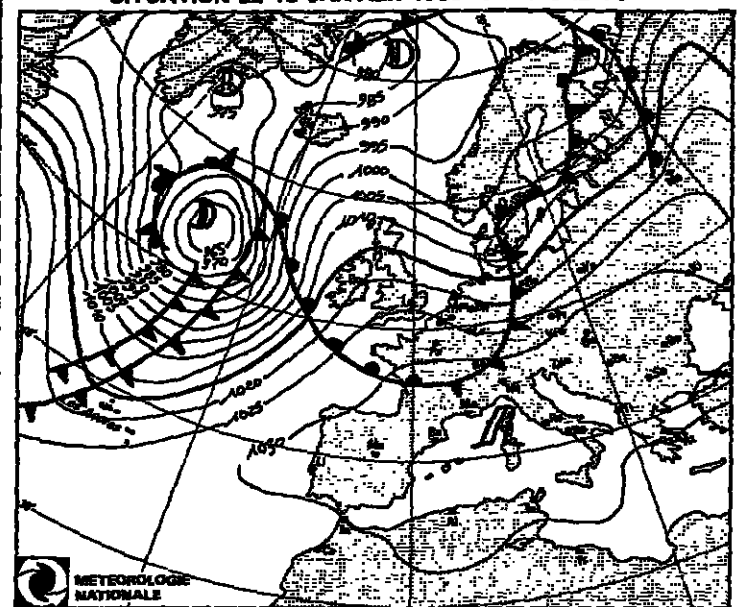
PLUS LOIN

Dimanche 15 janvier
Grenoble, tableaux modernes.

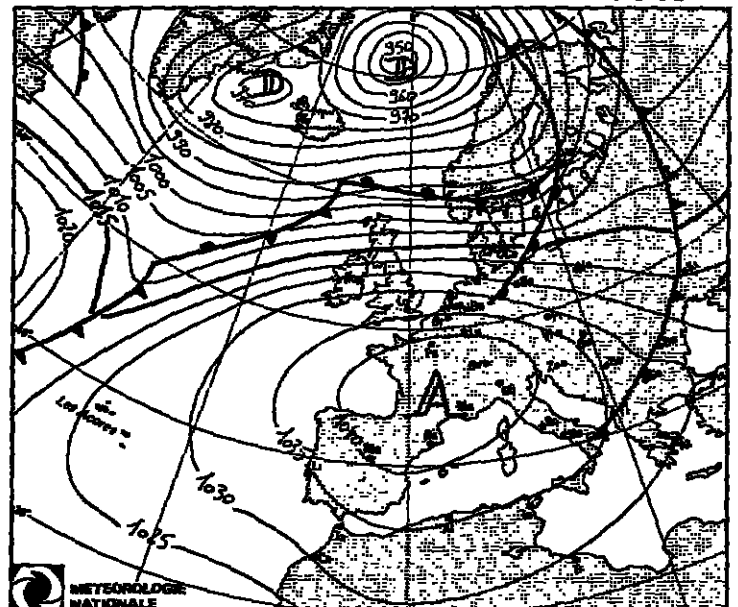
LES FOIRES ET SALONS
Versailles, Strasbourg.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 JANVIER 1989 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 JANVIER 1989 À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 13 janvier à 0 heure UTC et le dimanche 15 janvier 1989 à 24 heures.

Un puissant anticyclone s'installera sur l'Europe. Samedi, une perturbation franchira tout de même à travers le nord de la France. Elle occasionnera un passage nuageux mais peu de pluie. Sur les régions méridionales, le soleil sera généreux. Dimanche, bruyante et grasse prédominera, excepté près de la Méditerranée.

Samedi : bref passage pluvieux au nord, soleil au sud.

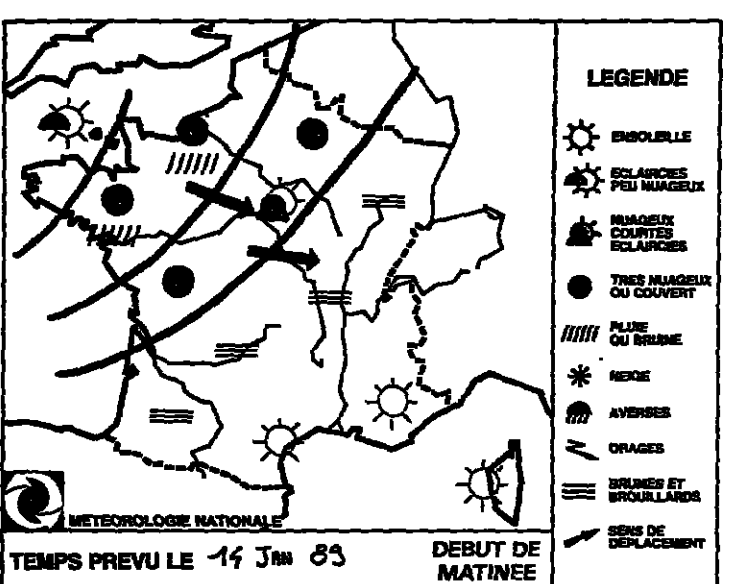
Il pleuvra au cours de la matinée sur les régions des pays de Loire à la Normandie et au Nord, puis des Charentes au Centre, à l'Île-de-France et aux Ardennes. Mais après la pluie, le soleil sera de retour. Dès l'aube, les éclaircies seront déjà présentes sur la Finistère, puis elles s'étendront petit à petit à l'ensemble de ces régions. Le vent soufflera temporairement assez fort.

Au lever du jour, les gelées (0 à -4 degrés) seront fréquentes, excepté sur le Nord-Ouest et près des côtes (4 à 9 degrés). L'après-midi, la température atteindra 9 à 14 degrés de la Bretagne aux Pyrénées et à la Méditerranée. Elle ne dépassera pas 5 à 8 degrés ailleurs.

Dimanche : bruyante et grasse, excepté sur le Sud-Est.

Sur l'ensemble du pays, les brouillards seront nombreux, denses et parfois gênants. Les Alpes, la Côte d'Azur et la Corse sont assurées de connaître un temps très ensoleillé dès le lever du jour.

Les températures minimales seront comprises entre 1 et -3 degrés dans l'intérieur, entre 3 et 5 degrés sur les côtes. Les maximales atteindront 5 à 9 degrés en général, mais ne dépasseront pas les 2 degrés sur les régions où la grisaille persiste. En bordure de la Méditerranée, il fera plus doux, 12 à 14 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 12-1-1989 à 6 heures TU et le 13-1-1989 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	11 5 A	LUXEMBOURG	17 7 D
ALGER	15 3 D	15 7 A	LUXEMBOURG	10 3 P
BARCELONE	17 4 D	15 7 A	MADRID	15 -1 D
BORDEAUX	16 4 D	28 21 A	MARRAKECH	15 4 D
BRETAGNE	13 5 C		MEXICO	34 9 B
CADIX	11 5 D		MILAN	8 2 A
CHERBOURG	9 4 A	20 3 D	MONTREAL	4 -16 P
CLERMONT-FERRAND	14 7 A	9 3 D	MOSCOW	-5 -9 C
COCHINCHINE	12 2 D	33 25 C	NABOKOV	26 15 N
DELHI	8 0 A	15 5 D	NEW-YORK	9 0 C
GENEVE	10 6 A	5 -4 A	OSLO	10 2 P
LYON	13 7 N	6 4 P	PALMA-DE-MAJOR	19 2 A
MARSEILLE	16 3 D	9 3 D	PEKIN	0 -9 D
NANTES	12 7 N	17 8 C	RIO-DE-JANEIRO	22 21 C
NICE	15 6 D	18 4 A	ROME	14 0 D
PARIS-MONTAIGNE	10 3 A	17 6 A	SINGAPOUR	- - -
PARIS-MONTAIGNE	16 2 D	11 7 C	STOCKHOLM	4 3 C
PARIS-MONTAIGNE	15 4 D	18 12 P	SYDNEY	22 19 C
PARIS-MONTAIGNE	12 4 D	9 1 A	TOKYO	10 7 P
PARIS-MONTAIGNE	11 7 C	9 3 D	TORONTO	18 6 A
PARIS-MONTAIGNE	12 6 N	17 8 C	VARSOVIE	5 -1 N
		11 2 D	VIENNE	8 2 A
			VIENNE	2 0 P

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



Le DUT-GEA : un bon diplôme

Le DUT « Gestion des entreprises et des administrations » (GEA) est un bon diplôme. Le Centre d'études juridiques et économiques de l'emploi, qui a étudié la situation de plus de 2 000 diplômés de 1982, a pu constater qu'ils avaient pratiquement tous trouvé du travail dans leur région, le plus souvent dans la comptabilité et l'administration des entreprises. Cette bonne performance ne s'explique pas par hasard : on obtient plus facilement un emploi, lorsqu'on a fait la section « finance-comptabilité », que celle dite « personnel », lorsqu'on est un homme ou qu'on habite dans la région parisienne. D'autre part, un bon job ne se trouve pas du premier coup : la plupart des diplômés commencent comme employés et n'accèdent qu'ensuite à une profession « immédiate ».

Le recrutement des DUT-GEA est plus modeste (cadres moyens, ouvriers, agriculteurs) que celui des universités et puise surtout parmi les bacheliers G, B et D. Mais cet effet de démocratisation s'accompagne avec la poursuite des études. Les auteurs de l'enquête constatent en effet que les étudiants qui continuent après le DUT (et qui représentent près de 30 % des diplômés) sont surtout les garçons de milieux aisés (commerçants, cadres supérieurs) ayant fait des études secondaires médiocres dans des séries scientifiques. Ainsi, contrairement à sa vocation initiale de formation professionnelle, le DUT-GEA joue un rôle important de rattrapage pour la clientèle « bourgeoise » qui n'a pas réussi dans les filières « nobles ». Le calcul en tous cas est rentable : l'insertion professionnelle se fait dans de meilleures conditions pour ceux qui peuvent accompagner leur DUT-GEA d'un autre diplôme : licence, maîtrise ou diplôme d'expert-comptable...

F. G.
Le DUT-GEA. Des études à l'emploi ; par J.-L. Hermen et F. Besson. CEJEU, Université des sciences sociales de Toulouse, place Anatole-France, 31042 Toulouse Cedex. Tél. : 61-63-36-81 ou 61-63-36-88.

● L'Eglise et la Révolution
Les aumôniers étudiants d'Île-de-France organisent une conférence-débat sur « L'Eglise catholique et la Révolution, de refus à l'accueil ? », jeudi 26 janvier à 20 heures, dans les locaux de la paroisse Saint-Germain-des-Près, 5, rue de l'Abbaye, Paris, 6^e.

● Les communes et l'Europe
Le centre d'éducation permanente de l'université de Paris-X réunit les 2 et 3 février à Nanterre un colloque international sur « les compétences des administrations locales dans les pays de la Communauté européenne ».

(Université de Paris-X, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex. Tél. : 40-87-78-68.)

● A Normale Lyon
M. Serge Feneuille, directeur général adjoint de Lafarge-Coppée, ancien directeur du CNRS, est nommé président

مكتبة من الأصل

كذا من الأصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Christine
et
Jean-Michel LAUR-REMONDET
ont la joie d'annoncer la naissance de
Séverine, Camille, Solène,
le 23 décembre 1988, à Rennes.
21, boulevard La-Tour-d'Auvergne,
35000 Rennes.

Décès

— Christiane Bourdais,
son épouse,
Colette et Guy-Georges
Vassauwenberg,
Jacques et Bernadette Bourdais,
Patrick et Michèle Bourdais,
Nadège, Cécile, Nathalie, Aude et
Nicolas,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de
Jean BOURDAIS,
survécu le 12 janvier 1989.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église d'Orsay (Yonne), le lundi
16 janvier, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M. et M^{me} François Naszalyi,
M. et M^{me} Michel Naszalyi
et leur fille,
M. et M^{me} Christian Milon,
Philippe, Eric et Florence,
M^{me} Marie Lefèvre,
M. et M^{me} Nicolas Naszalyi
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve Gabriel NASZALYI,
née Marguerite Daffourg,
survécue le 6 janvier 1989, à l'âge de
quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée
le mercredi 11 janvier, à Epinay-
sur-Orge.

CARNET DU MONDE

Renseignements :
42-47-95-03

— Montaigne (Allier). Saint-Junien

(Haute-Vienne).
M^{me} Henri Gourin,
son épouse,
Colette Becker
et
Dominique et Sylvie Duverny,
ses petites-filles,
Bob Rosenthal,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 10 janvier 1989, de
M. Jean-Henry GOURIN,
inspecteur départemental honoraire de
l'éducation nationale,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite national,
commandeur des Palmes académiques
croix de guerre 1939-1945,
médaille d'or
de la Jeunesse et des sports.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité, dans le caveau familial
à Saint-Junien.
18, rue Edmond-Rostand,
63630 Desormes.
21, avenue du Plessis,
92250 Châtigny-Malabry.

— Nicole Le Dantec,
Brigitte, Bertrand et Bruno,
Agnès Le Dantec,
Isabelle Le Dantec,
Les familles Rouanet, Le Dantec,
Nouaille et Cherevies,
ont la douleur de faire part du décès de
Patrick LE DANTEC.

leur époux, père, fils, frère, beau et
parent.
survécus le 11 janvier 1989, à l'âge de
cinquante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 16 janvier, à 15 h 45, en l'église
Saint-Etienne-du-Mont, place Sainte-
Geneviève, Paris-6, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière
Saint-Louis de Versailles, dans l'inti-
mité.

« Heureux les cœurs purs
car ils verront Dieu. »
(Fils d'Yves Le Dantec, qui fut pendant
de nombreuses années rédacteur en chef de
Quatre-France, Patrick Le Dantec avait dirigé
pendant plusieurs années cette rédaction
parisiennne. Il était marié et père de trois
enfants. Spécialiste avéré des problèmes
diplomatiques, il était particulièrement res-
pecté par ses confrères et ses « sources »
non seulement pour sa compétence mais
aussi pour sa simplicité, sa gentillesse et sa
chaleur. Le Monde, où il travailla plusieurs
années, présente ses condoléances émues à
sa famille.)

— Aix-en-Provence.

M^{me} Sonia Mourguet,
son épouse,
Patrick et Martine Mourguet,
Pierre et Michèle Darnout,
Daniel et Christiane Pico,
M. Claude Mourguet
et leurs enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de
M. René MOURGUET,
ancien de la 2^e D.B.,
croix de guerre,
médaille militaire.

Les obsèques religieuses ont eu lieu
mercredi 11 janvier 1989, à Aix-en-
Provence.

— Une messe sera célébrée en l'église
de la Madeleine, à Paris-8, le jeudi
19 janvier, à 18 heures, à l'initiative de
M^{me} Léon PUJO,
née Henriette Jarre,
décédée le 15 décembre 1988, dans sa
quatre-vingt-seizième année.

On associera à sa mémoire celle du
général d'armée aérienne
Léon PUJO.

son époux,
et de
Jeanne
de SAINT MARTIN VALOGNE,
sa mère adoptive.

De la part de
M. et M^{me} Bernard Pujo
et leurs enfants,
M. et M^{me} Claude Meynier
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jacques Pujo.

4, avenue de Montparnasse,
75006 Paris.

— M. et M^{me} Auguste Sibon
et leurs enfants,
M. et M^{me} Charles Sibon
et leurs enfants,
M. Claude Sibon,
M^{me} Gaston Hayat
et ses enfants,
M. et M^{me} Félix Hayat
et leurs enfants,
Les familles Sibon, Hayat, Malet,
Racouch, Chibry,
Parents et alliés,
ont le regret de faire part du décès de
leur chère et regrettée
M^{me} Mathilde SIBON,
née Hayat,
survécue le 11 janvier 1989, dans sa
quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu le 13 janvier,
dans l'intimité familiale.

Un office sera célébré le 14 janvier, à
11 heures, à l'Oratoire, 17, rue Saint-
Georges, Paris-9.

— Le conseil d'administration de la
Société d'habitation à loyer modéré les
Maisons saines-Air et Immobile
a le regret de faire part du décès de
Gérard WEILL,
ancien président-directeur général,
président d'honneur de la société,
survécus le 6 janvier 1989.

3, rue Anatole-de-la-Forge,
75017 Paris.

Anniversaires

— Mahmoud al HAMCHARI
est mort le 9 janvier.
« Les morts sont des vivants
mêlés à nos combats. »
(Victor Hugo.)
Marie-Claude et Azina.

Communications diverses

— La réunion des anciens élèves de
Notre-Dame de Sion des universités de
France et de tous pays aura lieu le ven-
dredi 20 janvier 1989.

Début de la réunion : 16 h 30, messe à
17 h 30.
61, rue Notre-Dame-des-Champs,
75006 Paris.

Soutenances de thèses

— RECTIFICATIF : la soutenance
de thèse de M. Thierry Chassein, pré-
sente le 22 décembre, à 14 h 30, est repor-
tée à une date ultérieure.

— Université Paris-X-Nanterre, le
vendredi 13 janvier à 15 heures, salle
des Actes (bât. F), M. Gérard Igasse :
« La reconnaissance des Phonèmes :
l'élaboration d'un thème dans la
société française ».

— Université Paris-IV, le mercredi
18 janvier à 9 h 30, salle Louis-Liard,
M. François Piazza : « Anarchisme et
symbolisme chez Glas-Petro Lucini ».

**Journées
de Soides**
au
Ricci-Club
La Boutique
"Homme"
de
NINA RICCI
Vendredi 6 janvier
et jours suivants
de 10 h à 18 h
19, rue François-I^{er}

AGENDA IMMOBILIER

COTE D'AZUR-FRANCE
CAP BENAT
VOTRE TERRE A BATIR
Gardiennage toute l'année
2 200 m²
2 800 m²
LM 14/01/89
VUE MER
Documentation sur demande.
POSIDONIA : Départements vente
Domaine privé du Cap BENAT, 83230 BORMES-LES-MIMOSAS.
Tel. : (33) 94-71-27-28 (29), Télécop. : (33) 93-75-53-51.

St-Gervais
269.000 F⁺
Au cœur de St-Gervais
Avec 10.760 F⁺
à la réservation (49%)
Dans le site grandiose du
Mont-Blanc, votre studio
tout équipé pour 4 per-
sonnes dans un chalet
traditionnel au cœur
même de la station.
A partir de... Prix au V2000
Estate également
en 2 et 3 pièces.
Financement personnel.
Gestion locative assurée.
(0) 42.25.25.25
LM 14/01/89
Bon documentation sur St-Gervais
Nom :
Adresse :
Tél. Dom :
Tél. Bur :
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

Domaine de la Clusaz
339.000 F⁺
Plein sud
Avec 13.560 F⁺ à la réservation (49%)
Au cœur de la magnifique chaîne des
Aravis, votre appartement 2 pièces
tout équipé à l'étage.
AU PIED DES PISTES
pour un ski
illimité.
A partir de... Prix au V2000
Estate également
en studio et
appartement
3 pièces.
Financement
personnel.
Gestion locative
assurée.
(0) 42.25.25.25
LM 14/01/89
Bon documentation sur LA CLUSAZ L'ETALE
Nom :
Adresse :
Tél. Dom :
Tél. Bur :
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

Cabourg
349.000 F⁺
Avec 13.960 F⁺
à la réservation (49%)
Votre maison
3 pièces tout équi-
pée avec cheminée
feu de bois, directement
sur le golf.
A partir de... Prix au V2000
Estate également en 2 pièces.
Financement personnel.
Gestion locative assurée.
(0) 42.25.25.25
LM 14/01/89
Bon documentation sur CABOURG
Nom :
Adresse :
Tél. Dom :
Tél. Bur :
66, CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS

CHATEAU D'OLONNE
Dans un quartier résiden-
tiel au sud des Sables
d'Olonne, "La Louisiane", une
résidence haut de gamme avec
piscine privée. Une grande
variété d'appartements avec de
larges balcons dominant l'océan.
Bureau de vente :
75 av. Marceau 75116 PARIS
47.23.00.67
Veuillez adresser vos demandes de renseignements à :
Nom :
Adresse :
Tél. Dom :
Tél. Bur :

Spie Loisirs
47.23.00.67
Nom :
Adresse :
Tél. Dom :
Tél. Bur :

Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes
1^{er} arrdt
27, r. FERRIERE, neu-
14-17 h, bel immeuble
XVIII^e, petit 2 p., 37 m², gd
entr., hall, cuisine, s.d.,
1.100.000 F, 48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-1050-1051-1052-1053-1054-1055-1056-1057-1058-1059-1060-1061-1062-1063-1064-1065-1066-1067-1068-1069-1070-1071-1072-1073-1074-1075-1076-1077-1078-1079-1080-1081-1082-1083-1084-1085-1086-1087-1088-1089-1090-1091-1092-1093-1094-1095-1096-1097-1098-1099-1100-1101-1102-1103-1104-1105-1106-1107-1108-1109-1110-1111-1112-1113-1114-1115-1116-1117-1118-1119-1120-1121-1122-1123-1124-1125-1126-1127-1128-1129-1130-1131-1132-1133-1134-1135-1136-1137-1138-1139-1140-1141-1142-1143-1144-1145-1146-1147-1148-1149-1150-1151-1152-1153-1154-1155-1156-1157-1158-1159-1160-1161-1162-1163-1164-1165-1166-1167-1168-1169-1170-1171-1172-1173-1174-1175-1176-1177-1178-1179-1180-1181-1182-1183-1184-1185-1186-1187-1188-1189-1190-1191-1192-1193-1194-1195-1196-1197-1198-1199-1200-1201-1202-1203-1204-1205-1206-1207-1208-1209-1210-1211-1212-1213-1214-1215-1216-1217-1218-1219-1220-1221-1222-1223-1224-1225-1226-1227-1228-1229-1230-1231-1232-1233-1234-1235-1236-1237-1238-1239-1240-1241-1242-1243-1244-1245-1246-1247-1248-1249-1250-1251-1252-1253-1254-1255-1256-1257-1258-1259-1260-1261-1262-1263-1264-1265-1266-1267-1268-1269-1270-1271-1272-1273-1274-1275-1276-1277-1278-1279-1280-1281-1282-1283-1284-1285-1286-1287-1288-1289-1290-1291-1292-1293-1294-1295-1296-1297-1298-1299-1300-1301-1302-1303-1304-1305-1306-1307-1308-1309-1310-1311-1312-1313-1314-1315-1316-1317-1318-1319-1320-1321-1322-1323-1324-1325-1326-1327-1328-1329-1330-1331-1332-1333-1334-1335-1336-1337-1338-1339-1340-1341-1342-1343-1344-1345-1346-1347-1348-1349-1350-1351-1352-1353-1354-1355-1356-1357-1358-1359-1360-1361-1362-1363-1364-1365-1366-1367-1368-1369-1370-1371-1372-1373-1374-1375-1376-1377-1378-1379-1380-1381-1382-1383-1384-1385-1386-1387-1388-1389-1390-1391-1392-1393-1394-1395-1396-1397-1398-1399-1400-1401-1402-1403-1404-1405-1406-1407-1408-1409-1410-1411-1412-1413-1414-1415-1416-1417-1418-1419-1420-1421-1422-1423-1424-1425-1426-1427-1428-1429-1430-1431-1432-1433-1434-1435-1436-1437-1438-1439-1440-1441-1442-1443-1444-1445-1446-1447-1448-1449-1450-1451-1452-1453-1454-1455-1456-1457-1458-1459-1460-1461-1462-1463-1464-1465-1466-1467-1468-1469-1470-1471-1472-1473-1474-1475-1476-1477-1478-1479-1480-1481-1482-1483-1484-1485-1486-1487-1488-1489-1490-1491-1492-1493-1494-1495-1496-1497-1498-1499-1500-1501-1502-1503-1504-1505-1506-1507-1508-1509-1510-1511-1512-1513-1514-1515-1516-1517-1518-1519-1520-1521-1522-1523-1524-1525-1526-1527-1528-1529-1530-1531-1532-1533-1534-1535-1536-1537-1538-1539-1540-1541-1542-1543-1544-1545-1546-1547-1548-1549-1550-1551-1552-1553-1554-1555-1556-1557-1558-1559-1560-1561-1562-1563-1564-1565-1566-1567-1568-1569-1570-1571-1572-1573-1574-1575-1576-1577-1578-1579-1580-1581-1582-1583-1584-1585-1586-1587-1588-1589-1590-1591-1592-1593-1594-1595-1596-1597-1598-1599-1600-1601-1602-1603-1604-1605-1606-1607-1608-1609-1610-1611-1612-1613-1614-1615-1616-1617-1618-1619-1620-1621-1622-1623-1624-1625-1626-1627-1628-1629-1630-1631-1632-1633-1634-1635-1636-1637-1638-1639-1640-1641-1642-1643-1644-1645-1646-1647-1648-1649-1650-1651-1652-1653-1654-1655-1656-1657-1658-1659-1660-1661-1662-1663-16

هكذا من الأصل

24 Le Monde • Samedi 14 janvier 1989 •

RENAULT SUPERCINQ BEST-SELLER 1986/1987/1988



La voiture française
la plus vendue en
Europe occidentale
en 1988.

RENAULT préconise elf

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

PHILIPS F0807

Economie

L'OPA sur Aussedat-Rey

International Paper veut être le premier en Europe

La firme américaine International Paper Corp. (IPC), numéro un mondial de la pâte à papier, se propose de lancer une OPA amicale selon elle, sur la totalité du capital d'Aussedat-Rey, numéro deux de l'industrie papetière française (nos dernières éditions datées 13 janvier). Les modalités de l'opération devraient être connues lundi 16 janvier, sous réserve de l'autorisation des pouvoirs publics. IPC pourrait proposer de racheter les actions Aussedat-Rey entre 670 F et 680 F, ce qui porterait le montant de l'acquisition à environ 2 milliards de francs. La cotation d'Aussedat-Rey a été immédiatement suspendue jeudi 12 novembre (dernier cours : 612 F).

On attendait l'entrée de la société espagnole Torres Hostench, filiale du groupe IOWA (Kowit Investment Office), et c'est la firme américaine International Paper Corp. qui lance l'offensive. Tout était prêt en effet au mois de novembre dernier pour accueillir Torres Hostench dans le capital d'Aussedat-Rey. Le groupe français cherchait un partenaire pour doubler la capacité de son usine de Sallat en Haute-Vienne, la plus intégrée d'Europe dans la reprographie et au centre de la stratégie d'investissement du groupe. Le coût de l'opération est évalué à 2 milliards de francs. Sur l'échiquier papetier européen, Aussedat a un poids non négligeable. Numéro deux français derrière Arjomari, avec un chiffre d'affaires attendu de 4,8 à 4,9 milliards de francs pour 1988, le groupe est surtout le premier producteur européen de papier pour la photocopie et la bureautique.

«Prétention exorbitante»

En apportant l'argent nécessaire au développement de l'usine de Sallat (900 millions de francs de chiffre d'affaires), Torres établissait du même coup son emprise sur le marché français et pouvait briser — selon son ambition — la première place en Europe, en prévision du grand marché de 1993.

A la fin du mois d'octobre 1988, les milieux industriels madrilles tenaient pour acquise l'association Torres-Aussedat. Mais, soudainement, les deux parties n'ont pas réussi à s'entendre sur le montant de la participation de la société espagnole, qui voulait au minimum acquiescer la minorité de blocage dans le capital de la société française. «Prétention

exorbitante», aurait-on jugé à la direction d'Aussedat.

Reste que la défense du groupe contre un raid d'envergure n'était pas assurée. Les familles Aussedat et Rey possèdent 15 % des actions (30 % des droits de vote). Le groupe papetier autrichien Leykam-Murtzler est actionnaire à 4 % et le Banque (BNP) à 2 %. Le reste des titres est disséminé entre les investisseurs institutionnels et le grand public. Or Aussedat a tout pour séduire un raid. En plus de ses positions industrielles, l'affaire est en plein renouveau. Encore dans le rouge en 1985 (- 22,3 millions de francs), le groupe avait par la suite opéré un redressement spectaculaire. Il avait été la vedette de la Bourse en 1986 en prévision de son retour aux bénéfices (environ 100 millions de francs). Grâce à une conjoncture portuse, l'exercice 1987 s'était soldé par un résultat consolidé de 140 millions de francs. Aussedat, dont l'usine de Sallat reste le fer de lance, se porte toujours à merveille. Malheureusement pour la société, elle est maintenant redevable de l'impôt sur les bénéfices, et de ce fait, pour 1988, ses profits ne s'élèveront qu'à 125 millions de francs. Pas de quoi faire redorer l'Amérique IPC, qui dispose d'importantes munitions. Sur un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars (60 milliards de francs), le groupe devrait dégager pour 1988 un bénéfice de 750 millions de dollars (4,5 milliards de francs).

D'après un analyste, l'intervenant est «dissuasif» de par ses moyens, mais son offre n'apparaît toutefois pas très généreuse. La direction d'Aussedat se refuse, elle, à faire le moindre commentaire.

ANDRÉ DESSOT.

Avec 17,5 % du capital

La Sodexo devient le quatrième actionnaire des Wagons-Lits

C'est une somme de l'ordre de 850 millions de francs que la société de restauration Sodexo, fondée et dirigée par M. Pierre Bellon, a consacré au rachat de 17,5 % des actions de la société de droit belge la Compagnie internationale des wagons-lits et du tourisme (CIWLT). Les trois autres actionnaires des Wagons-Lits sont la Caisse des dépôts et sa filiale Sofitour pour 28 %, le groupe Pargesa-Bruxelles-Lambert pour 20,5 % et le groupe saoudien Rolaco pour 12 %.

L'annonce de l'entrée de la Sodexo dans le tour de table des Wagons-Lits met un terme aux spéculations sur le mystérieux acheteur qui, depuis plusieurs mois, ramassait des actions de la CIWLT en Bourse. Elle fait pendant à l'arrivée, fin septembre 1988, de M. Georges Pébereau, président de Marcoussis Investissements, que M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, avait fait entrer dans le tour de table en créant avec lui une filiale commune, Sofitour (54 % pour la Caisse et 46 % pour Marceau), et en cédant à celle-ci, à un bon prix, 20 % sur les 28 % du capital de la CIWLT qu'il détenait alors.

Au point de vue stratégique, l'arrivée de Sodexo est présentée comme une amorce de complémentarité avec les Wagons-Lits. Ceux-ci sont présents dans la restauration collective et publique avec Eurest (44 % de leur chiffre d'affaires), dans l'hôtellerie (22 %), les wagons-lits (20 %), le tourisme (10 %) et ils viennent de reprendre le loueur de voitures Europcar et les deux premiers loueurs mondiaux de bateaux de plaisance. Ils ont réalisé 210 millions de francs (+ 27 %) de bénéfices nets en 1988. La Sodexo, elle, est le numéro cinq mondial de la restauration collective (entreprises, écoles, centres de loisirs) et le numéro un des bases-vie. Elle a réalisé 111,6 millions de francs (+ 18 %) de bénéfices au cours de son dernier exercice.

Pour M. Pierre Bellon, son président-fondateur, l'entrée dans le capital de la CIWLT veut d'abord dire une bonne affaire. «Nous croyons à l'avenir des Wagons-Lits, dont les résultats sont en croissance. Il s'agit pour nous d'un bon investissement qui nous diversifie dans le domaine international. Il s'agit aussi d'une complémentarité : Les Wagons-Lits se sont pratiquement retirés des bases-vie et des titres res-

taurant, où nous nous sommes développés. En restauration, il est vrai, que nous sommes parfois en concurrence, mais, à l'avenir, nous pourrions distinguer trois catégories de pays. Ceux où ni les Wagons-Lits, ni Sodexo ne sont implantés : nous unirons nos efforts. Ceux où un seul des deux groupes est présent, par exemple l'Allemagne de l'Ouest, où se trouve Eurest, et les Etats-Unis, où nous réalisons 52 % de nos activités : nous développerons les deux. Ceux où nous nous sommes installés tous les deux, comme la France ou l'Espagne, nous y sommes en concurrence et nous le resterons».

Un certain nombre d'observateurs tirent de ce rapprochement des conclusions beaucoup moins trépidantes que celles du communiqué commun CIWLT-Sodexo qui fait état de «l'aboutissement de réflexions stratégiques qui ont eu lieu dans le courant de l'année 1988 au sein des deux sociétés». M. Bellon ne souligne-t-il pas qu'il a été «accueilli en ami par tous» ? Pour autant d'aucuns persistent à penser que l'équipe, dite «des Belges», Pargesa-Bruxelles-Lambert-Rolaco-Sodexo, a été formée pour bouter dehors M. Pébereau, obligé de céder la Caisse des dépôts à se souvenir que les Wagons-Lits ont leur siège social à Bruxelles et, malgré l'avis de M. Antoine Veil, administrateur délégué, vendre leur division hôtelière trop peu rentable pour certains actionnaires.

La vérité se situe quelque part entre le communiqué émissif publié jeudi et ce scénario de comédie. Il est vrai que MM. Lion et Pébereau ont irrité certains de leurs partenaires par un comportement «hexagonal», voire impérialiste, de même que Pargesa-Bruxelles-Lambert estime que la vocation des Wagons-Lits se situe plus dans les services que dans les investissements lourds hôteliers. Les bouleversements étant aux Wagons-Lits progressifs et feutrés, il se pourrait que la Caisse des dépôts, rudement attaquée sur le dossier de la Société générale, rende sa liberté à M. Pébereau d'ici quelque temps, et que M. Antoine Veil se voie pousser à accepter, un jour, une supputation à laquelle il ne souscrit pas pour l'heure.

Une première indication sur les réorientations possibles devrait suivre la réunion extraordinaire du conseil d'administration de la CIWLT, prévue pour le 19 janvier.

ALAIN FAUJAS.

Après deux ans de négociations

Gaz de France et la SONATRACH s'entendent sur un prix de compromis pour le gaz algérien

Les deux partenaires ont diffusé un communiqué commun laconique à la dizaine de journalistes présents peu après la cérémonie de signatures annonçant que cet accord — met fin au différend entre les deux entreprises et définit le régime applicable à partir du 1^{er} janvier 1987.

La conclusion de cet accord était attendue depuis la dernière réunion à Paris, vendredi 6 janvier, des négociateurs, et la signature, pendant ce week-end, d'un ensemble d'accords financiers entre Paris et Alger (le Monde du 11 janvier).

Bien qu'officiellement les deux affaires soient séparées, le «coup de pouce financier» accepté par Paris a, en effet, aidé au règlement de ce contentieux qui a pesé sur les relations économiques entre les deux pays depuis deux ans.

Après des mois de blocage complet, les positions de Gaz de France et de la SONATRACH s'étaient, depuis peu, nettement rapprochées sur la question du prix, objet essentiel du différend. Alors que l'écart initial dépassait 30 %, il avait été réduit à environ 5 %. Les dernières propositions françaises s'inscrivaient dans une fourchette de 2,20 à 2,26 dollars par million de BTU (1), et celles de l'Algérie variaient de 2,30 à 2,35 dollars. Le compromis finalement retenu situe le prix un peu au-dessous de 2,30 dollars, ce qui est supérieur aux autres contrats conclus tant par la France avec ses fournisseurs que par l'Algérie avec ses autres clients, mais reste bien en dessous des demandes initiales de la SONATRACH (2,80 dollars).

De surcroît, l'Algérie a accepté de modifier la base d'indexation des contrats, qui, jusqu'ici, reliait aux prix officiels d'un panier de huit pétroles bruts, seront désormais fixés en fonction des cours réels des mêmes pétroles. En outre, le système de révision des contrats a été modifié. La nouvelle formule s'appliquera pour quatre ans rétroactivement à partir de janvier 1987, date à laquelle un nouveau prix aurait dû entrer en vigueur, donc jusqu'à la fin de 1990. Mais il est prévu que la révision se fera à la demande de l'un des partenaires en fonction des conditions du marché, ce qui montre la volonté d'Alger de revenir à un

Deux ans et demi auront finalement été nécessaires à Gaz de France et à la SONATRACH pour trouver un terrain d'entente sur le prix du gaz naturel liquéfié (GNL) algérien enlevé par la France. Au terme d'une visite de vingt-quatre heures à Alger, le président de GDF, M. Francis Gutman, et le directeur général de l'entreprise, M. Pierre Gadonneix, ont signé, jeudi 12 janvier, avec M. Sadek Boussena, ministre algérien de l'énergie — mais qui agissait surtout en tant que directeur général de la SONATRACH, — un accord qualifié de «compromis réaliste» par M. Gutman.

comportement commercial dans ses négociations gazières, celle afin de rester d'ici à la fin du siècle l'un des principaux fournisseurs de l'Europe.

Trois contrats

La France a conclu avec l'Algérie trois contrats d'achat de GNL qui expirent en 1990, 1998 et 2002 et concernent respectivement des quantités annuelles de 500 millions de mètres cubes, 3,5 milliards de mètres cubes, et 5,1 milliards de mètres cubes, soit au total 9,1 milliards de mètres cubes, un tiers des approvisionnements français.

Gaz de France était en négociation avec la SONATRACH depuis le mois de juillet 1986 pour redéfinir le prix du GNL correspondant au contrat du 3 février 1982. Vivement critiqué à l'époque de sa signature, ce contrat, considéré comme étant plus «politique» que commercial, impliquait une différence de prix de plus d'un quart entre le GNL algérien et les autres sources d'approvisionnement de GDF. L'Etat français, qui avait accepté de prendre à sa charge une partie (13,5 %) de ce «surcoût politique», avait toutefois très vite (en 1983) renoncé à cette charge. Dès l'année suivante, GDF devait donc supporter seul le fardeau, qui allait affecter sensiblement ses bilans.

La société française souhaitait trouver une solution, tenant compte de la concurrence, mais, entre-temps, les prix officiels des pétroles bruts s'étaient effondrés, passant de 34 dollars le baril en 1982 à 14 dollars en 1986.

La formule de 1982, particulièrement avantageuse pour l'Algérie, avec un baril fort, devenait désastreuse avec des prix officiels aussi

bas, risquant même, tant elle était réactive, d'induire des prix négatifs pour le GNL. Après l'effondrement des prix du brut, SONATRACH et Gaz de France concluaient donc en 1986 un accord transitoire (suspendant le dispositif de 1982), qui fixait le million de BTU à 2,9 dollars.

Cet arrangement temporaire devait prendre fin en décembre 1986 pour que s'applique, dès le 1^{er} janvier suivant, la nouvelle formule de calcul des prix négociée à l'occasion de la révision prévue des contrats. En l'absence d'accord, SONATRACH continuait cependant d'appliquer le dispositif transitoire de mars 1986 et facturait le gaz à 2,8 dollars, tandis que GDF, sur la base du contrat de 1982, payait à son fournisseur brut de 2 dollars le million de BTU livré. La différence entre les sommes réellement acquittées par GDF et celles facturées par SONATRACH était au cœur du différend opposant les deux sociétés.

La France l'estimait, compte tenu des prix souhaités, à 1 milliard de francs, tandis que l'Algérie calculait, elle, plus de 3 milliards. Bien qu'aucune précision n'ait été donnée sur ce point, les arriérés dus par Gaz de France devraient se situer entre 1 et 2 milliards de francs ; dont une partie (850 millions) a déjà été versée par GDF.

Un dossier politique

L'accord signé à Alger jeudi met fin à l'une des plus longues négociations à caractère économique entre la France et l'Algérie. Faute d'accord entre les représentants des deux sociétés, elles étaient passées, en 1987, au niveau politique. Le ministre algérien de l'énergie de l'époque, M. Belkacem Nabil, avait indiqué à plusieurs reprises que

«les relations gazières étaient la clé de la coopération entre Alger et Paris», menaçant de ramener «à zéro» les rapports entre les deux pays. Un thème repris par l'ancien ministre algérien des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, lors de ses dernières visites officielles en France.

Les membres des gouvernements français successifs se sont également impliqués dans ces négociations à plusieurs reprises. Et si, comme a tenu à le faire remarquer M. Gutman, «les gouvernements ont traité ce qui relève des gouvernements», et «les entreprises ont décidé et réglé ce qui concerne les entreprises», la politique est restée bien présente au cours de toutes ces discussions.

L'accord financier conclu dimanche 8 janvier, par lequel Paris ouvrait une enveloppe de 7 milliards de francs de crédits à Alger, laissait présager la conclusion imminente de ces négociations. Les dirigeants français, au terme d'une longue période de réflexion, succédant aux émeutes sanglantes du mois d'octobre, en Algérie, ont, semble-t-il, décidé de soutenir le président Chadli dans sa politique de réforme de l'économie et de la société algériennes. Une série de gestes qui devraient inciter les autres gouvernements occidentaux à épauler l'Algérie à un moment crucial de son histoire.

Le ministre algérien de l'énergie, M. Sadek Boussena, devrait être, dès vendredi, à Bruxelles. Il rencontrera le vice-premier ministre et ministre des affaires économiques. Les entretiens seront axés sur le dossier gaz, selon la presse algérienne, qui souligne qu'ils auront pour objectif de débarrasser les négociations SONATRACH-DISTRIGAZ. La société gazière belge comme son homologue espagnol ENAGAS attendaient le résultat des discussions avec Gaz de France pour reprendre avec SONATRACH leurs propres négociations, qui devraient déboucher sur un réaménagement de leurs contrats existants.

FREDÉRIC FRITSCHER

et VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Le BTU (British Thermal Unit) est l'unité de mesure internationale traditionnelle. Un million de BTU équivaut à environ 25 mètres cubes.

Réunis par M. Delors à Bruxelles

Syndicats et patronats européens se mettent d'accord sur un «pilotage politique du dialogue social»

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

Les quatre-vingts participants à la réunion syndicats-patronats et Commission européenne, le jeudi 12 janvier au palais d'Europe à Bruxelles, n'ont pas perdu leur temps. Le dialogue social entre l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (UNICE), la Confédération européenne des syndicats (CES) et le Conseil européen des entreprises publiques (CEEP), que M. Jacques Delors avait relancé en janvier 1985, a progressé de manière significative. Interrogé à l'issue du «sommet» sur la manière dont cela s'est passé, M. Pierre Guillemin, vice-président du CNPF, résumait bien l'état d'esprit général : «Formidablement bien».

Pressés par M. Delors, l'UNICE, la CES et le CEEP parvenaient à des conclusions internes communes qui, en premier lieu, prévoient la création d'un «groupe de pilotage au niveau politique», qui aura pour mission de «donner une impulsion permanente au dialogue social» et d'évaluer les avis communs dégagés dans le cadre du dialogue social et leurs prolongements possibles. Ce comité va également travailler sur l'éducation et la formation et sur les «perspectives d'un marché européen du travail», thèmes que le CNPF avait mis lui-même en avant lors de ses assises du 13 décembre dernier consacrées à l'Europe.

Ce comité devrait se réunir deux fois par an et être composé de syndicalistes et d'employeurs placés à un haut niveau de responsabilité afin qu'ils puissent, selon le vœu de M. François Perigot, président du CNPF, «s'engager». Mais la Commission a également pris plusieurs engagements. Chaque année, elle publiera un rapport «approfondi» sur la situation de l'emploi. M. Delors a déjà indiqué qu'en 1988 la CEE avait créé 1,6 million d'emplois, contre 1,2 million en 1987, 1 million en 1986, zéro en 1984, des emplois ayant été perdus tant en 1982 qu'en 1983. La Commission va également consulter les

partenaires sociaux sur les programmes de développement régional, la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux et le projet de société de droit européen.

Un progrès

Ce «pilotage politique du dialogue social», selon la formule de M. Delors, a été apprécié par les syndicats. M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT (1), a parlé d'une «étape importante» dans la voie permettant de donner «une visibilité sociale à l'Europe». Mais, il a ajouté : «Le dialogue social ne suffit pas. Il faut qu'il puisse déboucher sur des négociations». M. Ernst Breit, président de la CES (et du DGB allemand), a défendu la même position. S'il a reconnu qu'il s'agissait d'un «progrès», il a maintenu intégralement les revendications syndicales de conclusion d'accords-cadres européens et de législation commune. Pour M. Breit, «le dialogue social ne peut pas remplacer une législation européenne», mais il «peut servir à préparer de telles possibilités».

Si l'avancée paraît modeste, elle n'en est pas moins réelle. Incontestablement, c'est l'UNICE qui a le plus bougé le 12 janvier, pour la plus grande satisfaction de M. Delors, qui l'a largement poussée dans ce sens. Les concessions patronales tiennent non seulement à l'acceptation du «groupe de pilotage» mais aussi à la reconnaissance que syndicats et patronats évalueront les «prolongements possibles» (accords en bonne et due forme ? directive communautaire ?) de leurs avis communs.

Pour M. Zygmunt Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE, la réunion du palais d'Egmont a permis «une bonne compréhension des possibilités du dialogue social et de ses limites. Il y a encore de grandes divergences». Mais, a-t-il ajouté, «il n'y a pas de tabou» au sein du groupe de pilotage : «Tous les sujets sont permis». «Même l'accord-cadre n'est pas tabou», a souligné M. Tyszkiewicz. Mais à quoi sert un accord-cadre si les

deux parties ne sont pas mandataires ? Les prolongements des avis communs, c'est une ouverture. Il s'agit, a-t-il précisé, de «réfléchir comment on utilise les avis communs pour qu'ils aient des effets». «L'Europe sociale, a-t-il conclu, bien sûr on la veut, mais il faut la payer (... sans entraver notre compétitivité».

Si le patronat britannique a brillé par ses silences — et les syndicats grecs, irlandais et luxembourgeois par leur absence, — le CNPF, qui avait déjà commencé à assouplir sa position, a œuvré dans le sens de l'ouverture. M. Perigot a estimé, après avoir noté que «le dialogue social rebondit», que le groupe de pilotage devait permettre de «traiter les vrais problèmes». Mais il n'en a pas question d'aboutir à une rigidification des rapports sociaux. Le CNPF consulte actuellement les syndicats français sur l'Europe, la CFDT et FO ayant déjà été reçues. On est encore loin de ce qui s'est passé en Italie, où les trois confédérations syndicales, le patronat et le ministère du travail ont fait, il y a quelques jours, une déclaration commune sur l'Europe. Mais le paysage s'éclaircit. De petits pas en petits pas, l'Europe finira peut-être par avoir aussi un jour une dimension sociale...

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Contrairement à ce qui était prévu, la délégation de FO n'était pas conduite par M. André Bergeron mais par M. Bernard Mourquet, secrétaire confédéral.

Le Salon du meuble ouvert au public

Le Salon du meuble, qui se tient à la porte de Versailles, à Paris, était jusqu'ici réservé aux professionnels. Il accueille, pour la première fois, le grand public samedi 14 janvier, de 9 h 30 à 19 heures. On ne pourra pas acheter, mais on pourra regarder, se renseigner, obtenir l'adresse des points de vente, et connaître la fourchette des prix pratiqués au détail.

La France annule le tiers de la dette publique malgache

Dépassant l'initiative de Toronto, assurant aux Etats les plus pauvres et très endettés d'Afrique l'annulation du tiers de leurs échéances garanties, le gouvernement a décidé, à l'occasion de la réunion de la commission mixte franco-malgache, le jeudi 12 janvier, d'apporter le tiers de l'encours de la dette globale de Madagascar, auprès de la France, soit 1,2 milliard de francs.

Cette décision s'accompagne d'un volume de prêts de 110 millions de francs pour les deux prochaines années, une hausse de 30 millions sur l'exercice 1987-1988 et de conventions avec le Fonds d'aide et de coopération (FAC) d'un total de 13,5 millions. A Antananarivo, le directeur général du Fonds monétaire international, Michel Camdessus, a récemment annoncé la signature prochaine d'un «très important accord» avec Madagascar dont la dette de 9 milliards de francs implique une rigueur difficile à mettre en œuvre compte tenu des conséquences sociales.

● Réunion prochaine du G7, selon M. Lawson. — Les ministres des finances britannique et ouest-allemand, MM. Nigel Lawson et Gerhard Stoltenberg, ont rencontré tour à tour cette semaine à Washington le secrétaire d'Etat américain Nicholas Brady. Point commun de ces discussions, la tenue prochaine d'une réunion du groupe des sept pays les plus industrialisés (G7) — qui pourrait se tenir dans les semaines qui viennent, selon M. Lawson, et la hausse des taux d'intérêt américains.

M. Stoltenberg a qualifié le niveau du dollar d'acceptable, mais il est clair que la hausse des taux américains outre-Atlantique lui fait redouter un affaiblissement du mark, qui pourrait avoir l'inflation en Allemagne. M. Lawson a également de quoi s'inquiéter, puisqu'il a fait savoir, de retour à Londres, que la hausse en rythme annuel des prix britanniques atteindrait 7 % au cours des prochains mois.

Marchés financiers

M. Bernard Arnault prend la tête de Louis Vuitton-Moët-Hennessy

Bernard Arnault, le PDG de Financière Agache, l'a donc emporté. Vendredi 13 janvier il a été nommé président du directoire qui se réunissait dans la grande salle de l'hôtel particulier du boulevard de Latour-Maubourg. La veille, M. Alain Chevalier, président du directoire avait rendu publique sa démission dans les salons de Publicis. Un peu plus tard, M. Jean-Louis Masurel, directeur général, annonçait, lui aussi, son départ. Ils sont remplacés par M. Pierre Godé, conseiller de M. Arnault à la Financière Agache et M. Anthony Greener, un représentant de Guinness. Ces modifications qui interviennent à la tête du numéro un mondial du luxe sont l'aboutissement de la bataille boursière qui avait été engagée au milieu de la semaine dernière. Par ailleurs, le Britannique Guinness conforte sa position dans LVMH, dont il va détenir indirectement 19,6 % pour un investissement total de 800 millions de livres (près de 9 milliards de francs).

La démission de M. Alain Chevalier

Un homme de l'establishment

Cela ne pouvait plus durer : depuis plusieurs mois il y avait trop de divergences au sein du directoire de Moët-Hennessy-Louis Vuitton que le président, M. Alain Chevalier, a décidé de quitter la présidence de la société. Il a été remplacé par M. Bernard Arnault, PDG de Financière Agache.

Un projet, à vrai dire, lui avait fait peur très récemment. Pour essayer d'assouplir la gestion du directoire qu'il présidait, et pour donner un peu d'air aux différents départements, Alain Chevalier avait lancé l'idée d'une fusion de diverses branches, coiffées par un holding LVMH et dont, naturellement, il aurait dirigé la branche cognac-champagne, en association avec ses amis de Guinness ? Contre-attaque de M. Arnault, qui déclarait au début de la semaine : « Je suis le seul à ne pas vouloir démanteler LVMH. » Les mauvaises langues prétendent qu'effectivement LVMH sera sinon démantelé, du moins mis en filiales, qui seront introduites en Bourse, avec beaucoup de milliards à la clé, mais au bénéfice de Bernard Arnault... Elles assurent aussi qu'Henry Racamier « a introduit le loup dans la bergerie et s'en mordra les doigts ».

Reprise en main par le capital

De cet affrontement M. Chevalier, bien élevé sous son masque de discrétion, sort profondément meurtri : « M. Racamier expliquera pourquoi il a mis le groupe dans cette situation et M. Arnault aussi. » Avec une exception pour M. Anthony Tennant, le directeur général de Guinness : « Il ne m'a pas trahi, mais il doit tenir compte des intérêts de son groupe. » Effectivement, pour Guinness, l'un des quatre grands mondiaux des boissons et spiritueux, il n'est pas possible de se désintéresser des seuls producteurs français de champagne et de cognac qui puissent encore être acquis en France après le rachat de Martell par le grand rival Seagram.

Mais après dix-huit ans de travail et de réussite, M. Chevalier, gestionnaire sans capital, peut avoir le très désagréable impression d'avoir travaillé pour le roi de Prusse, c'est-à-dire pour les familles (LVMH vaut 50 milliards de francs en Bourse et le titre a doublé en dix-huit mois) et maintenant pour un brillant financier qui va empêcher la mise. Devient-elle la même ? « Il est fallu des rémunérations exceptionnelles, répond M. Chevalier, il y a deux ans seulement que les dirigeants de sociétés peuvent obtenir des options sur titres avantageuses, donc entrer dans le capital de leur entreprise. » Et de se prendre à philosopher : « Il y a eu l'époque des managers et maintenant c'est la reprise en main par le capital, par des gens qui ont beaucoup d'argent. Tout de même, il faudra finaliser les acquisitions sur le plan industriel. De plus, parce qu'il n'y a pas de plus, les sociétés vont essayer de sortir de la Bourse, très dangereuse, comme elles le font aux Etats-Unis. » Vision prophétique ou renouveau amère d'un homme qui, de son propre aveu, n'aime ni la boxe, ni le catch, ni les courses de chevaux, et ne supporte pas les gens qui, dans une discussion, sont décidés à ne rien concéder ?

FRANÇOIS RENARD.

En 1987, une idée lumineuse jaillit dans sa tête et dans celle d'Henry Racamier, dixante-seize ans, le dynamique PDG des bagages Louis Vuitton : réunir les deux entreprises et leurs actionnaires familiaux pour décourager les OPA et, toujours la même idée, associer deux industries de luxe dans leur offensive sur les marchés extérieurs. C'est le mariage, applaudi par tous, sous les auspices de la Banque Lazare et de Paribas.

Hélas ! très vite la zizanie va s'installer entre les deux hommes. Non seulement Henry Racamier est d'un naturel peu conciliant, mais surtout sa politique est fondamentalement différente de celle d'Alain Chevalier. Pour ce dernier, la priorité doit être donnée au développement industriel de l'outil, les acquisitions, indispensables certes, venant en second. Le groupe Vuitton, en revanche, avait eu une politique d'acquisitions permanentes (Givency, le champagne Veuve Clicquot, etc.). Si la fusion s'effectuait assez bien au niveau des structures, à celui des chefs c'était le divorce.

En juin 1988, pour faire pièce à Alain Chevalier, Henry Racamier pressait Bernard Arnault, l'industriel montante, l'animateur de la Financière Agache, qui réalise déjà près de 6 milliards de francs dans l'industrie de luxe (Dior couture, Lacroix couture, Cravates Céline, etc.) et rêve d'entrer chez LVMH, où il va bientôt détenir 24 %, en participation avec le géant britannique Guinness. Ce dernier, en juin 1987,

avait signé un accord majeur d'association avec Alain Chevalier pour la distribution mondiale du cognac, du champagne et du whisky. En septembre dernier encore, Bernard Arnault, désormais en place dans LVMH, assurait : « Alain Chevalier est l'un des meilleurs managers français et j'appuie son action. »

Voilà... M. Arnault n'est pas parvenu : « J'ai les actions, donc je dirige », a-t-il coutume de dire. Un projet, à vrai dire, lui avait fait peur très récemment. Pour essayer d'assouplir la gestion du directoire qu'il présidait, et pour donner un peu d'air aux différents départements, Alain Chevalier avait lancé l'idée d'une fusion de diverses branches, coiffées par un holding LVMH et dont, naturellement, il aurait dirigé la branche cognac-champagne, en association avec ses amis de Guinness ? Contre-attaque de M. Arnault, qui déclarait au début de la semaine : « Je suis le seul à ne pas vouloir démanteler LVMH. » Les mauvaises langues prétendent qu'effectivement LVMH sera sinon démantelé, du moins mis en filiales, qui seront introduites en Bourse, avec beaucoup de milliards à la clé, mais au bénéfice de Bernard Arnault... Elles assurent aussi qu'Henry Racamier « a introduit le loup dans la bergerie et s'en mordra les doigts ».

NEW-YORK, 12 janvier

La hausse continue

Encore une bonne séance jeudi à Wall Street. Sur sa lancée, le marché a poursuivi son avance sans trop se faire prier. Malgré une légère incertitude au départ, l'indice des industriels n'est pas une seule fois revenu en deçà de la barre des 2.200 points. A la clôture, il s'élevait à 2.222,32, avec un nouveau gain de 15,89 points. Il ne s'en faut plus que de 24,42 points pour que la Bourse américaine ait totalement effacé les dernières traces du krach.

Le bilan de la journée a été de très bonne qualité. Sur 1.979 valeurs traitées, 901 ont progressé, 569 ont baissé et 509 n'ont pas varié.

Selon les experts, la hausse se poursuit elle-même par effet « boule de neige », d'autant que sur un plan psychologique le franchissement presque sans difficulté de la barre des 2.200 points a produit une excellente impression.

D'aucuns prévoient la montée jusqu'à 2.250 points voire 2.275 points avant qu'une consolidation ne s'opère.

L'activité s'est accrue et a porté sur 183 millions de titres contre 148,9 millions la veille.

VALEURS	Cours du 11 janv.	Cours du 12 janv.
Alcoa	60	60 1/8
AT&T	28 1/8	28 1/8
Bell	60 1/8	61 1/2
Chase Manhattan Bank	28 1/2	30
Du Pont de Nemours	50 1/8	52 1/8
Eastman Kodak	44 7/8	44 3/4
Exxon	44 1/2	44 1/2
General Electric	52 1/2	52 1/2
General Motors	89 3/8	87 5/8
Goodyear	44 3/8	45 1/8
IBM	122 1/4	123 1/8
ITT	62	62 3/8
Johnson & Johnson	40 5/8	41 3/8
McGraw-Hill	57 3/8	57 3/4
Schlumberger	34 1/8	34 5/8
Tempco	53 1/2	53 1/4
Union Carbide	108 1/2	111 3/4
USX	31 1/8	31 1/2
Verizon	59 3/8	59 3/4

LONDRES, 12 janvier

Nette hausse

Les cours des valeurs ont consolidé leurs gains pour terminer en nette hausse jeudi. L'indice Footsie a clôturé en progrès de 16,8 points à 1.850,9. Le marché était très actif avec 791,3 millions de titres échangés contre plus de 500 millions la veille. L'ensemble des secteurs s'est apprécié, notamment les magasins (Great Universal Stores) les banques (Midland) et les alimentaires (Cadbury). Plessey s'est apprécié à la suite du raid boursier du géant de l'électronique britannique GEC et de l'allemand Siemens, portant leur participation commune de 14,8 %. Cette OPA conjointe sur Plessey a été déferée devant la commission des monopoles. Le confiseur Basset Foods a bondi après l'annonce d'un rachat de 63 millions de livres (700 millions de francs) du groupe suédois Procordia. Mais la direction de Basset refusait l'offre. Les brasseries ont gagné du terrain continues par des opérations de rachats. Bassa a ainsi fortement progressé. Lonrho s'est déprécié suite au désintérêt du financier M. Alan Bond pour ce conglomérat. Il en était de même pour le groupe immobilier Hammetson à la suite d'une réévaluation décevante de ses actifs. Les fonds d'Etat se sont affaiblis et les mines d'or sont demeurées irrégulières.

FAITS ET RÉSULTATS

Des NIP pour le MATIF. — Cinq négociateurs individuels de parquet (NIP) ont fait leur apparition au début de semaine sur le parquet du MATIF à la Bourse de Paris.

La création de ce nouveau statut, équivalent des fameux « locals » des marchés à terme de Chicago, vise essentiellement à renforcer la liquidité sur le marché et offrir ainsi une meilleure efficacité aux opérateurs. A expliqué M. Gérard Pflaewadel, président de la Chambre de compensation des instruments financiers de Paris (CCIFP), autorité de contrôle du MATIF.

M. Pflaewadel a indiqué que ces cinq premiers intervenants, parrainés par un établissement déjà adhérent du marché, avaient tous fait l'objet de stages et d'examen professionnels.

Le négociateur individuel, qui a passé une convention avec un adhérent parrain doit lui verser un dépôt de garantie permanent de 100.000 F, somme qui est transmise à la CCIFP.

Dans cette convention, figurent également des limites de position par contrat, des moyens de contrôle spécifiques au NIF et des sanctions contractuelles.

Quatre autres dossiers de candidature sont en cours d'admission et deux autres doivent être déposés.

● BASF augmente de 14 % ses investissements. — Le numéro deux mondial de la chimie a décidé d'augmenter de 14 % ses investissements pour 1989, dont le montant s'élèvera à 3,6 milliards de deutschemarks. Environ 2,2 milliards de DM seront consacrés aux filiales du groupe installées en RFA. 1,6 milliard de DM est attribué à la société mère BASF AG, 594 millions à BASF Corporation (Etats-Unis) et 288 millions à BASF Arver.

PARIS, 13 janvier

Les pétroles en tête

L'événement vendredi rue Vivienne a été la hausse générale des valeurs pétrolières, favorisée par la déclaration de M. François-Xavier Ortoli, président de Total, sur les gains très importants faits entre juillet et décembre dans le raffinage. Outre, bien sûr, Raffinage-Distribution et Total en tête du palmarès, figurant en ordre alphabétique, BP, France, Esso, Elf, tant il est vrai que la non-répercussion de la baisse du brut à la pompe promet de rapporter beaucoup d'argent aux compagnies.

Pour le reste, la Bourse est restée bien orientée. L'ouverture matinale s'était faite sur une avance de 0,41 %. A midi, la progression atteignait 0,51 %. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané s'établissait à 0,15 % au-dessus de son niveau précédent.

Une fois encore, la fermeté de Wall Street a stimulé les investisseurs. Mais l'ajustement des OPA n'est pas non plus rigoureuse avec l'opération financière qu'International Paper Corp. s'approprie maintenant à lancer sur la totalité du capital d'Ausset-Rey (voir ci-contre).

La plupart des spécialistes s'accordent à dire que les offres publiques vont se multiplier en 1989. Ce n'est pas un hasard si ce vendredi l'attention s'est aussi concentrée sur l'opération Club Méditerranée, Arjomari, toutes affaires dites « opéables ». Bref, les commentateurs risquent d'avoir du pain sur la planche et les investisseurs de bonnes raisons de placer leurs capitaux. En attendant, pour la quatrième fois consécutive, la semaine s'achève sur une nouvelle hausse des indices d'au moins un dixième de point, ce qui porte à plus de 10 % la reprise de Noël.

TOKYO, 13 janvier

Nouveau record

Après une journée de pause, le marché tokyote a repris sa progression. Amorcé dès le matin, le mouvement de hausse s'est poursuivi toute la journée à la même cadence. En clôture, l'indice Nikkei d'aujourd'hui a atteint un nouveau niveau record, soit 21.298,38 en progrès de 154,93 points (+ 0,7 %).

Les investisseurs nippons mais également étrangers ont été encouragés à prendre de nouvelles positions par la très belle tenue de Wall Street.

La demande s'est concentrée sur les valeurs à forte capitalisation, plus particulièrement sur les sidérurgiques et les constructions navales.

Hausse également des sociétés de négoce et des grands magasins, ainsi que des électriques lourdes, des alimentaires, des chimiques et des métaux non ferreux. L'activité s'est accrue avec plus de 1,5 milliard de titres échangés contre 1.249 millions la veille.

VALEURS	Cours du 12 janv.	Cours du 13 janv.
Air	681	686
Asahi	1.420	1.420
Canon	1.910	1.980
Daewoo	3.760	3.800
Fujitsu	2.750	2.770
Hanjin	2.580	2.610
Hitachi	1.460	1.480
Hyundai	1.460	1.480
Toyota	2.820	2.830

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Armée & Associés	280	280	La Commande Elect.	280 50	282
Aryz	280	280	Legi l'ère de nuit	280	280
B.A.C.	340	340	Lois Investissement	274 50	274 50
B. Demachy & Assoc.	550	548	Locomix	185	185
B.L.C.M.	225	225	Métallurg. Minière	680	680
B.P.	815	825	Métallurg. Industrielle	175	175
Bolton	940	938	M.M.B.M.	725	724
Bolton	1050	1050	Molux	240	234
CB&S de Lyon	1714	1725	Nauale-Delmas	400	395
Colson	800	780	Obert-Legrand	187 50	187 50
Coiff	550	550	Ors. Glac. P.A.	420	415
C.A.I.-d'Or (R.C.L.)	335	335	Pharm.	420	415
C.A.T.C.	135 50	135 50	P.F.A. S.A.	420	415
C.B.M.E.	1282	1282	Prothom (C. & F.)	480	485
C. Equip. Elect.	355	355	Prothom Assurance	480	485
C.E.G.I.D.	744	740	Publinter. Filippi	525	525
C.E.G.P.	1700	1700	Réact	757	757
C.E.L. Industrielle	1151	1150	St-Gobain Industrie	235	235
Cemex d'Origny	640	630	S.C.B.P.M.	323 50	323 50
CALM	454	454	Sigla	405	405
Concept	280	280	Silicones Investment	105	105
Continent	307	307	S.E.P.	345	345
Coiff	450	445	S.E.P.A.	1520	1520
Dalco	1540	1540	S.E.T. Indus.	350	350
Danahy	1040	1050	Solidor	700	700
Davies	585	585	Sigla	280	280
Edison	112	112	T.F.1	380	380
Elyon Investissement	22 50	22 50	Unilog	185	185
Finor	220 40	220 40	Union Financ. de P.	515	500
Gr. Foncier S.E.F.	245	245			
Géral	550	550			
I.C.C.	235	235			
IMA	250	255			
L.G.F.	105 10	105			
ME	258	258			
Ind. Nord Service	545	545			

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables
le 12 janvier 1989

Nombre de contrats : 18.515.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Mars dernier	Mars dernier
Accor	600	30	54
CGE	400	34,50	47
Elf-Aquitaine	340	44	45
Lafarge-Coppée	1.400	176	249
Michelin	218	6,25	12,50
Midi	1.645	124,50	48
Paribas	480	36,90	50
Pengent	1.300	173	213
Saint-Gobain	600	36	18
Société générale	520	29,50	25,80
Thomson-CSF	280	39	46,50

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 12 janv. 1989

Nombre de contrats : 47.004

COURS	Mars 89	Jun 89	Sept. 89
Dernier	108,50	107,88	107,90
Précédent	108,54	108,04	108,84

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Mars 89	Jun 89
106	2,60	2,52

INDICES

CHANGES

Dollar: 6,272 F

De très gros remous ont été enregistrés sur les places financières internationales vendredi 13 janvier où le dollar a repris très vite son ascension. Le billet vert a ainsi coté 6,272 F (contre 6,2130 F la veille). Les déclarations de ministre ouest-allemand, M. G. Stoltenberg sur les niveaux actuels du dollar, que ce dernier jugé réaliste, ont attiré la spéculation. Mais les cambistes s'attendaient aux interventions des banques centrales.

FRANCFORT 12 janv. 13 janv.
Dollar (en DM) 1.843 1.870

TOKYO 12 janv. 13 janv.
Dollar (en yens) 126,12 126,65

MARCHE MONÉTAIRE (offres privées)

Paris (13 janv.) 31/841/25

New-York (12 janv.) 31/841/25

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 31-12-88)

11 janv. 12 janv.

Valeurs françaises... 183,9 184,4

Valeurs étrangères... 183,3 183,9

(SMI, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC... 434,1 434,4

(SMI, base 100: 31-12-81)

Indice CAC 40... 1.618,35 1.647,48

(OMI, base 100: 31-12-81)

Indice OMI 50... 449,89 457,84

NEW-YORK (Indices Dow Jones)

Industrielles... 2.284,43 2.232,32

LONDRES (Indices Financial Times)

Industrielles... 1.511,9 1.511,9

Mines d'or... 163,1 163,9

Fonds d'Etat... 87,14 87,85

TOKYO

12 janv. 13 janv.

Nikkei Dow Jones... 21.298,38 21.298,38

Indice général... 2.445,82 2.457,58

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES								
	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ haut	Rep. + ou dép.	- ou -	Rep. + ou dép.	- ou -	Rep. + ou dép.	- ou -
S.E.U.	6.2615	6.2635	- 58	- 35	- 185	- 80	- 339	- 248
S. com.	5.2136	5.2239	- 128	- 86	- 247	- 184	- 778	- 665
Yen (100)	4.9428	4.9475	+ 176	+ 228	+ 310	+ 362	+ 911	+ 1027
DM	3.4885	3.4815	+ 79	+ 96	+ 144	+ 167	+ 477	+ 497
Flora	3.0212	3.0237	+ 68	+ 71	+ 109	+ 127	+ 341	+ 396
FR (100)	16.2848	16.3112	+ 116	+ 198	+ 284	+ 346	+ 638	+ 1085
FS	3.9984	4.0822	+ 93	+ 111	+ 169	+ 246	+ 577	+ 597
L (100)	4.6381	4.6431	- 165	- 112	- 291	- 239	- 837	- 783
Euro	11.9954	11.9952	- 464	- 466	- 874	- 792	- 2422	- 2123

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/4	9 3/16	9 5/16	9 7/16	9 7/16
DM	4 7/8	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 3/8	5 1/2	5 11/16	5 13/16
P.F. (100)	5 3/8	5 7/8	5 13/16	5 15/16	5 7/8	6	6	6 1/8
FS	4 7/8	5 1/8	5 1/4	5 3/8	5 3/8	5 1/2	5 11/16	5 13/16
L (100)	10 1/2	11 1/2	11 3/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4	12 1/4
Euro	12 3/4	13	13	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8	13 1/8
E. franc.	8 1/4	8 3/4	8 3/8	8 3/8	8 3/8	8 1/2	8 1/2	8 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en

فَكَذَّبْنَا مِنْ الْأَصْلِ

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La tension américano-libyenne et la Ligue arabe. 4 L'avenir de la brigade franco-allemande. — La détente sino-vietnamienne. 6 Menaces de grève en Pologne. 7 La situation sociale en Espagne.	8 Le PCF contre-attaque dans le contentieux électoral en Seine-Saint-Denis. 9 Deux décisions du Conseil constitutionnel. DÉBATS 2 « Oui, 89 pour l'égalité », par Harlem Désir.	10 Une journée consacrée au dépistage des maladies. — « Journal d'un amateur », par Philippe Bouchet. 11 Information judiciaire après la destruction du véhicule du juge Bernard. 12 Sports : le onzième Paris-Dakar à son terme.	17 Théâtre : Roger Planchon met en scène <i>Andromaque</i> à Villeurbanne ; le <i>Tartuffe</i> , de Franz Kafka, à l'Adnène. 18 Cinéma : la <i>Vieille</i> , de Georges Wilson ; la <i>Derrière</i> Cible, de Buddy Van Horn. — Communication.	23 La ministre de l'Industrie relance la polémique autour de la Société générale. 25 L'OPA sur le papeter Auzanet-Ray. 26 La démission de M. Alain Chevalier de la présidence du groupe LVMH. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 22 Campus 21 Carnet 22 Jeux 16 Météorologie 21 Philatélie 20 Radio-télévision 19 Spectacles 19	« Chaque matin, le mini-journal de la rédaction... » • Le <i>Journal</i> en deux, 24 h sur 24 SPO 3615 tapes LEMONDE • Les <i>Jeux du Monde</i> JEU • <i>Téléphone aux USA</i> pour 15 minutes DIA 3615 tapes LM

Les élections municipales Le pèlerinage de M. Fabius à Château-Chinon

CHATEAU-CHINON
de notre correspondant

M. Laurent Fabius a donné, à sa manière, jeudi 12 janvier, un coup d'envoi à la campagne du PS pour les élections municipales. C'est de Château-Chinon, le jour même où, à Paris, M. Pierre Mauroy et Georges Marchais scellaient leur accord, que le président de l'Assemblée nationale a appelé les militants socialistes à se mobiliser pour l'élection du 12 mars.

Et à se mobiliser dans l'unité. Evoquant, « avec un peu de peine et beaucoup de tristesse », la rivalité entre M. Michel Pezet et M. Robert Vigouroux à Marseille, il a déclaré : « Je souhaite que nos amis comprennent qu'ils ne pourront rien faire de bon si l'unité n'est pas assurée. Mais l'unité ne se décrète pas : il faut qu'il y ait un projet, sinon les batailles d'hommes prennent de plus en plus d'influence. L'unité des socialistes ne peut se construire qu'à partir d'une règle simple : le Parti socialiste est un parti de gauche. »

M. Fabius soutient « naturellement » le candidat officiel de son parti à la mairie de Marseille, mais il n'a apparemment pas perdu tout espoir de « trouver une solution » d'entente.

S'il n'a pas commenté l'accord national PS-PC, il a, en revanche, exprimé sa « crainte qu'une certaine démobilité ne se produise » dans l'électorat

et ne se traduise en mars par une forte proportion d'abstentions. Invité par le sénateur de la Nièvre et maire de Château-Chinon, M. René-Pierre Signé, l'ancien premier ministre a tenu ces propos à la mairie de cette ville-symbole où il se rendait pour la première fois : il est l'un des rares dignitaires du PS à ne pas avoir effectué ce pèlerinage pendant le premier septennat de M. François Mitterrand.

L'héritier

Dans son pèlerinage, M. Fabius a observé les hautes obligations : le Musée du septennat, devenu l'un des lieux les plus fréquentés de Bourgogne avec 100 000 visiteurs, la fontaine de Niki de Saint-Phalle et Jean Tinguely, le bureau du maire qui fut celui de M. Mitterrand pendant vingt-deux ans, et même l'ancienne prison, transformée dernièrement en piscine.

Le président de l'Assemblée nationale est-il venu à Château-Chinon en héritier présomptif ? Les doutes éventuels des militants ont été balayés quand ils ont entendu M. Signé prononcer la bénédiction. Evoquant Jules Guesde, Jaurès, Blum et François Mitterrand, « qui incarne le socialisme d'aujourd'hui », il a ajouté : « Et demain, je crois que c'est Laurent Fabius qui l'incarnera : il a réconcilié le socialisme avec une pensée économique moderne sans que pour autant nous devenions libéraux. »

JACQUES SPINDLER.

La guerre des nerfs continue entre GEC-Siemens et Plessey

La guerre des nerfs continue dans le dossier de l'offre publique d'achat (OPA) lancée par General Electric Company (GEC), allié à l'allemand Siemens, contre le britannique Plessey. L'entreprise britannique a réussi à gagner du temps (jusqu'à trois mois) puisque, sur recommandation du directeur de la concurrence, le ministre britannique du Commerce et de l'Industrie, lord Young, a décidé de différer l'affaire devant la commission britannique des mono-

poles. Il a également interdit aux deux assaillants d'acquiescer ensemble plus de 15 % des actions Plessey.

La riposte de GEC et Siemens ne s'est pas fait attendre : ils ont immédiatement effectué un raid à la Bourse de Londres et porté de 2 à 14,9 % leur participation dans Plessey. La rafle, qui a concerné 89 millions d'actions, à 245 pence, a représenté un investissement de quelque 218 millions de livres (2,4 milliards de francs). Elle a entraîné une hausse du titre Plessey à 233 pence, soit 6 % de mieux que le cours précédent.

Un autre Britannique, lui-même ancien ministre du Commerce et de l'Industrie, Sir Leon Brittan, nouveau commissaire européen à la concurrence, s'est mis en travers de l'OPA GEC-Siemens : il a estimé que cette opération risquait « à première vue » de fausser la concurrence au sein du Marché commun. En conséquence, « une enquête approfondie » va être lancée. Mais la commission a assuré qu'elle « déciderait le plus rapidement possible ».

Le numéro du « Monde » daté 13 janvier 1989 a été tiré à 504 534 exemplaires.

M. Jean-Pierre Chevènement, invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, sera l'invité du grand jury hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 15 janvier, de 18 h 15 à 19 h 30.

Le maire de Belfort, ancien député socialiste de ce territoire, fondateur du CERES, devenu le courant Socialisme et République, répondra aux questions d'André Passeron et de Jacques Isard, du Monde et de Dominique Pennequin et Pierre-Marie Christin, de RTL. Le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

ÉTATS-UNIS : M. Bush a complété son cabinet

- L'amiral Watkins, secrétaire à l'énergie
- M. William Bennett, « tsar antidroge »

Huit jours avant d'entrer officiellement en fonctions, M. George Bush a réuni pour la première fois, jeudi 12 janvier, son cabinet constitué progressivement tout au long de la période de transition. Le premier nommé — dès le lendemain de l'élection du 8 novembre — fut le futur secrétaire d'Etat James Baker, les deux derniers — juste avant la réunion de janvier — ont été le secrétaire à l'énergie, l'amiral en retraite James Watkins, et le coordinateur de la lutte contre la drogue, M. William Bennett.

WASHINGTON de notre envoyé spécial

M. Watkins et M. Bennett sont des hommes de caractère, connus pour leur franc parler et leur dynamisme. Ils ont fait leurs preuves dans des postes de responsabilité. Marin de vocation, ancien commandant de sous-marin nucléaire, puis commandant de la flotte du Pacifique, avant de parvenir, en 1982, au sommet de la hiérarchie dans la Navy (chef des opérations), l'amiral Watkins (en retraite depuis 1986) est aussi un spécialiste du nucléaire. Sa nomination à l'énergie traduit la volonté de M. Bush de donner la priorité à la remise en état des centrales nucléaires américaines à usage militaire, qui posent actuellement de graves problèmes de sécurité et d'environnement (le prix des travaux à entreprendre vient d'être estimé à 81 milliards de dollars par l'administration Reagan).

M. Watkins n'a, en revanche, pas d'expérience dans le domaine du pétrole et du gaz, mais M. Bush — lui-même ancien pétrolier — a tenu à souligner qu'il n'était pas question de négliger pour autant ces formes d'énergie, nécessaires, selon lui, aussi bien à la sécurité qu'à l'économie des États-Unis. L'amiral Watkins avait été très apprécié pour son rôle éminent dans la commission

sur le SIDA créée par M. Reagan. Il s'était très vigoureusement opposé à toute discrimination à l'égard des malades.

Le poste de conseiller pour la politique en matière de drogue — ou « drug czar », (tsar) selon une expression désormais consacrée à Washington — vient d'être créé par le Congrès et M. William Bennett en sera donc le premier titulaire. Le président élu avait d'abord proposé ce poste à un démocrate, le sénateur De Concini, pour donner un caractère nettement « bipartisan » à la lutte contre la drogue qu'une majorité d'Américains considère comme le problème national numéro un. L'offre ayant été déclinée, cette lourde tâche revient à un homme d'autant plus résolument conservateur qu'il a flirté, dans sa jeunesse, avec les idées de gauche.

M. Bennett fut pendant plusieurs années, sous la présidence de M. Reagan, secrétaire à l'éducation et, déjà à l'époque, il s'était promis d'éliminer la drogue des écoles. C'est un partisan déclaré de la « tolérance zéro » en matière d'usage de la drogue, et il est aussi favorable à l'emploi, controversé, de l'armée dans la lutte contre les trafiquants. L'homme a un défaut gênant dans ses nouvelles fonctions : il fume plus que modérément, dans un pays où le tabac tend de plus en plus à être considéré comme une drogue comme les autres. Mais, a-t-il promis, il cessera de fumer dès sa prise de fonctions.

Le cabinet proprement dit comprend quatorze secrétaires (ministres). Les autres membres de l'équipe Bush (comme le secrétaire général, le conseiller pour les affaires de sécurité, le responsable du budget, etc.) dépendent directement de la Maison Blanche (la distinction est assez peu importante, puisqu'il n'y a pas, aux États-Unis, de premier ministre).

JAN KRAUZE.

• INDE : quinze morts au Pendjab. — Quinze personnes ont été tuées, dont quatre par pendaison, par des militants sikhs, dans la région d'Amritsar, au Pendjab, après le pendaison des deux meurtriers d'Indira Gandhi, a indiqué le police jeudi 12 janvier. Les militants ont laissé derrière eux une note selon laquelle ils continueraient à tuer des hindous en représailles. — (AFP.)

Sur le vif Handicapées

Vous avez vu cette enquête dans *l'Express* ? Pourquoi l'association des femmes s'arrête-t-elle aux marches du pouvoir ? Bonne question. C'est curieux, elles progressent sur toute la ligne. A l'école, elles dominent. Dans les stades, elles s'arrachent. Et sur le marché du travail, là, elles s'écartent. Elles se répartissent à la base de la pyramide sociale : infirmières, vendeuses, institutrices, femmes de ménage, secrétaires... dès qu'il s'agit d'escalader l'échelle des salaires et des responsabilités, les mères leur passent allègrement par-dessus la tête... Pousse-toi de là que je m'y mette.

Je ne vais pas vous refaire le topo sur le machisme du monde des affaires et de la politique, ces choses gardées où les femmes se raquent encore rarement à venir braver.

Ce qui m'étonne, c'est qu'elles n'y tiennent pas tellement. Regardez Simone Veil, on lui a demandé, l'autre soir, à la télé, on lui a dit : Vous n'avez pas participé à la course à l'Élysée. C'est bizarre. Vous étiez pourtant bien partie. Qu'est-ce qui s'est passé ? Elle a pas su nous expliquer. Quelque chose la retenait. Manque de courage ? D'ambi-

tion ? Elle arrivait pas à mettre le doigt dessus. Un homme n'aurait pas hésité, elle en convenait, mais elle... Bon... Non.

Et nous... Bon... Non, pareil. On n'en veut pas, d'une femme à la présidence de la République. Au Parlement et à la mairie, non plus. M^{me} la mairesse, merci bien, mais non merci. Et alors, au boulot, rien qu'à l'idée que le patron puisse être une patronne, on se rebiffe, on s'effrite.

Remarque-là, on a de bonnes raisons. Je voudrais pas paraître sexiste, mais franchement je préfère, et de loin, un chef à une cheffesse. Au moins, lui, il confondra pas employés de bureau et employés de maison. Il me demandera pas d'aller lui acheter un collant : « dépêchez-vous, le mien a filé, et j'ai rendez-vous dans un quart d'heure avec le PDG d'Elf-Aquitaine ».

Je vous entendez d'ici : il se gère, peut-être ! Pourriez pas me raconter ce bouton en visserie, j'ai un dénivelé avec... Exact. Mais lui, pauvre chat, vérifiez ses boutons, il y pense pas. Tandis qu'elle, vieille salope, prend un collant de rechange, elle a qu'à y penser !

CLAUDE SARRAUTE.

Les préparatifs pour l'opération de divergence de Superphénix

C'est dans la matinée du samedi 14 janvier que le réacteur surgéner Superphénix, installé sur le site de Creys-Malville, à une cinquantaine de kilomètres en amont de Lyon, devrait connaître à nouveau le feu nucléaire. Les équipes de la centrale n'ont en effet pas chômé, dans la mesure où l'autorisation de remise en route leur avait été signifiée quarante-huit heures plus tôt par le ministre de l'Industrie et le secrétaire d'Etat à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs (le Monde du 13 janvier).

Dès vendredi, les responsables de la centrale ont lancé les préparatifs de cette opération de divergence qui conduit aux premières réactions nucléaires au sein du cœur. A ce moment-là, la puissance de l'installation monte alors progressivement jusqu'à quelques centaines de kilowatts, soit une fraction (quelque dix millièmes) de la puissance normale du réacteur (1 300 mégawatts). Elle devrait atteindre au cours des jours suivants à peu près 3 % de cette valeur et rester à ce niveau pendant environ cinq semaines pour procéder aux tests et aux contrôles nécessaires à la bonne marche de l'installation. Ce n'est qu'après que la puissance sera progressivement augmentée par paliers.

• M. Chevardnadze à Kaboul. — Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a quitté vendredi 13 janvier Moscou pour Kaboul pour une visite de travail à l'Afghanistan, a annoncé l'agence Tass sans autres détails.

• Ce voyage non annoncé intervient peu après l'échec des négociations à Islamabad entre le premier ministre soviétique des affaires étrangères, M. Youli Vorontsov, et les représentants des différents groupes de la résistance afghane. — (AFP.)

• Collision d'avions militaires en RFA : 2 morts. — Trois avions militaires, deux Alphajet ouest-allemands et un Tornado britannique, se sont heurtés, vendredi 13 janvier en plein vol au-dessus de Wiesbaden (dans le nord de l'Allemagne fédérale) et les deux occupants de l'avion britannique ont été tués. Le Tornado et un Alphajet se sont écrasés sur des fermes de Wiesbaden, mais aucun des habitants n'a été blessé.

ODOUL AGENT DE confiance
Garde-meubles
42 08 10 30
16, rue de l'Atlas-75019 Paris

Le Monde
LUNDI 16 JANVIER (NUMÉRO DATÉ MARDI 17)
**SUPPLÉMENT
SPÉCIAL EMPLOI**
22 pages d'annonces
des centaines d'offres d'emploi
pour les cadres
ATTENTION : ce numéro est publié
en cahier séparé. N'oubliez pas
de le demander à votre marchand de journaux

RODIN
mode en
SOLDES!
Les milliers
de mètres
de tissus de
série, laine,
polyester,
coton, lin, etc.
Les tissus
coton, et
l'élégance
de la coupe
superbe...
Les coupes !
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS
A B C E F G H

**TRANCHE DU VENDREDI 13
GROS LOT**
10 MILLIONS
DIXIÈME 20 F - ENTIER 184 F
TRAGE LE 18 JANVIER
loterie nationale
VENDREDI 13